RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2020

Publié le 28 février 2020

Mission Coordination Générale et Vie Institutionnelle
Service des assemblées
8, Boulevard Halidi Sélémani - B.P. 101 –
97600 MAMOUDZOU - Internet : http://www.cg976.fr
Siret : 22985000300018550

S O M M A I R E

JANVIER 2020

➢ Commission Permanence du 30 janvier 2020

2020.00001 - A	Missions des élus du Conseil départemental
2020.00001 - B	Prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration de Mme Hélène VESTUR, pré-rapporteur du Conseil d'Etat
2020.00001 - C	Formations des élus du Conseil départemental
2020.00002	Avis du Conseil départemental pour la fixation de la période du sursis à expulsion locative dans le Département de Mayotte
2020.00003	Approbation du projet et du plan de financement prévisionnel des formations et des stages d'immersion 2019-2020-2021 soutenus par le Fonds social européen
2020.00004	Accordant la protection fonctionnelle du Conseil départemental de Mayotte à un ancien Président du Conseil général
2020.00005	Renouvellement des membres du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Techniques de Mayotte (CODERST)
2020.00006	Désignation des représentants du Conseil Départemental à la commission consultative de l'environnement et de la protection du patrimoine à Mayotte (CCEPP)
2020.00007	Signature de protocoles transactionnels pour le règlement des travaux réalisés sur les sites du Musée de Mayotte et de la maison d'archives de Pamandzi
2020.00008	Règlement d'accueil familial pour personnes âgées et adultes en situation de handicap
2020.00009	Commande publique de formation professionnelle continue à destination des publics demandeurs d'emploi, en recherche de réorientation ou de reconversion professionnelle – jeunes, adultes et personnes en situation de handicap – pour l'année 2019

2020.00010	Signature d'avenants aux conventions d'attributions de subventions de co-financements du Fonds Social Européens (FSE).
2020.00011	Rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC)sur les observations définitives au terme du contrôle effectué sur les comptes de la Société Immobilière de Mayotte (SIM) portant sur les exercices 2014-2018
2020.00012	Programmation pluriannuelle des projets d'échanges sportifs régionaux et nationaux pour la période 2020 à 2022
2020.00013	Foncier du rond-point de Dzoumogné
2020.00014	Foncier des STEP de Koungou et de Petite Terre
2020.00015	Réaffectation de l'aide du Département dans le cadre de sa participation aux travaux d'aménagement du complexe sportif de Kaweni
2020.00016 - A	Modification des taux de participation financière du Conseil départemental sur les deux projets relatifs à la réhabilitation et rénovation des voiries communales pour la commune de Tsingoni, et à la sécurisation et valorisation du site de Soulou, pour la Communauté de communes du Centre Ouest
2020.00016 - B	Modification des taux de participation financière du Conseil départemental sur les deux projets relatifs à la réhabilitation et rénovation des voiries communales pour la commune de Tsingoni, et à la sécurisation et valorisation du site de Soulou, pour la Communauté de communes du Centre Ouest
2020.00017	Retrait et annulation de la délibération n°2018.00340-A relative à la participation du Conseil départemental aux projets de demande de subvention de la Commune de Bouéni et notamment pour la réalisation des travaux du front de mer « cimetière » de Hagnoundrou
2020.00018	Validation des dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 13 novembre 2019 et ayant reçu un avis favorable

Commission Permanente

Réunion du 30 janvier 2020

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000001A-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 15
Procurations : 2
Absents : 9
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 0
Abstention : 0
Dates de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00001 - A

Relative aux missions des élus du Conseil départemental

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sous la convocation et la présidence du Président du Conseil départemental. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3123-19 ;
Vu la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

Considérant le rapport n°2020.CP-004362 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du mercredi 29 janvier 2020.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'envoi en mission en Europe et dans des pays de la région océan indien des conseillers départementaux ci-après et de prendre en charge en conséquence leurs frais de déplacements y afférents :

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000001A-DE

NOM DE L'ELU	DATE DE LA MISSION	LIEU DE LA MISSION	INTITULE DE LA MISSION
Conseillère Départementale de Mamoudzou 3 Mme Mariame SAID	Du 15 au 20 Février 2020	Nairobi	Participation au bilan pour les stagiaires en formation professionnelle en stage d'immersion et séjour linguistique à Nairobi
Conseillère Départementale de Bandraboua Mme Halima BAMOUDOU Conseiller Départemental de Mamoudzou I M. SIDI Mohamed Conseiller Départemental de Mamoudzou 3 M. Ali Débré COMBO	Du 02 au 08 février 2020	Saint martin	Réunion des CRUP
Conseiller Départemental de Mamoudzou 3 M. Ali Debré COMBO Conseillère Départementale de Ouangani Mme Moinécha SOUMAILA Conseillère Départementale de Pamandzi Mme Soihirat EL HADADI Conseillère Départementale de Bandraboua Mme Halima Mdallah BAMOUDOU	Du 13 au 17 février 2020	Montpellier	Participation à la 2ème Edition de la Journée Nationale des Diplômés mahorais de Métropole. Rencontre avec les académies partenaire du dispositif médiateur académique
Conseiller Départemental de Bouéni M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA Conseiller Départemental de Mamoudzou 1 M. SIDI MOHAMED	Du 17au 23 février 2020	Madagascar	Inauguration de la permanence du Département
Conseillère Départementale de Pamandzi Mme Soihirat EL HADAD Conseiller Départemental de Pamandzi M. Daniel ZAIDANI	Du 20 au 24 février 2020	Paris	Assister à la compétition de la coupe de France de basket pour accompagner l'équipe « Rapide Eclairs de Pamandzi »
-Conseiller Départemental de Koungou M. Bourouhane ALLAOUI Conseillère de Dzaoudzi Mme Fatima SOUFFOU	Du 18 au 20 février 2020	La Réunion	Participation à l'Assemblée des Iles Vanilles
-Conseillère départementale de Koungou Mme RAISSA ANDHUM	Du 09 au 11 mars 2020	La Réunion	Réunion du Conseil d'Administration du CBNM
Conseillère Départementale de Mamoudzou 3 Mme SAID MARIAME	Du 26 au 29 février 2020	Paris	Commission consultative du DIF élus.
Conseillère Départementale de Mamoudzou 3 Mme SAID MARIAME	Du 11 au 14 mars 2020	Paris	Invitation à une la réunion d'ouverture du dialogue contractuel concernant le CUFR de Mayotte
Conseillère départementale de Mamoudzou 2 Mme Zaihati MADI MARI Conseiller Départemental de Koungou M. Bourouhane ALLOUI	Du 22 février au 1er mars 2020	Paris	Participation au Salon de l'Agriculture et au Conseil d'administration de l'ODEADOM

Article 2 : d'autoriser les élus en mission à Saint Martin pour assister à une réunion des CRUP du 02 au 08 février 2020 à voyager en classe supérieure, malgré la durée du trajet dépassant les 8 jours prévus par délibération n°2019.00341 (7 jours de mission + 4 jours de trajet) ;

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000001A-DE

Article 3 : de prélever le montant des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 011, compte 6251 du budget du Département de Mayotte ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000001B-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procurations : 2
Absents : 9
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 0
Abstention : 0
Dates de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00001 - B

Relative à la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration de Mme Hélène VESTUR, pré-rapporteur du Conseil d'Etat

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sous la convocation et la présidence du Président du Conseil départemental. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

Considérant le rapport n°2020.CP-004362 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'amendement adopté lors de la commission permanente du 30 janvier 2020
Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du mercredi 29 janvier 2020.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : de prendre en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration de Mme Hélène VESTUR, pré-rapporteur du Conseil d'Etat qui sera présente à Mayotte pour le Schéma d'aménagement régional de Mayotte du 17 février au 20 février 2020 :

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000001B-DE

Article 2 : de prélever le montant des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 011, compte 6251 du budget du Département de Mayotte ;

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000001C-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procurations : 2
Absents : 9
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 0
Abstention : 0
Dates de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00001 - C

Relative aux formations des élus du Conseil départemental

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sous la convocation et la présidence du Président du Conseil départemental. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment dans les articles L 3123-10 qui dispose que tout élu a le droit à une formation adaptée à sa fonction et L 3120-10, alinéa 3 ;
Vu la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux
Vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

Considérant le rapport n°2020.CP-004362 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du mercredi 29 janvier 2020.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser à titre exceptionnel l'envoi en formation des conseillers départementaux ci-après et de prendre en charge en conséquence leurs frais de déplacements y

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000001C-DE

Afférents et les frais d'inscription, en attendant la mise en place dans les meilleurs délais, de la délibération relative aux orientations de la politique de formation des élus départementaux :

NOM DE L'ELU	DATE DE LA MISSION	LIEU DE LA MISSION	INTITULE DE LA MISSION
-Conseiller Départemental de koungou M. Bourouhane ALLAOUI	DU 02 au 08 février 2020	Paris	FORMATION : IEPP : Management Public
Conseillère Départementale de Pamandzi Mme Soihirat EL HADAD	**Modification de la délibération N°2019.00340 DU 13 AU 17 Janvier 2020**	Paris	IEPP Formation : DESU communication et publique

Article 2 : de prélever le montant des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 011, compte 6251 du budget du Département de Mayotte ;

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000002-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 15
Procurations : 02
Absents : 09
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00002

Relative à l'avis du Conseil départemental pour la fixation de la période du sursis à expulsion locative dans le Département de Mayotte

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
Vu les articles L 412-6 et L 611-1 du code des procédures civiles d'exécution ;

Considérant le rapport n°2020.CP-004318 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

DECIDE

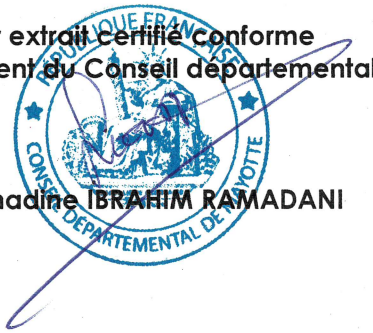
Article 1 : de constater les risques de formation des cyclones à Mayotte, conformément aux prévisions du plan ORSEC « Cyclone » en vigueur, sur la période de décembre à avril ;

Article 2 : de donner un avis favorable pour la fixation par arrêté préfectoral du sursis à expulsion locative dans le Département, aux dates proposées du 1er janvier au 15 avril 2020 ;

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000002-DE

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000002-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAYOTTE

CABINET

Affaire suivie par : Laurence RAUX
Tél. : (0269) 63.54.41
Fax : (0269) 60.18.89
laurence.raux@mayotte.pref.gouv.fr

Réf : CAB/2019 - 112

Dzaoudzi, le 21 novembre 2019

Monsieur le Président,

Le code des procédures civiles d'exécution prévoit une période de sursis à toute mesure d'expulsion locative en application de son article L412-6.

L'article L611-1 de ce même code précise, pour Mayotte, que cette période d'une durée de trois mois et demi est fixée par le représentant de l'État, après avis conforme du Conseil général en tenant compte des particularités climatiques de la collectivité.

Conformément au plan ORSEC « CYCLONE» en vigueur, il a été acté que les risques de formation des cyclones sont traditionnellement réunis de décembre à avril.

Par conséquent, je vous propose de publier un arrêté fixant la période prévue pour le sursis à expulsion dans le département du 1er janvier 2020 au 15 avril 2020.

Je vous remercie de bien vouloir me transmettre votre avis sur cette proposition. Une réponse serait appréciée avant le 13 décembre prochain.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet,

Jean-François COLOMBET

Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI
Président du Conseil Départemental
BP 101
97600 MAMOUDZOU

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000003-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procurations : 02
Absents : 09
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00003

Relative à l'approbation du projet et du plan de financement prévisionnel des formations et des stages d'immersion 2019-2020-2021 soutenus par le Fonds social européen

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du Conseil Départemental de Mayotte en date du 2 avril 2015 ; relative à l'élection de Monsieur Ibrahim SOIBAHADINE RAMADANI en qualité de Président du Conseil Départemental ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
Vu l'avis du Comité Technique en date du 02 mai 2019 ;

Considérant le rapport n°2020.CP-004341 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000003-DE

DECIDE

Article 1 : d'approuver le plan de financement relatif à l'opération intitulée « Montée en compétences des agents du Conseil départemental », dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER/FSE2014-2020 Mayotte à travers le Fonds Social Européen pour les années 2019-2020-2021, tel que présenté et annexé à la présente délibération.

Article 2 : de prévoir des réajustements des programmes de formations et stages si nécessaire.

Article 3 : de solliciter un co-financement du FSE selon le plan de financement suivant :

Coût total estimatif du projet : 2 138 793,40€
FSE : 1 817 974,39 € soit 85%
Conseil Départemental 320 919,01€ soit 15%

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, à procéder aux réajustements du programme de formations et stages d'immersion.

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE — L'Europe s'engage à Mayotte — UNION EUROPÉENNE

Prévisions trimestrielles : d'octobre à décembre 2019

Mission	Matricule	Heures indiciaires	Base	Brut	Charges patronales	Coût 2019 (3mois)	Observations
GPEEC 1	0001191	455,01	9 728,16	16 756,44	4 390,80	21 147,24	
GPEEC 2	N000046	455,01	5 215,53	9 049,86	2 436,03	11 485,89	
GPEEC 3	0016072	455,01	4 639,14	6 199,14	1 225,74	7 424,88	
S. Formation 1	0001672	455,01	7 549,17	12 743,04	3 483,75	8 113,40	=16226,79*50%
S. Formation 2	0009606	455,01	5 356,11	8 206,84	2 419,94	10 626,78	
		-	-	-	-	-	
					Coût total employeur	**58 798,19**	

Dép. Communication (frais postaux, lignes tél. ...)	-	Achats de fournitures et matériels non amortissables
Dép. Prestation (trait...)	-	
Dép. participants (transp...)	-	
Dép.directes (Ordi., autres moyens matér.)	-	Dépenses d'amortissement des matériels liés à l'opération
Dép. indirectes (40% dép. sal. PEL)	**23 519,27**	dédiés Locations de matériels
Sous-total	**82 317,46**	
COUT PROJET FORM.(pédagogique)	-	
COUT PROJET FORM.&STAGES (transp., heberg., repas)	**44 940,00**	

COUT TOTAL	**127 257,46**
85% FSE	108 168,84
15% CDM	19 088,62

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000003-DE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE — UNION EUROPEENNE

Prévisions annuelles 2020

Mission	Matricule	Heures indiciaires an.	Base mens.	Brut mens.	Charges patr. Mens.	Coût 2020	Observations
GPEEC 1	0001191	1820,04	3 242,72	5 585,48	1 463,60	84 588,96	
GPEEC 2	N000046	1820,04	1 738,51	3 016,62	812,01	45 943,56	
GPEEC 3	0016072	1820,04	1 546,38	2 066,38	408,58	29 699,52	
S. Formation 1	0001672	1820,04	2 516,39	4 247,68	1 161,25	32 453,58	=64907,16*50%
S. Formation 2	0009606	1820,04	1 785,37	2 766,35	814,02	42 964,44	
S. Formation 3	0007286	1820,04	2 389,87	4 237,79	1 084,28	31 932,42	=63864,84*50%
					Coût total employeur	**267 582,48**	

Dép. Communication	**2 000,00**	Achats de fournitures et matériels non amortissables
Dép. Prestation (trait...)	**30 000,00**	Sédit. +Formateurs
Dép. participants (transp...)	**12 000,00**	=2000*6 pers.
Dép.directes (ordi., moyens matér.)	**30 000,00**	Dépenses d'amortissement des matériels liés à l'opération
Dép. indirectes (40% dép. sal. PEL)	**107 032,99**	dédiés Locations de matériels
Sous-total	**448 615,47**	
COUT PROJET FORM.(pédagogique)	**178 652,50**	
COUT PROJET FORM.&STAGES (transp., heberg., repas)	**400 000,00**	

TOTAL	**1 027 267,97**
85% FSE	873 177,78
15% CDM	154 090,20

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000003-DE

Prévisions annuelles 2021

Mission	Matricule	Heures indiciaires an.	Base mens.	Brut mens.	Charges patr. Mens.	Coût 2021	Observations
GPEEC 1	0001191	1820,04	3 242,72	5 585,48	1 463,60	84 588,96	
GPEEC 2	N000046	1820,04	1 738,51	3 016,62	812,01	45 943,56	
GPEEC 3	0016072	1820,04	1 546,38	2 066,38	408,58	29 699,52	
S. Formation 1	0001672	1820,04	2 516,39	4 247,68	1 161,25	32 453,58	=64907,16*50%
S. Formation 2	0009606	1820,04	1 785,37	2 766,35	814,02	42 964,44	
S. Formation 3	0007286	1820,04	2 389,87	4 237,79	1 084,28	31 932,42	=63864,84*50%
					Coût total employeur	**267 582,48**	

Dép. Communication	**2 000,00**	Achats de fournitures et matériels non amortissables
Dép. Prestation (trait...)	**15 000,00**	Sédit. +Formateurs
Dép. participants (transp...)	**12 000,00**	=2000*6 pers.
Dép.directes (ordi., moyens matér.)	**2 000,00**	Dépenses d'amortissement des matériels liés à l'opération
Dép. indirectes (40% dép. sal. PEL)	**107 032,99**	dédiés Locations de matériels
Sous-total	**405 615,47**	
COUT PROJET FORM.(pédagogique)	**178 652,50**	
COUT PROJET FORM.&STAGES (transp., heberg., repas)	**400 000,00**	

TOTAL	984 267,97
85% FSE	836 627,78
15% CDM	147 640,20

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000003-DE

RECAPITULATIF DES DONNEES 2019-2020-2021

Mission	Matricule	Heures indiciaires	Base totale	Brut totale	Charges patr. totales	Coût 2019-2020-2021	Observations
GPEEC 1	0001191	4095,09	16 213,60	27 927,40	7 318,00	190 325,16	
GPEEC 2	N000046	4095,09	8 692,55	15 083,10	4 060,05	103 373,01	
GPEEC 3	0016072	4095,09	7 731,90	10 331,90	2 042,90	66 823,92	
S. Formation 1	0001672	4095,09	12 581,95	21 238,40	5 806,25	73 020,56	
S. Formation 2	0009606	4095,09	8 926,85	13 739,54	4 047,98	96 555,66	
S. Formation 3	0007286	3640,08	4 779,74	8 475,58	2 168,56	63 864,84	
					Coût total employeur	**593 963,15**	

Dép. directes Communication (lignes...)	**4 000,00**	Achats de fournitures et matériels non amortissables
Dép. directes de prestations de service (trait...)	**45 000,00**	Sédit. +Formateurs
Dép. directes fonctionnement (transp...)	**24 000,00**	
Dép.directes (ordi., moyens matér.)	**32 000,00**	Dépenses d'amortissement des matériels liés à l'opération
Dép. indirectes (40% dép. sal. PEL)	**237 585,26**	dédiés Locations de matériels
Sous-total	**936 548,40**	
COUT PROJET FORM.(pédagogique)	**357 305,00**	
COUT PROJET FORM.&STAGES (transp., heberg., repas)	**844 940,00**	

TOTAL	**2 138 793,40**
85% FSE	1 817 974,39
15% CDM	320 819,01

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général des Services

Mahafourou SAIDALI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000003-DE

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000004-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procurations : 02
Absents : 09
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 00
Abstention : 02
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00004

Accordant la protection fonctionnelle du Conseil départemental de Mayotte à un ancien Président du Conseil général

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences du Conseil général,
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 nommant Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

Considérant le rapport n°2020.CP-004361 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré par,
17 voix pour ,
Et 02 abstentions : Mme Bichara Bouhari PAYET, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000004-DE

DECIDE

Article 1 : d'accorder la protection fonctionnelle du Conseil départemental de Mayotte à M. Daniel ZAIDANI, en sa qualité d'ancien Président du Conseil Général dans l'affaire dont il fait l'objet des poursuites pénales (affaire attribution d'une subvention de **400 000 euros** à la commune de Kani-Kéli en vue de l'acquisition d'une parcelle).

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procurations : 02
Absents : 09
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00005

Relative au renouvellement des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Mayotte (CODERST)

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente
Vu l'arrêté préfectoral N°39-2012 du 06 avril 2012 portant création du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Mayotte (CODERST).

Considérant Le courrier du Préfet en date du15 octobre 2019 relatif à la désignation des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Mayotte (CODERST).
Considérant le choix de l'assemblée délibérante de voter à main levée ;
Considérant le rapport n°2020.CP-004345 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

DECIDE

Article 1 : de désigner les Conseillers départementaux suivants pour représenter le Conseil Départemental au sein du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Mayotte (CODERST) :

Titulaires :

Mme Raïssa ANDHUM
Conseillère départementale de Koungou

M.Ali Debré COMBO
Conseiller départemental de Mamoudzou III

Suppléants :

Mme Halima Mdallah BAMOUDOU
Conseillère départementale de Bandraboua

M. Ben Issa OUSSENI
Conseiller départemental de Tsingoni

Article 2 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
Direction des Relations avec les Collectivités Locales

Bureau des finances locales et de l'Environnement
N°482/SG/DRCL
Affaire suivie par
Ahumad SALIME
Chargé de l'urbanisme et de l'environnement
Tél : 0269 63 52 11
Télécopie : 0269 63 57 29
ahumad.salime@mayotte.pref.gouv.fr

Mamoudzou, le 15 OCT. 2019

Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte
Hôtel du Département
BP 101
97600 MAMOUDZOU

Objet : Renouvellement des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Mayotte (CODERST)

P.J. : Arrêté portant création du CODERST

Le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et Technologiques de Mayotte (CODERST) est placé sous la présidence du préfet ou de son représentant.

Il concourt à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques dans le domaine de la protection de l'environnement, de la gestion durable des ressources naturelles et de la prévention des risques sanitaires et technologiques.

L'arrêté Préfectoral N° 39-2012 du 6 avril 2012 portant création du CODERST indique dans son article 6 que « les membres du CODERST sont nommés par le préfet pour une durée de 3 ans renouvelable ».

Le renouvellement de l'ensemble des membres des différents collèges composant le CODERST devra être réalisé dans les meilleurs délais.

Dans le 2ème collège représentant les collectivités territoriales de Mayotte il est prévu que les représentant du Conseil Départemental de Mayotte soient 2 titulaires et 2 suppléants.

Actuellement les représentants du Conseil Départemental de Mayotte désignés jusqu'au 12 octobre 2019 sont :

Titulaires :	Suppléants :
Mme Raissa ANDHUM Conseillère Départementale	Mme Halima Mdallah BAMOUDOU Conseillère Départementale
M. Ali Debré COMBO Conseiller Départemental	M.Ben Issa OUSSENI Conseiller Départemental

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Afin de constituer cette commission je vous demande de bien vouloir me proposer les noms des représentants du Conseil Départemental, soit 2 titulaires et 2 suppléants.

Le préfet
délégué du Gouvernement

Le Préfet de Mayotte
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Edgar PEREZ

MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE SIEGEANT AUX DIVERSES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ET ORGANISMES EXTERIEURS

NOM DE L'ORGANISME	MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL		TEXTES DE REFERENCE
	Titulaires	**suppléants**	
Commission d'Appel d'Offres (CAO)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Toyfriya ANASSI **5.** Nomani OUSSENI	**1.** Mariame SAID **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Ahamed A. DOUCHINA **5.** Aynoudine SALIME	Article 22 du code des marchés publics Election à la représentation proportionnelle au plus fort reste
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, INFRASTRUCTURES, PORTS			
Syndicat mixte d'investissement pour l'Aménagement à Mayotte (SMIAM)	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Ali Debré COMBO	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Mohamed SIDI **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Issoufi AHAMADA	
Conseil Portuaire	**1.** Mme Fatima SOUFFOU	**1.** Mme Halima M. BAMOUDOU	Arrêté ministériel Article R.5314-13 L'article R 621-1 du code des ports maritimes
Commission Bâtiment	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Bichara Bouhari PAYET **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Délibération n°50/2006/C 15/03/2006
Commission de Délégation de Service Public	1. Fatimatie RAZAFINATOANDRO	1. Mariame SAID	CGCT (Article L.1411-

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

	2. Bourouhane ALLAOUI **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Toyfriya ANASSI **5.** Nomani OUSSENI	**2.** Sidi MOHAMED **3.** Insya DAOUDOU **4.** Ahamed A. DOUCHINA **5.** Aynoudine SALIME	
Commission consultative des services publics locaux	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Nomani OUSSENI **5.** Toyfriya ANASSI	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Mohamed SIDI **4.** Ahamed A. DOUCHINA **5.** Aynoudine SALIME	CGCT (art. L. 1413-1) Loi n°2002-276 du 28 fév. 2002 relative à la démocratie de proximité
Commission du SAR	**TITULAIRES (26 élus)** **1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Bichara Bouhari PAYET **6.** Armamie ABDOUL WASSION **7.** Halima Mdallah BAMOUDOU **8.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA **9.** Afidati MKADARA **10.** Issa SOULAIMANA MHIDI **11.** Bourouhane ALLAOUI **12.** Mohamed SIDI **13.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE	**TITULAIRES (26 élus)** **14.** Zaihata MADI-MARI **15.** Ali Debré COMBO **16.** Mariame SAID **17.** Toyfriya ANASSI **18.** Soibahadine I. RAMADANI **19.** Moinécha SOUMAILA **20.** Daniel ZAIDANI **21.** Soihirat EL HADAD **22.** Nomani OUSSENI **23.** Insya DAOUDOU **24.** Ben Issa OUSSENI **25.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **26.** Aynoudine SALIME	Délibération n°476/2011/CG en date du 29 septembre 2011
Comité de suivi sur l'exécution du marché de transports scolaires	**1.** Fatima SOUFFOU ou son représentant	-	
Conseil de discipline transports scolaires	**1.** Mohamed SIDI	-	Délibération n°2016.0019[illegible] du 5 décembre 2016
Commission Aides aux Communes et Etablissements Publics Intercommunaux	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Raïssa ANDHUM	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Bichara Bouhari PAYET	Délibération n°49/2007/C[illegible] du 30/03/2007
GART	**1.** Soibahadine I. RAMADANI	-	

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

	2. Fatima SOUFFOU		
Commission de Fonds régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU) : Comité de gestion et d'engagement	**1.** Mme Raïssa ANDHUM **2.** M. Issa ISSA ABDOU	-	-L'article D312-25 du code de l'éducation -Protocole FRAFU
Commission de Fonds régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU) : Comité permanent	**1.** Mme Raïssa ANDHUM	-	-L'article D312-25 du code de l'éducation -Protocole FRAFU
Association GéoMayotte Géo Mayotte est la plateforme de catalogue et d'échange de données géographiques	**1.** Mme Raïssa ANDHUM	-	Statuts de l'association créée le 12 décembre 2013 par délibération n°1365/2013/CG
Association des Ports des Iles de l'Océan Indien	1. Fatima SOUFFOU		
Commission d'élaboration du Schéma d'aménagement régional (CESAR) de Mayotte	**1.** Mme Raïssa ANDHUM **2.** M. SIDI Mohamed **3.** M. Ali Debré COMBO **4.** M. Nomani OUSSENI	**1.** Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** M. Aynoudine SALIME **3.** Mme Moinécha SOUMAILA **4.** Mme Halima M. BAMOUDOU	art. L143-16 du code de l'urbanisme Délibération N°2018.00081du 24 avril 2018
Grande commission nautique	**1.** Mme Fatima SOUFFOU		-Décret n°86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques -Délibération n°2019.0041 10 décembre 2019

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES LYCEES ET COLLEGES DE MAYOTTE

Représentants du Conseil départemental dans les conseils d'administration des collèges

Nom de l'établissement	Nom, prénom	canton

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Collège de Bandrélé	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Bichara Bouhari PAYET	Dembéni
Collège de Dembéni	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Bichara Bouhari PAYET	Dembéni
Collège de Chiconi	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha SOUMAILA	Ouangani
Collège de Doujani	**1.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE **2.** Zaihata MADI-MARI	Mamoudzou II
Collège de Dzoumogné	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Bandraboua
Collège de kani kéli	**1.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA **2.** Afidati MKADARA	Bouéni
Collège de kawéni 1	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III
Collège de kawéni 2	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III
Collège de Koungou	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Bourouhane ALLAOUI	Koungou
Collège de Labattoir	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Dzaoudzi
Collège de Pamandzi	**1.** Daniel ZAIDANI **2.** Soihirat EL HADAD	Pamandzi
Collège de Mgombani	**1.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE	Mamoudzou II

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

	2. Zaihata MADI-MARI	
Collège de M'tsangamouji	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Tsingoni
Collège de M'tsamboro	**1.** Toyfriya ANASSI **2.** Aynoudine SALIME	M'Tzamboro
Collège de Sada	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Collège de Tsimkoura	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Collège de M'tsangadoua	**1.** Toyfriya ANASSI **2.** Aynoudine SALIME	M'Tzamboro
Collège de Tsingoni	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Tsingoni
Collège de Passamainty	**1.** Mohamed SIDI **2.** Armamie ABDOUL WASSION	Mamoudzou I
Collège Kwalé (Tsoundzou)	**1.** Mohamed SIDI **2.** Armamie ABDOUL WASSION	Mamoudzou I
Représentants du Conseil départemental dans les conseils d'administration des lycées		
Lycée polyvalent de Mamoudzou	**1.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE **2.** Zaihata MADI-MARI	Mamoudzou II
Lycée polyvalent Mamoudzou Nord	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Lycée polyvalent de Petite terre	**3.** Fatima SOUFFOU **4.** Soihirat EL HADAD	Pamandzi
Lycée polyvalent de Sada	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Cité scolaire du nord	**1.** Toyfriya ANASSI **2.** Aynoudine SALIME	M'Tzamboro
Lycée polyvalent de Dzoumogné	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Bandraboua
Lycée polyvalent de Kahani	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha SOUMAILA	Ouangani
Lycée polyvalent de Kawéni	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III
Lycée polyvalent de Chirongui	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Lycée professionnel de Tsararano	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	Dembéni

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, URBANISME

Conseil d'administration de la Société Immobilière de Mayotte (SIM)	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **Censeur du Conseil d'administration** **1.** Mme Raïssa ANDHUM	-	Article 18 des Statuts de la SIM

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Assemblée générale d'actionnaires de la SIM	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU	-	Article 18 des Statuts de la SIM
Conseil Départemental de l'Habitat et de l'hébergement	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Mariame SAID **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Halima Mdallah BAMOUDOU **6.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Ben Issa OUSSENI **4.** Ali Debré COMBO **5.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **6.** Fatima SOUFFOU	6 représentants du CG (arrêté n°84 du 25 février 1999)
Observatoire de l'équipement commercial	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Raïssa ANDHUM	Arrêté préfectoral n°581/SG/DIRAD du 03 novembre 2000
Comité local IFRECOR	**1.** Mohamed SIDI **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Ben Issa OUSSENI	Décret du 7 juillet 2000 Arrêté préfectoral de 1999
Conseil de Surveillance de l'EDM	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Ali Debré COMBO **3.** Armamie ABDOUL WASSION	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Raïssa ANDHUM **3.** Fatima SOUFFOU	Art. 19 statuts du CG
Commission départementale des impôts directs locaux (CDIDL)	**1.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Mohamed SIDI	Décret n°2013-993 du 7 novembre 2013
Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels (CDVLLP)	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Décret n°2013-993 du 7 novembre 2013
SPL 976	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Armamie ABDOUL WASSION	-	Statuts de la société

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200005-DE

Comité Départemental d'Orientation de BPI France Mayotte (Banque publique d'investissement**)**	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	délibération n°1644/2014/CP du 31 juillet 2014
Comité de suivi des Rencontres régionales économiques de Nosy Be (RRNB)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	délibération n°2025/2015/CP du 09 mars 2015
Comité départemental du Tourisme de Mayotte (CDTM)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Armamie ABDOUL WASSION **5.** Halima Mdallah BAMOUDOU	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Mohamed SIDI **5** Fatima SOUFFOU	- Art. 7 des statuts - Art. 8 des statuts
Plateforme d'initiative Mayotte	**1.** Bichara Bouhari PAYET		
Commission des taxis	**1.** Bichara Bouhari PAYET	**1.** Ben Issa OUSSENI	Délibération n°17/2001/CGD du 28 mars 2001
Commission des usagers du Marché couvert de Mamoudzou	**1.** Mariame SAID **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Mohamed SIDI **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Délibération n°200/2009/CG du 3 décembre 2009
Commission des qualifications compétentes pour examiner les demandes d'attribution du titre de maître artisan	**1.** Mariame SAÏD	-	le décret n°98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers, notamment dans son article 4
SANTE, SOCIAL			
Conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM)	1. Issa ISSA ABDOU 2. Mohamed SIDI	-	Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 Décret n°2010-361 du 8 avril 2010 Délibération 2018.0030

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Conseil de surveillance de l'établissement de santé de la Réunion (CHR)	**1.** Issa ISSA ABDOU	-	Code de la santé de publique (articles R 6143-3 et R 6143-4)
Commission des personnes handicapées de Mayotte	**1.** Ali Debré COMBO	**1.** Issa ISSA ABDOU	Ordon. N°2008-859 du 28/08/08 Décret n°2010 1148 du 28/09/10
Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH)	**1.** Aynoudine SALIME, **2.** Mohamed SIDI, **3.** Bichara Bouhari PAYET, **4.** Issa Soulaïmana MHIDI,	**1. M. Ali Younoussa Ben ISSOUF** (Directeur de la DAI) **2. M. Darkaoui DAOUDA** (Directeur de la DPS) **3. M. Antoissi ABDOU** (Directeur de la DPE) **4. Mme Dhoimrati M'TRENGOUENI**	Délibérations n°2017.00279 et n°2016-00087
Commission Exécutive du GIP-MDPH (Comex)	**1.** M. Nomani OUSSENI **2.** M. Ali Debré COMBO, **3.** M. Bourouhane ALLAOUI, **4.** Mme Halima M. BAMOUDOU, **5.** Mme Afidati MKADARA, **6.** Mme Insya DAOUDOU, **7.** Mme Toyfriya ANASSI, **8.** Mme Mariame SAID, **9.** Mme Moinécha SOUMAILA, **10.** Mme Armamie A. WASSION, **11.** Mme Soihirat ELHADAD	--	Délibérations n°2016-00087 et n°2019.00319
Commission de coordination des politiques publiques de santé de Mayotte	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Ali Debré COMBO	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2010-765 du 7 j[illegible] 2010 (Chap. III, Section 2, [illegible] section 2)
La Conférence de Santé et de l'Autonomie (CSA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2010-765 du 7 j[illegible] 2010 (chap III, section 3, [illegible] section 2)

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Conseil de Famille	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Mariame SAID **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Article L. 224-2 du code de l'action sociale et des familles Art. R 224-3 et R 224-4 du CASF
Commission de concertation en santé mentale	**1.** Ali Debré COMBO	**1.** Issa ISSA ABDOU	Art. R 3811-3 du code de la santé publique Décret n°2005-434 du 6 mai 2005
Commission technique d'appréciation du taux d'incapacité de la personne handicapée	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Armamie ABDOUL WASSION **4.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Mariame SAID **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **4.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Délibération n°119/2003/CGD du 19 déc. 2003
Commission Départementale d'action contre les violences faites aux femmes	**1.** Fatima SOUFFOU	**1.** Mohamed SIDI	Arrêté n°174/SG/DDFE/2002 du 25 mars 2002
Association REDECA Mayotte	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Mariame SAID	-	Statuts de l'association
Commission départementale d'aides sociales	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Mariame SAID	Délibération n°037/2007/CG du 30 mars 2007
Conseil départemental de la santé et de la protection animale (CDSPA - Commission administrative à caractère consultatif)	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Ali Debré COMBO	Arrêté préfectoral 2012-DAAF article 2
Comité régional d'organisation et de suivi (CROS - vise à réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)	**1.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Ali Debré COMBO	Arrêté préfectoral 2012-DAAF article 2

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Equipes pluridisciplinaires dans le cadre du revenu de solidarité active (RSA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Mariame SAID **3.** Mohamed SIDI	Arrêté n°2013-01/MRSA Article 1er
Convention d'orientation départementale	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	Délibération n°840/2012/CG du 12 juillet 2012
Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	Délibération 1705/2014/CG du 19 septembre 2014
Comité d'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS)	**1.** Ali Debré COMBO	-	Code de la santé publique Article R.6313-1-1
Comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD)	**1.** Bichara Bouhari PAYET	-	Ordonnance n°2012-576 du 26 avril 2012
Comité départemental des retraités et personnes âgées (CODERPA)	**1.** Mariame SAID **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Mohamed SIDI	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Armamie ABDOUL WASSION	Code de l'action sociale et des familles – article L.149-1
Commission consultative paritaire départementale (relative à l'exercice des assistants familiaux)	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Ali Debré COMBO	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2006-1153 du 14 septembre 2006 relati[f] l'agrément des assista[nts] maternels et des assist[ants] familiaux et modifiant le [code] de l'action sociale et [des] familles
Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Mohamed SIDI **2.** Mariame SAID	Articles L. 1424-24-1 et L.1[424]-24-2 du CGCT

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Mayotte **(**le président est membre de droit)	**3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Ali Debré COMBO **5.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **6.** Armamie ABDOUL WASSION **7.** Bourouhane ALLAOUI **8.** Ben Issa OUSSENI **9.** Fatima SOUFFOU	**3.** Issoufi AHAMADA **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Issa SOULAIMANA MHIDI **6.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **7.** Zaihata MADI-MARI **8.** Afidati MKADARA **9.** Aynoudine SALIME	Election au scrutin de liste à un tour
Conseil de la famille des pupilles de l'Etat	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Ali Debré COMBO	-	
PACT (association pour le logement solidaire)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	-	
COOPERATION REGIONALE			
Conseil de surveillance de l'agence de santé de l'océan indien	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Ali Debré COMBO	Décret n°2010-765 du 7 juillet 2010 (section 4)
Comité de gestion du fonds de coopération régionale (Mayotte)	**1.** Mohamed SIDI **2.** Bichara Bouhari PAYET **3.** Ben Issa OUSSENI **4.** Issoufi AHAMADA	**1.** Mariame SAID **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Décret n°2002-1504 du 24 décembre 2002
STRUCTURE FINANCIERE			
Comité local préparatoire aux travaux de la commission consultative sur l'évaluation des charges	**1.** Mohamed SIDI **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Fatima SOUFFOU **4.** Bichara Bouhari PAYET	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Mariame SAID **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Décret n° 2011-346 du 28 [illegible] 2011

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

FONCIER			
Commission du Patrimoine et du Foncier (CPF)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Bichara Bouhari PAYET	**1.** Mariame SAID **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU **4.** Ben Issa OUSSENI	Délibération n°241/2007/CP Arrêté n°147/DGS/DAFP/2007
Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier d'Aménagement de Mayotte	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, **2.** Mme Raïssa ANDHUM, Conseillère **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	-	loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 délibération n°2016.00206 du 05 décembre 2016
Commission d'Urgence Foncière (CUF)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** CHIHABOUDDINE Ben Youssouf **3.** Mohamed SIDI		Loi n°2017-256 du 28 février 2017 1° du II de l'article 35 de la loi LODEOM
OUTER MER / EUROPE			
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat Outre-mer et portant application de l'art. 74 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (CNEPEOM)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2010- du 2010
Commission des comptes économiques et sociaux des Départements d'Outre-Mer et de suivi de loi d'orientation pour l'outre-mer 1 représentant désigné par le Conseil Général de chaque DOM, de st Pierre et Miquelon, de Mayotte en son sein	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Fatima SOUFFOU	Désignation par courrier n°583/ /CG adressé par Président Baman au Ministre chargé de l'Outre-Me e 25 avril 2002 Décret n°2002-258 du 22 févrie 002 portant application de l'Art.74 e l 200 loi n°2000-1207 du 13 décembr

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Commission Consultative sur l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences entre l'Etat Collectivité Départementale de Mayotte et les communes de Mayotte	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Ali Debré COMBO	Art. L. 1773-3 et R. 1777-1 du CGCT Décret n°2002-1504 du 24 déc. 2002
Comité régional unique de suivi des fonds européens (CRUS)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Conférence des Présidents des Régions ultrapériphériques (CPRUP)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Association des Régions ultrapériphériques (ARUP)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Conférence des Régions périphériques maritimes (CRPM)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
ENVIRONNEMENT			
Conseil des Rivages de l'Océan Indien	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Raïssa ANDHUM **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Moinécha SOUMAILA **4.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°95-372 du 5 avril 1995 Art. R243-22 du Code de l'environnement
Comité de l'eau et de la biodiversité (ancienne appellation : Comité de bassin)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Bichara Bouhari PAYET	-	Loi n°2016-1087 du 8 août 2016. Décret n°2016-1842 du 26 décembre 2016. Décret n°2005-24 du 11 janvier 2005

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Comité national de la biodiversité	**1.** Raïssa ANDHUM	**1.** Toyfriya ANASSI	Loi du 8 août 2016
Comité Consultatif de Gestion de la Réserve Naturelle Nationale de l'îlot M'bouzi	**1.** Mohamed SIDI **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Délibération n°122/2010/CG du 22/11/2010 Arrêté préfectoral n°45/DAF/SEF/2010
Comité de suivi du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PEDMA)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Issa SOULAIMANA MHIDI **5.** Bichara Bouhari PAYET **6.** Issoufi AHAMADA	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Mariame SAID **3.** Moinécha SOUMAILA **4.** Bourouhane ALLAOUI **5.** Daniel ZAIDANI **6.** Zaihati MADI MARI	Arrêté n°135/2005/DAET/CG
Commission des risques naturels majeurs de Mayotte	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Ali Debré COMBO	Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 Arrêtés préfectoraux n°34 du 28 mai 2008 et n°84 du 16 juin 2010
Commission Mahoraise du Patrimoine et des sites	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Mariame SAID	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Ben Issa OUSSENI	
Comité mahorais Trame Verte et Bleu	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Mohamed SIDI	-	Décret n°2011-739 du 28 juin 2011
Commission ARER à la réunion	**1.** Raïssa ANDHUM	**1.** Ali Debré COMBO	Délibération n°135/2007 Du 1er octobre 2007 Art ; 2.1 de la convent cadre 2007-2009 entre l' et le CD
Conseil maritime ultramarin du bassin sud océan indien (CMUB)	1. Fatima SOUFFOU	1. Mohamed SIDI	arrêté inter-préfectoral n (Préfet de La Réunion, P de Mayotte, Préfet Administrateur TAAF

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

			Délibération
Commission Consultative de l'Environnement et de la Protection du Patrimoine à Mayotte (CCEP)	**Formation spécialisée de la nature et de la faune sauvage captive :** 1. Bourouhane ALLAOUI 2. Armamie A BOUL WASSION **Formation spécialisée des sites et paysages sauvages :** 1. Fatima SOUFFOU 2. Insya DAOUDOU **Formation spécialisée des carrières** 1. Raïssa ANDHUM 2. Moinécha SOUMAILA	-	Arrêté préfectoral n°2009-256 du 17 juin 2009 portant création de la CCEPP – article 2
Comité de pilotage de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation	1. Moinécha SOUMAILA 2. Armamie ABDOUL WASSION	-	Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007
Association HAWA (agréée pour la surveillance de la qualité de l'air)	**1.** Raïssa ANDHUM	**2.** Toyfriya ANASSI	Statuts de l'association
AGRICULTURE			
Commission régionale unique de programmation (CRUP)	Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Mohamed SIDI	règlement (CE) n°1083/2013 du Parlement européen et du Conseil
Commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture marine	**1.** Mohamed SIDI	**1.** Ben Issa OUSSENI	Arrêté n°93/AM/2007
Commissions locales de suivi et d'évaluation de l'ylang-ylang et de la vanille	**1.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Ben Issa OUSSENI	Délibération 502/2007/CP du 23 novembre 2007 Arrêté n°36/DARTM/SAP/CG/20[illegible] 16 juillet 2008
Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires technologiques (CODERST)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Ali Debré COMBO	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Ben Issa OUSSENI	Arrêté préfectoral n°133/SG/DDCL/BE/20[illegible] portant création du COD[illegible]RST de Mayotte
Assemblée Générale et Conseil d'Administration de l'AFICAM	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Mariame SAID	Arrêté préfectoral du 23 f[illegible]vrier 1995
Commission régionale de l'économie agricole et du monde rural (COREAMR)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Fatima SOUFFOU	Animation DAAF : arrê[illegible] préfectoral n°2012-69/DA[illegible]F

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

			arrêté n°2012-001/DAAF
Commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Mohamed SIDI	Arrêté préfectoral n°2013-041/DAAF du 03 avril 2013
Conseil d'administration de l'AMMEFLHORC	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI	-	Article 8 des statuts de l'association
Conseil d'administration de l'Association pour le développement de l'aquaculture de Mayotte (AQUAMAY)	**1.** Ben Issa OUSSENI	-	Statuts de l'association
Conseil d'administration Etablissement Public National, lycée agricole de Coconi	**1.** Moinécha SOUMAILA	-	
Chambre d'agriculture de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte (CAPAM)	**1.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Article D511-58 du code rural et de la pêche maritime (conseil départemental assiste à titre consultatif)
Conseil d'Administration de l'office de développement de l'économie agricole des DOM	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Ben Issa OUSSENI	Décret modificatif n°2014-995 du 1er sept 2014
Commission de la forêt et des produits forestiers du Département de Mayotte	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Ben Issa OUSSENI	Arrêté préfectoral n°2013-082/DAAF-SDTR
Conseil de gestion du parc naturel marin (Le président du CDTM est membre de droit)	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Mohamed SIDI **3.** Raïssa ANDHUM	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Ali Debré COMBO	Décret n°2010-71 du janvier 2010 portant création du parc naturel marin de Mayotte (Art.2, 2° a)
Commission consultative des baux ruraux	**1.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Raïssa ANDHUM	Arrêté préfectoral n°879/DAAF/2017
EDUCATION FORMATION ET INSERTION			
Conseil régional d'orientation du CNFPT	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Bichara Bouhari PAYET **3.** Moinécha SOUMAILA **4.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Arrêté du 25 juillet 20 (JO du 31/07/08)
Conseil de l'éducation nationale à Mayotte	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Mohamed SIDI	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Armamie ABDOULWASSION	Article R 234-33-3 du coc l'éducation

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

	4. Mariame SAID **5.** Ali Debré COMBO **6** Moinécha SOUMAILA **7.** Ben Issa OUSSENI **8.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	**4.** Insya DAOUDOU **5.** Issoufi AHAMADA **6.** Soibahadine I. RAMADANI **7.** F. RAZAFINATOANDRO **8.** Afidati MKADARA	
Mission Locale de Mayotte	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issoufi AHAMADA	Statuts : 3 conseillers départementaux membres, mais 1 seul au CA
Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ)	**1.** Ali Debré COMBO	**1.** Bourouhane ALLAOUI	Statuts du CRIJ
Association pour la formation et le développement maritime et aquacole à Mayotte (AFODEMAM) **- Ecole d'apprentissage maritime**	**1.** Mohamed SIDI	**1.** Raïssa ANDHUM	Articles 4 et 6 des statuts
Comité de coordination mahorais de l'emploi et de la formation professionnelle (CCMEFP)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Bichara Bouhari PAYET **5.** Bourouhane ALLAOUI **6.** Mariame SAID **7.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Mohamed SIDI **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **3.** Armamie ABDOUL WASSION **4.** Ben Issa OUSSENI **5.** Issa ISSA ABDOU **6.** Fatima SOUFFOU **7.** Raïssa ANDHUM	Ordonnance n°2009-664
Commission des bourses et aides (COBA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Mariame SAID **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **5.** Issa SOULAIMANA MHIDI	-	Règlement de gestion des étudiants et lycéens de Mayotte
Association Inter Carif Oref	**1.** Mariame SAID **2.** Issoufi AHAMADA	-	Article 5 des statuts de l'association
Conseil d'administration du GIP Carif Oref	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Armamie ABDOUL WASSION	**1.** Mariame SAÏD **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	délibération n°1882 du C[illegible] général de Mayotte, en[illegible] du 19 janvier 2015, relat[illegible] la validation de l'évoluti[illegible] statut du CarifOref en[illegible]
Assemblée générale du GIP Carif Oref	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha soumaila **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU **4.** Armamie ABDOUL WASSION **5.** Soihirat EL HADAD **6.** Aynoudine SALIME **7.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE	**1.** Mariame SAÏD **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Bichara Bouhari PAYET **5.** Bourouhane ALLAOUI **6.** Mohamed SIDI **7.** Ben Issa OUSSENI	délibération n°1882 du C[illegible] général de Mayotte, en[illegible] du 19 janvier 2015, relat[illegible] la validation de l'évoluti[illegible] statut du CarifOref en[illegible]

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Conseil d'administration de LADOM	**1.** Armamie ABDOUL WASSION	-	
Conseil pédagogique de l'IFSI	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Association des amis de la BDP	**1.** Mariame SAID	**1.** Issoufi AHAMADA	Statuts de la BDP
Commission Académique sur l'Enseignement des Langues Vivantes Etrangères	**1.** Mariame SAID **2.** Mohamed SIDI **3.** Ali Debré COMBO **4.** Aynoudine SALIME	-	Décret n°2005-1011 du 22 août 2005 – Article D312-25 du code de l'Education
Commission départementale de l'emploi et de l'insertion de Mayotte (formation spécialisée compétente en matière d'insertion par l'activité économique).	**1.** Ben Issa OUSSENI	-	Décret n° 2015-1220 du 1er octobre 2015
Comité régional de la mobilité (COREMOB)	**1.** Mariame SAID	-	Circulaire interministérielle du 23 février 2015
Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP)	**1.** Mariame SAÏD **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **3.** Ahamed Attoumani DOUCHINA **4.** Armamie Abdoul WASSION **5.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE **6.** Ben Issa OUSSENI **7.** Soihirat EL HADAD	**1.** Afidati MKADARA **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Issa SOULAIMANA MHIDI **5.** Moinécha SOUMAILA **6.** Nomani OUSSENI **7.** Aynoudine SALIME	le décret n°2018-953 du 31 octobre 2018 la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 dans son article 24 l'Ordonnance n° 2009-664 du 11 juin 2009 Délibération 2018.00323 du 11 déc 2018
CULTURE ET SPORTS			
Comité régional de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) de Mayotte	**1.** Issoufi AHAMADA	**1.** Ali Debré COMBO	Statuts de l'UNSS
Union Sportive des Ecoles Primaires (USEP)	**1.** Issoufi AHAMADA	**1.** Ali Debré COMBO	
Commission territoriale du centre national du développement du sport (CNDS)	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Bourouhane ALLAOUI	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mohamed SIDI	- article R411-2 du code du sport - décret n°2006-191 du 3 février 2016

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200005-DE

RESSOURCES HUMAINES

Comité Technique (CT) du Département de Mayotte	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Issa ISSA ABDOU	Décret n°85-565 du 30 mai 1985, art. 1er
Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Mohamed SIDI **2.** Ben Issa OUSSENI	Décret n°85-603 du 10 juin 1985, art. 32
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie A du Département de Mayotte	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **5.** Soihirat EL HADAD	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Mariame SAID **5.** Daniel ZAÏDANI	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie B du Département de Mayotte	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Mariame SAID	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie C du Département de Mayotte	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Issoufi AHAMADA **5.** Raïssa ANDHUM **6.** Mariame SAID **7.** Mohamed SIDI **8** Moinécha SOUMAÏLA	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **3.** Armamie ABDOUL WASSION **4.** Ali Debré COMBO **5.** Halima Mdallah BAMOUDOU **6.** Bichara Bouhari PAYET **7.** Ben Issa OUSSENI **8.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission consultative paritaire de catégorie A	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Ali Debré COMBO **3.** Daniel ZAÏDANI	**1.** Mohamed SIDI **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 Délibération n°2019.00
Commission consultative paritaire de catégorie B	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Daniel ZAÏDANI **3.** Toyfriya ANASSI	**1.** Mariame SAID **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°2016-1858 du décembre 2016 Délibération n°2019.00
Commission consultative paritaire de catégorie C	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Debré Ali COMBO **3.** Daniel ZAÏDANI	**1.** Mariame SAID **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°2016-1858 du décembre 2016 Délibération n°2019.00
Conseil d'Administration du Centre de gestion de la FPT à Mayotte	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Bichara PAYET **2.** Soibahadine I. RAMADANI **3.** Fatima SOUFFOU	Art. 16 du décret 2004-15 30 décembre 2004

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

	4. Bourouhane ALLAOUI **5.** Armamie ABDOUL WASSION **6.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **7.** Mohamed SIDI **8.** Raïssa ANDHUM **9.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	**4.** Halima BAMOUDOU **5.** Issoufi AHAMADA **6.** Mariame SAÏD **7.** Ben Y. CHIHABOUDDINE **8.** Nomani OUSSENI **9.** Ali Debré COMBO	
Caisse de retraite des fonctionnaires et agents des collectivités publiques de Mayotte (CRFM)	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Mohamed SIDI	Arrêté préfectoral n°77-50/RG du 16 mars 1977 article 3
DIVERS			
Commission des carrières	**1.** Bourouhane ALLAOUI	**1.** Fatima SOUFFOU	Arrêté préfectoral de 2003
Commission de philatélie	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Mariame SAID **2.** Mohamed SIDI	Délibération n°27/96/CGD du 2 mai 1996
Commission de surveillance du service pénitentiaire de Mayotte et Maison d'Arrêt de Majicavo	**1.** Mariame SAID	**1.** Issa ISSA ABDOU	Code de procédure pénale (Art. D180 al. 7)
Commission consultative de sécurité et des commissions de sécurité	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Armamie ABDOUL WASSION	Arrêté préfectoral du 20 août 2007
Commission de sécurité routière	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Soihirat EL HADAD	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Nomani OUSSENI	Art. 411-10 à 12 du code de la route
Commissions Administratives à caractère consultatives	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Mohamed SIDI	
Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) chargée d'établir et de tenir à jour l'état de la coopération intercommunale du département	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **3.** Ben Issa OUSSENI **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Issa SOULAIMANA MHIDI **6.** Bichara Bouhari PAYET **7.** Armamie ABDOUL WASSION **8.** Ali Debré COMBO	-	Décret n°2012-1337 d[illegible] décembre 2013
Commission départementale de présence postale territoriale	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Issoufi AHAMADA	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Bourouhane ALLAOUI	le décret n°2007-448 d[illegible] mars 2007

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

	4. Moinécha SOUMAILA	**4.** Issa ISSA ABDOU	
Conseil Départemental de Sécurité Civile (CDSC)	**1.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Issa ISSA ABDOU	
Commission consultative départementale de Sécurité et d'accessibilité (CCDSA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Zaihati MADI MARI	-	Décret n°95-260 modifié du 8 mars 1995
Commission des qualifications, compétentes pour examiner les demandes d'attribution du titre de maître artisan	**1.** Mariame SAÏD	-	décret n°98-247 du 2 avril 1998 – Article 4

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000005-DE

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 15
Procurations : 02
Absents : 09
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00006

Désignation des représentants du Conseil Départemental à la Commission Consultative de l'Environnement et de la Protection du Patrimoine à Mayotte (CCEPP).

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente
Vu l'arrêté préfectoral N°2009-256 du 17 juin 2009 portant création de la commission consultative de l'environnement et de la protection du patrimoine (CCEPP).

Considérant Le courrier du Préfet en date du 04 novembre 2019 relatif à la désignation des membres de la commission consultative de l'environnement et de la protection du patrimoine (CCEPP).
Considérant le choix de l'assemblée délibérante de voter à main levée ;
Considérant le rapport n°2020.CP-004328 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

DECIDE

Article 1 : de désigner 6 Conseillers Départementaux pour représenter le Conseil Départemental au sein de la Commission Consultative de l'Environnement et de la Protection du Patrimoine à Mayotte (CCEPP).

Formation spécialisée	Représentants élus
De la nature et de la faune sauvage captive	M. Bourouhane ALLAOUI, conseiller départemental de Koungou
	Mme Armamie ABDOUL WASSION, conseillère départementale de Mamoudzou I
Des sites et paysages	Mme Fatima SOUFFOU, conseillère départementale de Dzaoudzi- Labattoir
	Mme Insya DAOUDOU, conseillère départementale de Sada
Des carrières	Mme Raïssa ANDHUM, conseillère départementale de Koungou
	Mme Moinécha SOUMAILA, conseillère départementale de Ouangani

Article 2 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Liberté • Egalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE MAYOTTE

SECRETARIAT GENERAL
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau des finances locales et de l'Environnement
N-526-SG-DRCL
Affaire suivie par
Ahumad SALIME
Chargé de l'urbanisme et de l'environnement
Tél : 0269 63 52 11
Télécopie : 0269 63 57 29
ahumad.salime@mayotte.pref.gouv.fr

Mamoudzou, le 04 NOV. 2019

Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte
Hôtel du Département
BP 101
97600 MAMOUDZOU

Objet : Désignation des membres de la commission consultative de l'environnement et de la protection du patrimoine à Mayotte (CCEPP)
P.J. : Arrêté portant création de la CCEPP à Mayotte.

La commission consultative de l'environnement et de la protection du patrimoine à Mayotte (CCEPP), placée sous la présidence du préfet ou de son représentant est appelée à se réunir en trois formations spécialisées :

- formation spécialisée dite » de la nature et de la faune sauvage »
- formation spécialisée dite » des sites et paysages »
- formation spécialisée dite « des carrières ».

Chacune des trois formations spécialisées est composée de quatre collèges :

- le premier de représentants des services de l'Etat
- le second de représentants des élus des collectivités territoriales,
- le troisième de personnalités qualifiées dans le domaine de compétence de la formation,
- le quatrième de personnes compétentes dans les domaines d'intervention de chacune des formations spécialisées.

Il appartient au préfet de proposer l'ordre du jour des commissions.

La CCEPP est chargée d'émettre un avis dans les domaines de la protection de la nature, de la préservation des paysages, des sites et du cadre de vie et de contribuer à une gestion équilibrée des ressources naturelles et de l'espace dans un souci de développement durable.

L'arrêté Préfectoral N° 2009-256 du 17 juin 2009 portant création de la CCEPP indique dans son article 2 que « les membres de la CCEPP » sont nommés par le préfet pour une durée de 3 ans renouvelable.

Le renouvellement de l'ensemble des membres des différents collèges composant la CCEPP devra être réalisé au plus tard le 21 Novembre 2019.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Il vous est demandé de désigner dans le 2ème collège des représentants des collectivités territoriales :

- deux membres titulaires en formation spécialisée dite « de la nature et de la faune sauvage captive ».
- deux membres titulaires en formation spécialisée dite « des sites et paysages ».
- deux membres titulaires en formation spécialisée dite « des carrières ».

Actuellement les représentants titulaires du Conseil Départemental de Mayotte désignés jusqu'au 21 Novembre 2019 sont :

Formation dite « de la nature et de la faune sauvage captive » :

M.Bourhane ALLAOUI
Conseiller Départemental
Mme.Fatimatie RAZAFINATOANDRO
Conseillère Départementale

Formation dite « des sites et paysages » :

Mme.Fatima SOUFFOU
Conseillère Départementale
Mme.Insya DAOUDOU
Conseillère Départementale

Formation dite « des carrières » :

Mme.Raissa ANDHUM
Conseillère Départementale
Mme.Moinaécha SOUMAILA
Conseillère Départementale

Afin de constituer cette commission je vous demande de bien vouloir me proposer, au plus tard le 21 Novembre 2019 , les noms des représentants élus.

Le préfet
délégué du Gouvernement

Le Préfet de Mayotte
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Edgar PEREZ

MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE SIEGEANT AUX DIVERSES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ET ORGANISMES EXTERIEURS

NOM DE L'ORGANISME	MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL		TEXTES DE REFERENCE
	Titulaires	**suppléants**	
Commission d'Appel d'Offres (CAO)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Toyfriya ANASSI **5.** Nomani OUSSENI	**1.** Mariame SAID **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Ahamed A. DOUCHINA **5.** Aynoudine SALIME	Article 22 du code des marchés publics Election à la représentation proportionnelle au plus fort reste
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, INFRASTRUCTURES, PORTS			
Syndicat mixte d'investissement pour l'Aménagement à Mayotte (SMIAM)	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Ali Debré COMBO	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Mohamed SIDI **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Issoufi AHAMADA	
Conseil Portuaire	**1.** Mme Fatima SOUFFOU	**1.** Mme Halima M. BAMOUDOU	Arrêté ministériel Article R.5314-13 L'article R 621-1 du code ports maritimes
Commission Bâtiment	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Bichara Bouhari PAYET **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Délibération n°50/2006/C 15/03/2006
Commission de Délégation de Service Public	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Mariame SAID	CGCT (Article L.1411-5

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

	2. Bourouhane ALLAOUI **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Toyfriya ANASSI **5.** Nomani OUSSENI	**2.** Sidi MOHAMED **3.** Insya DAOUDOU **4.** Ahamed A. DOUCHINA **5.** Aynoudine SALIME	
Commission consultative des services publics locaux	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Nomani OUSSENI **5.** Toyfriya ANASSI	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Mohamed SIDI **4.** Ahamed A. DOUCHINA **5.** Aynoudine SALIME	CGCT (art. L. 1413-1) Loi n°2002-276 du 28 fév. 2002 relative à la démocratie de proximité
Commission du SAR	**TITULAIRES (26 élus)** **1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Bichara Bouhari PAYET **6.** Armamie ABDOUL WASSION **7.** Halima Mdallah BAMOUDOU **8.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA **9.** Afidati MKADARA **10.** Issa SOULAIMANA MHIDI **11.** Bourouhane ALLAOUI **12.** Mohamed SIDI **13.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE	**TITULAIRES (26 élus)** **14.** Zaihata MADI-MARI **15.** Ali Debré COMBO **16.** Mariame SAID **17.** Toyfriya ANASSI **18.** Soibahadine I. RAMADANI **19.** Moinécha SOUMAILA **20.** Daniel ZAIDANI **21.** Soihirat EL HADAD **22.** Nomani OUSSENI **23.** Insya DAOUDOU **24.** Ben Issa OUSSENI **25.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **26.** Aynoudine SALIME	Délibération n°476/2011/CG en date du 29 septembre 2011
Comité de suivi sur l'exécution du marché de transports scolaires	**1.** Fatima SOUFFOU ou son représentant	-	
Conseil de discipline transports scolaires	**1.** Mohamed SIDI	-	Délibération n°2016.00199 5 décembre 2016
Commission Aides aux Communes et Etablissements Publics Intercommunaux	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Raïssa ANDHUM	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Bichara Bouhari PAYET	Délibération n°49/2007/C 30/03/2007
GART	**1.** Soibahadine I. RAMADANI	-	

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

	2. Fatima SOUFFOU		
Commission de Fonds régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU) : Comité de gestion et d'engagement	**1.** Mme Raïssa ANDHUM **2.** M. Issa ISSA ABDOU	-	-L'article D312-25 du code de l'éducation -Protocole FRAFU
Commission de Fonds régional d'aménagement foncier et urbain (FRAFU) : Comité permanent	**1.** Mme Raïssa ANDHUM	-	-L'article D312-25 du code de l'éducation -Protocole FRAFU
Association GéoMayotte Géo Mayotte est la plateforme de catalogue et d'échange de données géographiques	**1.** Mme Raïssa ANDHUM	-	Statuts de l'association créée le 12 décembre 2013 par délibération n°1365/2013/CG
Association des Ports des Iles de l'Océan Indien	1. Fatima SOUFFOU		
Commission d'élaboration du Schéma d'aménagement régional (CESAR) de Mayotte	**1.** Mme Raïssa ANDHUM **2.** M. SIDI Mohamed **3.** M. Ali Debré COMBO **4.** M. Nomani OUSSENI	**1.** Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** M. Aynoudine SALIME **3.** Mme Moinécha SOUMAILA **4.** Mme Halima M. BAMOUDOU	art. L143-16 du code de l'urbanisme Délibération N°2018.00081du 24 avril 2018
Grande commission nautique	**1.** Mme Fatima SOUFFOU		-Décret n°86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques -Délibération n°2019.0041[illegible] 10 décembre 2019

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES LYCEES ET COLLEGES DE MAYOTTE

Représentants du Conseil départemental dans les conseils d'administration des collèges

Nom de l'établissement	Nom, prénom	canton

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Collège de Bandrélé	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Bichara Bouhari PAYET	Dembéni
Collège de Dembéni	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Bichara Bouhari PAYET	Dembéni
Collège de Chiconi	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha SOUMAILA	Ouangani
Collège de Doujani	**1.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE **2.** Zaihata MADI-MARI	Mamoudzou II
Collège de Dzoumogné	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Bandraboua
Collège de kani kéli	**1.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA **2.** Afidati MKADARA	Bouéni
Collège de kawéni 1	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III
Collège de kawéni 2	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III
Collège de Koungou	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Bourouhane ALLAOUI	Koungou
Collège de Labattoir	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Dzaoudzi
Collège de Pamandzi	**1.** Daniel ZAIDANI **2.** Soihirat EL HADAD	Pamandzi
Collège de Mgombani	**1.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE	Mamoudzou II

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

	2. Zaihata MADI-MARI	
Collège de M'tsangamouji	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Tsingoni
Collège de M'tsamboro	**1.** Toyfriya ANASSI **2.** Aynoudine SALIME	M'Tzamboro
Collège de Sada	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Collège de Tsimkoura	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Collège de M'tsangadoua	**1.** Toyfriya ANASSI **2.** Aynoudine SALIME	M'Tzamboro
Collège de Tsingoni	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Tsingoni
Collège de Passamainty	**1.** Mohamed SIDI **2.** Armamie ABDOUL WASSION	Mamoudzou I
Collège Kwalé (Tsoundzou)	**1.** Mohamed SIDI **2.** Armamie ABDOUL WASSION	Mamoudzou I
Représentants du Conseil départemental dans les conseils d'administration des lycées		
Lycée polyvalent de Mamoudzou	**1.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE **2.** Zaihata MADI-MARI	Mamoudzou II
Lycée polyvalent Mamoudzou Nord	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Lycée polyvalent de Petite terre	**3.** Fatima SOUFFOU **4.** Soihirat EL HADAD	Pamandzi
Lycée polyvalent de Sada	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Cité scolaire du nord	**1.** Toyfriya ANASSI **2.** Aynoudine SALIME	M'Tzamboro
Lycée polyvalent de Dzoumogné	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Bandraboua
Lycée polyvalent de Kahani	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha SOUMAILA	Ouangani
Lycée polyvalent de Kawéni	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mariame SAID	Mamoudzou III
Lycée polyvalent de Chirongui	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Nomani OUSSENI	Sada
Lycée professionnel de Tsararano	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	Dembéni

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, URBANISME

Conseil d'administration de la Société Immobilière de Mayotte (SIM)	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **Censeur du Conseil d'administration** **1.** Mme Raïssa ANDHUM	-	Article 18 des Statuts de la SIM

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

Assemblée générale d'actionnaires de la SIM	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU	-	Article 18 des Statuts de la SIM
Conseil Départemental de l'Habitat et de l'hébergement	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Mariame SAID **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Halima Mdallah BAMOUDOU **6.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Ben Issa OUSSENI **4.** Ali Debré COMBO **5.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **6.** Fatima SOUFFOU	6 représentants du CG (arrêté n°84 du 25 février 1999)
Observatoire de l'équipement commercial	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Raïssa ANDHUM	Arrêté préfectoral n°581/SG/DIRAD du 03 novembre 2000
Comité local IFRECOR	**1.** Mohamed SIDI **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Ben Issa OUSSENI	Décret du 7 juillet 2000 Arrêté préfectoral de 1999
Conseil de Surveillance de l'EDM	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Ali Debré COMBO **3.** Armamie ABDOUL WASSION	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Raïssa ANDHUM **3.** Fatima SOUFFOU	Art. 19 statuts du CG
Commission départementale des impôts directs locaux (CDIDL)	**1.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Mohamed SIDI	Décret n°2013-993 du 7 novembre 2013
Commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels (CDVLLP)	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Décret n°2013-993 du novembre 2013
SPL 976	**1.** Insya DAOUDOU **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Armamie ABDOUL WASSION	-	Statuts de la société

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

Comité Départemental d'Orientation de BPI France Mayotte (Banque publique d'investissement**)**	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	délibération n°1644/2014/CP du 31 juillet 2014
Comité de suivi des Rencontres régionales économiques de Nosy Be (RRNB)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	délibération n°2025/2015/CP du 09 mars 2015
Comité départemental du Tourisme de Mayotte (CDTM)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Armamie ABDOUL WASSION **5.** Halima Mdallah BAMOUDOU	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Raïssa ANDHUM **4.** Mohamed SIDI **5** Fatima SOUFFOU	- Art. 7 des statuts - Art. 8 des statuts
Plateforme d'initiative Mayotte	**1.** Bichara Bouhari PAYET		
Commission des taxis	**1.** Bichara Bouhari PAYET	**1.** Ben Issa OUSSENI	Délibération n°17/2001/CGD du 28 mars 2001
Commission des usagers du Marché couvert de Mamoudzou	**1.** Mariame SAID **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Mohamed SIDI **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Délibération n°200/2009/CG du 3 décembre 2009
Commission des qualifications compétentes pour examiner les demandes d'attribution du titre de maître artisan	**1.** Mariame SAÏD	-	le décret n°98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers, notamment dans son article 4
SANTE, SOCIAL			
Conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM)	1. Issa ISSA ABDOU 2. Mohamed SIDI	-	Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 Décret n°2010-361 du 8 avril 2010 Délibération 2018.0030

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Conseil de surveillance de l'établissement de santé de la Réunion (CHR)	**1.** Issa ISSA ABDOU	-	Code de la santé de publique (articles R 6143-3 et R 6143-4)
Commission des personnes handicapées de Mayotte	**1.** Ali Debré COMBO	**1.** Issa ISSA ABDOU	Ordon. N°2008-859 du 28/08/08 Décret n°2010 1148 du 28/09/10
Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH)	**1.** Aynoudine SALIME, **2.** Mohamed SIDI, **3.** Bichara Bouhari PAYET, **4.** Issa Soulaïmana MHIDI,	**1. M. Ali Younoussa Ben ISSOUF** (Directeur de la DAI) **2. M. Darkaoui DAOUDA** (Directeur de la DPS) **3. M. Antoissi ABDOU** (Directeur de la DPE) **4. Mme Dhoimrati M'TRENGOUENI**	Délibérations n°2017.00279 et n°2016-00087
Commission Exécutive du GIP-MDPH (Comex)	**1.** M. Nomani OUSSENI **2.** M. Ali Debré COMBO, **3.** M. Bourouhane ALLAOUI, **4.** Mme Halima M. BAMOUDOU, **5.** Mme Afidati MKADARA, **6.** Mme Insya DAOUDOU, **7.** Mme Toyfriya ANASSI, **8.** Mme Mariame SAID, **9.** Mme Moinécha SOUMAILA, **10.** Mme Armamie A. WASSION, **11.** Mme Soihirat ELHADAD	--	Délibérations n°2016-00087 et n°2019.00319
Commission de coordination des politiques publiques de santé de Mayotte	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Ali Debré COMBO	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2010-765 du 7 ju 2010 (Chap. III, Section 2, section 2)
La Conférence de Santé et de l'Autonomie (CSA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2010-765 du 7 ju 2010 (chap III, section 3, s section 2)

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Conseil de Famille	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Mariame SAID **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Article L. 224-2 du code de l'action sociale et des familles Art. R 224-3 et R 224-4 du CASF
Commission de concertation en santé mentale	**1.** Ali Debré COMBO	**1.** Issa ISSA ABDOU	Art. R 3811-3 du code de la santé publique Décret n°2005-434 du 6 mai 2005
Commission technique d'appréciation du taux d'incapacité de la personne handicapée	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Armamie ABDOUL WASSION **4.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Mariame SAID **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **4.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Délibération n°119/2003/CGD du 19 déc. 2003
Commission Départementale d'action contre les violences faites aux femmes	**1.** Fatima SOUFFOU	**1.** Mohamed SIDI	Arrêté n°174/SG/DDFE/2002 du 25 mars 2002
Association REDECA Mayotte	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Mariame SAID	-	Statuts de l'association
Commission départementale d'aides sociales	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Mariame SAID	Délibération n°037/2007/CG du 30 mars 2007
Conseil départemental de la santé et de la protection animale (CDSPA - Commission administrative à caractère consultatif)	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Ali Debré COMBO	Arrêté préfectoral 2012-0[illegible]6- DAAF article 2
Comité régional d'organisation et de suivi (CROS - vise à réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)	**1.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Ali Debré COMBO	Arrêté préfectoral 2012-0[illegible]6- DAAF article 2

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

Equipes pluridisciplinaires dans le cadre du revenu de solidarité active (RSA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Mariame SAID **3.** Mohamed SIDI	Arrêté n°2013-01/MRSA Article 1er
Convention d'orientation départementale	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	Délibération n°840/2012/CG du 12 juillet 2012
Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	Délibération 1705/2014/CG du 19 septembre 2014
Comité d'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS)	**1.** Ali Debré COMBO	-	Code de la santé publique Article R.6313-1-1
Comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD)	**1.** Bichara Bouhari PAYET	-	Ordonnance n°2012-576 du 26 avril 2012
Comité départemental des retraités et personnes âgées (CODERPA)	**1.** Mariame SAID **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Mohamed SIDI	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Armamie ABDOUL WASSION	Code de l'action sociale et des familles – article L.149-1
Commission consultative paritaire départementale (relative à l'exercice des assistants familiaux)	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Ali Debré COMBO	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2006-1153 du 14 septembre 2006 relatif l'agrément des assistan maternels et des assista familiaux et modifiant le c de l'action sociale et d familles
Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Mohamed SIDI **2.** Mariame SAID	Articles L. 1424-24-1 et L.1 24-2 du CGCT

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Mayotte **(**le président est membre de droit)	**3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Ali Debré COMBO **5.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **6.** Armamie ABDOUL WASSION **7.** Bourouhane ALLAOUI **8.** Ben Issa OUSSENI **9.** Fatima SOUFFOU	**3.** Issoufi AHAMADA **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Issa SOULAIMANA MHIDI **6.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **7.** Zaihata MADI-MARI **8.** Afidati MKADARA **9.** Aynoudine SALIME	Election au scrutin de liste à un tour
Conseil de la famille des pupilles de l'Etat	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Ali Debré COMBO	-	
PACT (association pour le logement solidaire)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	-	
COOPERATION REGIONALE			
Conseil de surveillance de l'agence de santé de l'océan indien	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Ali Debré COMBO	Décret n°2010-765 du 7 juillet 2010 (section 4)
Comité de gestion du fonds de coopération régionale (Mayotte)	**1.** Mohamed SIDI **2.** Bichara Bouhari PAYET **3.** Ben Issa OUSSENI **4.** Issoufi AHAMADA	**1.** Mariame SAID **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Décret n°2002-1504 du 24 décembre 2002
STRUCTURE FINANCIERE			
Comité local préparatoire aux travaux de la commission consultative sur l'évaluation des charges	**1.** Mohamed SIDI **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Fatima SOUFFOU **4.** Bichara Bouhari PAYET	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Mariame SAID **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Décret n° 2011-346 du 28 2011

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

FONCIER			
Commission du Patrimoine et du Foncier (CPF)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Bichara Bouhari PAYET	**1.** Mariame SAID **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU **4.** Ben Issa OUSSENI	Délibération n°241/2007/CP Arrêté n°147/DGS/DAFP/2007
Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier d'Aménagement de Mayotte	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, **2.** Mme Raïssa ANDHUM, Conseillère **3.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	-	loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 délibération n°2016.00206 du 05 décembre 2016
Commission d'Urgence Foncière (CUF)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** CHIHABOUDDINE Ben Youssouf **3.** Mohamed SIDI		Loi n°2017-256 du 28 février 2017 1° du II de l'article 35 de la loi LODEOM
OUTER MER / EUROPE			
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat Outre-mer et portant application de l'art. 74 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (CNEPEOM)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Fatima SOUFFOU	Décret n°2010- du 2010
Commission des comptes économiques et sociaux des Départements d'Outre-Mer et de suivi de loi d'orientation pour l'outre-mer **1 représentant désigné par le Conseil Général de chaque DOM, de st Pierre et Miquelon, de Mayotte en son sein**	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Fatima SOUFFOU	Désignation par courrier n°583/ adressé par Président Baman au Ministre chargé de l'Outre-Me 25 avril 2002 Décret n°2002-258 du 22 févrie 002 portant application de l'Art.74 e lo loi n°2000-1207 du 13 décembr 00

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

Commission Consultative sur l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences entre l'Etat Collectivité Départementale de Mayotte et les communes de Mayotte	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa ISSA ABDOU	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Ali Debré COMBO	Art. L. 1773-3 et R. 1777-1 du CGCT Décret n°2002-1504 du 24 déc. 2002
Comité régional unique de suivi des fonds européens (CRUS)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Conférence des Présidents des Régions ultrapériphériques (CPRUP)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Association des Régions ultrapériphériques (ARUP)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Conférence des Régions périphériques maritimes (CRPM)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
ENVIRONNEMENT			
Conseil des Rivages de l'Océan Indien	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Raïssa ANDHUM **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Moinécha SOUMAILA **4.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°95-372 du 5 avril 1995 Art. R243-22 du Code de l'environnement
Comité de l'eau et de la biodiversité (ancienne appellation : Comité de bassin)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Issoufi AHAMADA **3.** Bourouhane ALLAOUI **4.** Bichara Bouhari PAYET	-	Loi n°2016-1087 du 8 août 2016. Décret n°2016-1842 du décembre 2016. Décret n°2005-24 du 11 janvier 2005

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

Comité national de la biodiversité	**1.** Raïssa ANDHUM	**1.** Toyfriya ANASSI	Loi du 8 août 2016
Comité Consultatif de Gestion de la Réserve Naturelle Nationale de l'îlot M'bouzi	**1.** Mohamed SIDI **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Délibération n°122/2010/CG du 22/11/2010 Arrêté préfectoral n°45/DAF/SEF/2010
Comité de suivi du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PEDMA)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa ISSA ABDOU **4.** Issa SOULAIMANA MHIDI **5.** Bichara Bouhari PAYET **6.** Issoufi AHAMADA	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Mariame SAID **3.** Moinécha SOUMAILA **4.** Bourouhane ALLAOUI **5.** Daniel ZAIDANI **6.** Zaihati MADI MARI	Arrêté n°135/2005/DAET/CG
Commission des risques naturels majeurs de Mayotte	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Ali Debré COMBO	Décret n°2006-665 du 7 juin 2006 Arrêtés préfectoraux n°34 du 28 mai 2008 et n°84 du 16 juin 2010
Commission Mahoraise du Patrimoine et des sites	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Mariame SAID	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Ben Issa OUSSENI	
Comité mahorais Trame Verte et Bleu	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Mohamed SIDI	-	Décret n°2011-739 du 28 juin 2011
Commission ARER à la réunion	**1.** Raïssa ANDHUM	**1.** Ali Debré COMBO	Délibération n°135/2007/ Du 1er octobre 2007 Art ; 2.1 de la conventi cadre 2007-2009 entre l' et le CD
Conseil maritime ultramarin du bassin sud océan indien (CMUB)	1. Fatima SOUFFOU	1. Mohamed SIDI	arrêté inter-préfectoral n (Préfet de La Réunion, P de Mayotte, Préfet Administrateur TAAF

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

			Délibération
Commission Consultative de l'Environnement et de la Protection du Patrimoine à Mayotte (CCEP)	**Formation spécialisée de la nature et de la faune sauvage captive :** 1. Bourouhane ALLAOUI 2. Armamie A BOUL WASSION **Formation spécialisée des sites et paysages sauvages :** 1. Fatima SOUFFOU 2. Insya DAOUDOU **Formation spécialisée des carrières** 1. Raïssa ANDHUM 2. Moinécha SOUMAILA	-	Arrêté préfectoral n°2009-256 du 17 juin 2009 portant création de la CCEPP – article 2
Comité de pilotage de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation	1. Moinécha SOUMAILA 2. Armamie ABDOUL WASSION	-	Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007
Association HAWA (agréée pour la surveillance de la qualité de l'air)	**1.** Raïssa ANDHUM	**2.** Toyfriya ANASSI	Statuts de l'association
AGRICULTURE			
Commission régionale unique de programmation (CRUP)	Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Mohamed SIDI	règlement (CE) n°1083/2013 du Parlement européen et du Conseil
Commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture marine	**1.** Mohamed SIDI	**1.** Ben Issa OUSSENI	Arrêté n°93/AM/2007
Commissions locales de suivi et d'évaluation de l'ylang-ylang et de la vanille	**1.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Ben Issa OUSSENI	Délibération 502/2007/CP du 23 novembre 2007 Arrêté n°36/DARTM/SAP/CG/200 16 juillet 2008
Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires technologiques (CODERST)	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Ali Debré COMBO	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Ben Issa OUSSENI	Arrêté préfectoral n°133/SG/DDCL/BE/20 portant création du COD de Mayotte
Assemblée Générale et Conseil d'Administration de l'AFICAM	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Mariame SAID	Arrêté préfectoral du 23 f 1995
Commission régionale de l'économie agricole et du monde rural (COREAMR)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Fatima SOUFFOU	Animation DAAF : arrê préfectoral n°2012-69/DA

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL300120000006-DE

			arrêté n°2012-001/DAAF
Commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA)	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Raïssa ANDHUM	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Mohamed SIDI	Arrêté préfectoral n°2013-041/DAAF du 03 avril 2013
Conseil d'administration de l'AMMEFLHORC	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI	-	Article 8 des statuts de l'association
Conseil d'administration de l'Association pour le développement de l'aquaculture de Mayotte (AQUAMAY)	**1.** Ben Issa OUSSENI	-	Statuts de l'association
Conseil d'administration Etablissement Public National, lycée agricole de Coconi	**1.** Moinécha SOUMAILA	-	
Chambre d'agriculture de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte (CAPAM)	**1.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	Article D511-58 du code rural et de la pêche maritime (conseil départemental assiste à titre consultatif)
Conseil d'Administration de l'office de développement de l'économie agricole des DOM	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Ben Issa OUSSENI	Décret modificatif n°2014-995 du 1er sept 2014
Commission de la forêt et des produits forestiers du Département de Mayotte	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Ben Issa OUSSENI	Arrêté préfectoral n°2013-082/DAAF-SDTR
Conseil de gestion du parc naturel marin (Le président du CDTM est membre de droit)	**1.** Bichara Bouhari PAYET **2.** Mohamed SIDI **3.** Raïssa ANDHUM	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Ali Debré COMBO	Décret n°2010-71 du janvier 2010 portant création du parc naturel marin de Mayotte (Art.2, 2° a)
Commission consultative des baux ruraux	**1.** Ben Issa OUSSENI	**1.** Raïssa ANDHUM	Arrêté préfectoral n°879/DAAF/2017
EDUCATION FORMATION ET INSERTION			
Conseil régional d'orientation du CNFPT	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Bichara Bouhari PAYET **3.** Moinécha SOUMAILA **4.** Issa SOULAIMANA MHIDI	Arrêté du 25 juillet 200 (JO du 31/07/08)
Conseil de l'éducation nationale à Mayotte	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Mohamed SIDI	**1.** Raïssa ANDHUM **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Armamie ABDOULWASSION	Article R 234-33-3 du cod l'éducation

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

	4. Mariame SAID **5.** Ali Debré COMBO **6** Moinécha SOUMAILA **7.** Ben Issa OUSSENI **8.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	**4.** Insya DAOUDOU **5.** Issoufi AHAMADA **6.** Soibahadine I. RAMADANI **7.** F. RAZAFINATOANDRO **8.** Afidati MKADARA	
Mission Locale de Mayotte	**1.** Halima Mdallah BAMOUDOU **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issoufi AHAMADA	Statuts : 3 conseillers départementaux membres, mais 1 seul au CA
Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ)	**1.** Ali Debré COMBO	**1.** Bourouhane ALLAOUI	Statuts du CRIJ
Association pour la formation et le développement maritime et aquacole à Mayotte (AFODEMAM) **- Ecole d'apprentissage maritime**	**1.** Mohamed SIDI	**1.** Raïssa ANDHUM	Articles 4 et 6 des statuts
Comité de coordination mahorais de l'emploi et de la formation professionnelle (CCMEFP)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Bichara Bouhari PAYET **5.** Bourouhane ALLAOUI **6.** Mariame SAID **7.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	**1.** Mohamed SIDI **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **3.** Armamie ABDOUL WASSION **4.** Ben Issa OUSSENI **5.** Issa ISSA ABDOU **6.** Fatima SOUFFOU **7.** Raïssa ANDHUM	Ordonnance n°2009-664
Commission des bourses et aides (COBA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Mariame SAID **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **5.** Issa SOULAIMANA MHIDI	-	Règlement de gestion des étudiants et lycéens de Mayotte
Association Inter Carif Oref	**1.** Mariame SAID **2.** Issoufi AHAMADA	-	Article 5 des statuts de l'association
Conseil d'administration du GIP Carif Oref	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Armamie ABDOUL WASSION	**1.** Mariame SAÏD **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU	délibération n°1882 du C[illegible] général de Mayotte, en [illegible] du 19 janvier 2015, relati[illegible] la validation de l'évolutio[illegible] statut du CarifOref en [illegible]
Assemblée générale du GIP Carif Oref	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha soumaila **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU **4.** Armamie ABDOUL WASSION **5.** Soihirat EL HADAD **6.** Aynoudine SALIME **7.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE	**1.** Mariame SAÏD **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Bichara Bouhari PAYET **5.** Bourouhane ALLAOUI **6.** Mohamed SIDI **7.** Ben Issa OUSSENI	délibération n°1882 du C[illegible] général de Mayotte, en [illegible] du 19 janvier 2015, relati[illegible] la validation de l'évolutio[illegible] statut du CarifOref en [illegible]

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Conseil d'administration de LADOM	**1.** Armamie ABDOUL WASSION	-	
Conseil pédagogique de l'IFSI	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	-	
Association des amis de la BDP	**1.** Mariame SAID	**1.** Issoufi AHAMADA	Statuts de la BDP
Commission Académique sur l'Enseignement des Langues Vivantes Etrangères	**1.** Mariame SAID **2.** Mohamed SIDI **3.** Ali Debré COMBO **4.** Aynoudine SALIME	-	Décret n°2005-1011 du 22 août 2005 – Article D312-25 du code de l'Education
Commission départementale de l'emploi et de l'insertion de Mayotte (formation spécialisée compétente en matière d'insertion par l'activité économique).	**1.** Ben Issa OUSSENI	-	Décret n° 2015-1220 du 1er octobre 2015
Comité régional de la mobilité (COREMOB)	**1.** Mariame SAID	-	Circulaire interministérielle du 23 février 2015
Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP)	**1.** Mariame SAÏD **2.** Halima Mdallah BAMOUDOU **3.** Ahamed Attoumani DOUCHINA **4.** Armamie Abdoul WASSION **5.** Ben Youssouf CHIHABOUDDINE **6.** Ben Issa OUSSENI **7.** Soihirat EL HADAD	**1.** Afidati MKADARA **2.** Bourouhane ALLAOUI **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Issa SOULAIMANA MHIDI **5.** Moinécha SOUMAILA **6.** Nomani OUSSENI **7.** Aynoudine SALIME	le décret n°2018-953 du 31 octobre 2018 la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 dans son article 24 l'Ordonnance n° 2009-664 du 11 juin 2009 Délibération 2018.00323 du 11 déc 2018
CULTURE ET SPORTS			
Comité régional de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) de Mayotte	**1.** Issoufi AHAMADA	**1.** Ali Debré COMBO	Statuts de l'UNSS
Union Sportive des Ecoles Primaires (USEP)	**1.** Issoufi AHAMADA	**1.** Ali Debré COMBO	
Commission territoriale du centre national du développement du sport (CNDS)	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Bourouhane ALLAOUI	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Mohamed SIDI	- article R411-2 du code du sport - décret n°2006-191 du 3 février 2016

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

RESSOURCES HUMAINES

Comité Technique (CT) du Département de Mayotte	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Issa ISSA ABDOU	Décret n°85-565 du 30 mai 1985, art. 1er
Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Mohamed SIDI **2.** Ben Issa OUSSENI	Décret n°85-603 du 10 juin 1985, art. 32
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie A du Département de Mayotte	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **5.** Soihirat EL HADAD	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Mariame SAID **5.** Daniel ZAÏDANI	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie B du Département de Mayotte	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Armamie ABDOUL WASSION **3.** Bichara Bouhari PAYET **4.** Mariame SAID	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission administrative paritaire (CAP) des fonctionnaires de catégorie C du Département de Mayotte	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Issa ISSA ABDOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI **4.** Issoufi AHAMADA **5.** Raïssa ANDHUM **6.** Mariame SAID **7.** Mohamed SIDI **8** Moinécha SOUMAÏLA	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **3.** Armamie ABDOUL WASSION **4.** Ali Debré COMBO **5.** Halima Mdallah BAMOUDOU **6.** Bichara Bouhari PAYET **7.** Ben Issa OUSSENI **8.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI	Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Art. 1 et 2)
Commission consultative paritaire de catégorie A	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Ali Debré COMBO **3.** Daniel ZAÏDANI	**1.** Mohamed SIDI **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 Délibération n°2019.00
Commission consultative paritaire de catégorie B	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Daniel ZAÏDANI **3.** Toyfriya ANASSI	**1.** Mariame SAID **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°2016-1858 du décembre 2016 Délibération n°2019.00
Commission consultative paritaire de catégorie C	**1.** Issa SOULAIMANA MHIDI **2.** Debré Ali COMBO **3.** Daniel ZAÏDANI	**1.** Mariame SAID **2.** Ben Issa OUSSENI **3.** Halima Mdallah BAMOUDOU	Décret n°2016-1858 du décembre 2016 Délibération n°2019.00
Conseil d'Administration du Centre de gestion de la FPT à Mayotte	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Bichara PAYET **2.** Soibahadine I. RAMADANI **3.** Fatima SOUFFOU	Art. 16 du décret 2004-15 30 décembre 2004

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200006-DE

	4. Bourouhane ALLAOUI **5.** Armamie ABDOUL WASSION **6.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **7.** Mohamed SIDI **8.** Raïssa ANDHUM **9.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA	**4.** Halima BAMOUDOU **5.** Issoufi AHAMADA **6.** Mariame SAÏD **7.** Ben Y. CHIHABOUDDINE **8.** Nomani OUSSENI **9.** Ali Debré COMBO	
Caisse de retraite des fonctionnaires et agents des collectivités publiques de Mayotte (CRFM)	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Mohamed SIDI	Arrêté préfectoral n°77-50/RG du 16 mars 1977 article 3
DIVERS			
Commission des carrières	**1.** Bourouhane ALLAOUI	**1.** Fatima SOUFFOU	Arrêté préfectoral de 2003
Commission de philatélie	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Mariame SAID **2.** Mohamed SIDI	Délibération n°27/96/CGD du 2 mai 1996
Commission de surveillance du service pénitentiaire de Mayotte et Maison d'Arrêt de Majicavo	**1.** Mariame SAID	**1.** Issa ISSA ABDOU	Code de procédure pénale (Art. D180 al. 7)
Commission consultative de sécurité et des commissions de sécurité	**1.** Bourouhane ALLAOUI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Issa SOULAIMANA MHIDI	**1.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **2.** Moinécha SOUMAILA **3.** Armamie ABDOUL WASSION	Arrêté préfectoral du 20 août 2007
Commission de sécurité routière	**1.** Moinécha SOUMAILA **2.** Soihirat EL HADAD	**1.** Issoufi AHAMADA **2.** Nomani OUSSENI	Art. 411-10 à 12 du code de la route
Commissions Administratives à caractère consultatives	**1.** Soibahadine IBRAHIM RAMADANI **2.** Fatima SOUFFOU	**1.** Issa ISSA ABDOU **2.** Mohamed SIDI	
Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) chargée d'établir et de tenir à jour l'état de la coopération intercommunale du département	**1.** Fatima SOUFFOU **2.** Fatimatie RAZAFINATOANDRO **3.** Ben Issa OUSSENI **4.** Issa ISSA ABDOU **5.** Issa SOULAIMANA MHIDI **6.** Bichara Bouhari PAYET **7.** Armamie ABDOUL WASSION **8.** Ali Debré COMBO	-	Décret n°2012-1337 d[illegible] décembre 2013
Commission départementale de présence postale territoriale	**1.** Armamie ABDOUL WASSION **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Issoufi AHAMADA	**1.** Ben Issa OUSSENI **2.** Fatima SOUFFOU **3.** Bourouhane ALLAOUI	le décret n°2007-448 d[illegible] mars 2007

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

	4. Moinécha SOUMAILA	**4.** Issa ISSA ABDOU	
Conseil Départemental de Sécurité Civile (CDSC)	**1.** Moinécha SOUMAILA	**1.** Issa ISSA ABDOU	
Commission consultative départementale de Sécurité et d'accessibilité (CCDSA)	**1.** Ali Debré COMBO **2.** Issa SOULAIMANA MHIDI **3.** Zaihati MADI MARI	-	Décret n°95-260 modifié du 8 mars 1995
Commission des qualifications, compétentes pour examiner les demandes d'attribution du titre de maître artisan	**1.** Mariame SAÏD	-	décret n°98-247 du 2 avril 1998 – Article 4

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000006-DE

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 15
Procurations : 2
Absents : 9
Nombres de votants : 17
Votes pour : 15
Votes contre : 2
Abstention : 0
Dates de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00007

Relative à la signature de protocoles transactionnels pour le règlement des travaux réalisés sur les sites du Musée de Mayotte et de la maison d'archives de Pamandzi

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sous la convocation et la présidence du Président du Conseil départemental. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu l'article 2044 du code civil
Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

Considérant le rapport n°2020.CP-004334 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission culture, jeunesse et sports en date du 30 janvier 2020.

Après en avoir délibéré,

Par 15 voix Pour
Et 2 voix contre : Mme Bichara Bouhari PAYET et M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE

le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le versement d'indemnités aux entreprises individuelles Abdou Attoumane et Attoumani Soihiboudine EECF pour des montants respectivement de **39 203 €** et de **4 300€** dans le cadre des travaux de rénovation et de sécurisation réalisés sur les sites du Musée de Mayotte et de la maison d'archive de Pamandzi ;

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les protocoles transactionnels en annexe avec les entreprises concernées, et tout autre document relatif à l'exécution de cette délibération ;

Article 3 : d'imputer les dépenses afférentes à l'exécution de ces protocoles transactionnels sur le chapitre 011 compte 615221 du budget 2020 du Conseil départemental de Mayotte ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre :

Le **Conseil départemental**, domicilié 8 boulevard Halidi Sélémani BP 101, 97600 Mamoudzou, Siret n° 22 98 50 00 30 00 18, représenté par son Président en exercice, Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, dûment habilité aux présentes par délibération en date du 2 avril 2015,

Et :

L'entreprise **ABDOU ATTOUMANE**, domiciliée 3 rue de la Poste, 97615 Pamandzi
Siret n° 054 390 935 000 10
Représentée par Monsieur Abdou Attoumane, gérant,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Les entreprises individuelles « Abdou Attoumane » et « Attoumani Soihiboudine EECF » ont réalisé entre 2015 et 2016 respectivement des travaux d'aménagement/sécurisation de la Caserne de Dzaoudzi (Musée de Mayotte) et d'élagage/nettoyage de la maison d'archives à Pamandzi.

Cependant leurs factures respectives n°14 du 22/07/2016 d'un montant de 39 203€ et n°018 du 20/06/2015 d'un montant de 4 300€ n'ont pu être payées. Cela s'explique par l'absence des pièces justificatives obligatoires telles l'acte d'engagement et le bon de commande.

Par courriers de relance datant de février 2017 et de mars 2019, les deux entreprises ont réclamé le règlement de ces factures impayées.

Etant donné que ces entreprises ont réalisé les prestations et subi des préjudices, reconnus par le Conseil départemental de Mayotte, il s'avère indispensable d'honorer le règlement de leurs factures.

Afin de prévenir tout contentieux et dans le souci de la bonne gestion des deniers publics, les parties ont convenu d'établir une transaction conformément aux dispositions règlementaires et dans les conditions ci-dessous.

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu les articles 2044 à 2058 du code civil
Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits
Vu la délibération n° ..... du ..... 2020 relative à la signature de protocoles transactionnels pour le règlement des travaux réalisés sur les sites du Musée de Mayotte et de la maison d'archives de Pamandzi

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

Article1 : Objet de la transaction

Le présent protocole a pour objet de définir et de permettre l'indemnisation de l'entreprise « **ABDOU ATTOUMANE** » pour des travaux d'aménagement et de sécurisation de la Caserne de Dzaoudzi (Musée de Mayotte) exécutés en 2016 au profit du Conseil départemental de Mayotte.

Les deux parties s'accordent sur l'existence d'un préjudice subi par l'entreprise « **ABDOU ATTOUMANE** ».

Article 2 : Concessions réciproques des parties

Les concessions des parties sont les suivantes :

- Le Conseil départemental s'engage à verser à l'entreprise « **ABDOU ATTOUMANE** » le montant de l'indemnité correspondant aux travaux qu'elle a réalisé, tel qu'il est défini à l'article 3 du présent protocole.

- En contrepartie de ce règlement, l'entreprise **« ABDOU ATTOUMANE »** s'engage à :

  - renoncer à exercer toute action contentieuse relative aux travaux réalisés à l'encontre du Conseil départemental
  - renoncer à solliciter les intérêts moratoires concernant le non-paiement des prestations qu'elle a effectuées conformément aux dispositions de l'article 2044 du code civil
  - à fournir au Conseil départemental les pièces comptables que celui-ci demandera.

- Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi et sans réserve la présente transaction qui ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une dénonciation.

- Les parties se reconnaissent libérées l'une envers l'autre, tout compte relatif à l'objet de l'accord transactionnel se trouvant définitivement réglé entre elles.

Article 3 : Montant des prestations fournies par l'entreprise

Au sens du présent protocole, le Conseil départemental de Mayotte verse pour solde de tout compte à l'entreprise « **ABDOU ATTOUMANE »**, la somme de **39 203 €** (trente-neuf mille deux cent trois euros), correspondant aux prestations fournies par l'entreprise.

Article 4 : Modalités de versement et imputation budgétaire

Le versement de l'indemnité d'un montant de **39 203** € interviendra dans un délai maximum d'un mois après production de documents comptables (facture(s) certifiée(s), extrait k-bis, rib) et signature du présent protocole.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

Le versement s'effectuera sur le compte bancaire de l'entreprise « ABDOU ATTOUMANE » ouvert à la Banque Française Commerciale sous le numéro **IBAN** :

FR76 1871 9000 9100 9128 9880 219

Cette dépense sera imputée sur le chapitre 01 compte 615221 du budget 2020 du Conseil départemental.

Article 5 : Effets de la transaction

Les parties au présent protocole conviennent que conformément à l'article 2052 du code civil, le présent accord transactionnel fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre elles d'une action en justice ayant le même objet.

Le présent accord transactionnel sera revêtu du caractère exécutoire dès sa transmission au représentant de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Article 6 : Litige

Les parties conviennent conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de Mamoudzou.

Fait à Mamoudzou en 2 exemplaires, le.....

Pour le **Conseil départemental**

M. Soibahadine IBRAHAIM RAMADANI
Président du conseil départemental

Pour l'entreprise **« ABDOU ATTOUMANE »**

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

Le 22/07/2016

FACTURE N° 14

Conseil Général De Mayotte

Entreprise
ABDOU ATTOUMANE
Placoplâtre , peinture
Toutes qualités faux plafond avec cloisons
23 Rue SIMAM à côté Moina Maoulida
97615 PAMANDZI
TEL:06 39 68 26 32

Code monnaie ISO

		Qua	P.U	PT
1	1 Portes et Fenetres de la Caserne			9 161,00
2	2 Protection des Fenêtres			6025,00
3	3 Travaux Toilettes Caserne			14 957,00
4	4 Equipement Toilette Caserne			2720,00
5	5 Collecte déchets (Portes et Fenêtres)			935,00
6	6 Finition equipement salles d'exposition			755,00
7	7 Rampes handicapés			4650,00

AG Said Athuman

Entreprise
ABDOU ATTOUMANE
Placoplâtre , peinture
Toutes qualités faux plafond avec cloisons
23 Rue SIMAM à côté Moina Maoulida
97615 PAMANDZI
TEL:06 39 68 26 32

Certification de Service Fait
Date: 10/08/2018
Nom :
Signature

RÈGLEMENT :	TOTAL H.T.	Taux TVA	TOTAL T.V.A.	TOTAL T.T.C.
CONDITIONS D'ESCOMPTE POUR PAIEMENT ANTICIPÉ :				39 203,00€

CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ : En application de la loi 80-335 du 12 mai 1980, les marchandises restent la propriété du vendeur jusqu'au paiement intégral de leur prix. Les risques afférents aux dites marchandises sont transférés à l'acheteur dès la livraison.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre :

Le **Conseil départemental**, domicilié 8 boulevard Halidi Sélémani BP 101, 97600 Mamoudzou, Siret n° 22 98 50 00 30 00 18, représenté par son Président en exercice, Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, dûment habilité aux présentes par délibération en date du 2 avril 2015,

Et :

L'entreprise **ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF**, domiciliée 58 route nationale, 97615 Pamandzi
Siret n° 024 051 930 00014
Représentée par Monsieur Attoumani Soihiboudine EECF, gérant,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Les entreprises individuelles « Attoumani Soihiboudine EECF » et « Attoumani Soihiboudine EECF » ont réalisé entre 2015 et 2016 respectivement des travaux d'aménagement/sécurisation de la Caserne de Dzaoudzi (Musée de Mayotte) et d'élagage/nettoyage de la maison d'archives à Pamandzi.

Cependant leurs factures respectives n°14 du 22/07/2016 d'un montant de 39 203€ et n°018 du 20/06/2015 d'un montant de 4 300€ n'ont pu être payées. Cela s'explique par l'absence des pièces justificatives obligatoires telles l'acte d'engagement et le bon de commande.

Par courriers de relance datant de février 2017 et de mars 2019, les deux entreprises ont réclamé le règlement de ces factures impayées.

Etant donné que ces entreprises ont réalisé les prestations et subi des préjudices, reconnus par le Conseil départemental de Mayotte, il s'avère indispensable d'honorer le règlement de leurs factures.

Afin de prévenir tout contentieux et dans le souci de la bonne gestion des deniers publics, les parties ont convenu d'établir une transaction conformément aux dispositions règlementaires et dans les conditions ci-dessous.

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu les articles 2044 à 2058 du code civil
Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits
Vu la délibération n° ..... du ..... 2020 relative à la signature de protocoles transactionnels pour le règlement des travaux réalisés sur les sites du Musée de Mayotte et de la maison d'archives de Pamandzi

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

Article1 : Objet de la transaction

Le présent protocole a pour objet de définir et de permettre l'indemnisation de l'entreprise « **ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF** » pour des travaux d'élagage et de nettoyage de la maison d'archives à Pamandzi exécutés en 2015 au profit du Conseil départemental de Mayotte.

Les deux parties s'accordent sur l'existence d'un préjudice subi par l'entreprise « **ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF** ».

Article 2 : Concessions réciproques des parties

Les concessions des parties sont les suivantes :

- Le Conseil départemental s'engage à verser à l'entreprise « **ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF** » le montant de l'indemnité correspondant aux travaux qu'elle a réalisé, tel qu'il est défini à l'article 3 du présent protocole.

- En contrepartie de ce règlement, l'entreprise **« ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF »** s'engage à :

    - renoncer à exercer toute action contentieuse relative aux travaux réalisés à l'encontre du Conseil départemental

    - renoncer à solliciter les intérêts moratoires concernant le non-paiement des prestations qu'elle a effectuées conformément aux dispositions de l'article 2044 du code civil

    - à fournir au Conseil départemental les pièces comptables que celui-ci demandera.

- Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi et sans réserve la présente transaction qui ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une dénonciation.

- Les parties se reconnaissent libérées l'une envers l'autre, tout compte relatif à l'objet de l'accord transactionnel se trouvant définitivement réglé entre elles.

Article 3 : Montant des prestations fournies par l'entreprise

Au sens du présent protocole, le Conseil départemental de Mayotte verse pour solde de tout compte à l'entreprise « **ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF »**, la somme de **4 300€** (quatre mille trois cents euros), correspondant aux prestations fournies par l'entreprise.

Article 4 : Modalités de versement et imputation budgétaire

Le versement de l'indemnité d'un montant de **4 300 €** interviendra dans un délai maximum d'un mois après production de documents comptables (facture(s) certifiée(s), extrait k-bis, rib) et signature du présent protocole.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

Le versement s'effectuera sur le compte bancaire de l'entreprise « ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF » ouvert à la Banque Postale sous le numéro IBAN ci-dessous :

FR 57 20041 01021 0938211M018 19

Cette dépense sera imputée sur le chapitre 01 compte 615221 du budget 2020 du Conseil départemental.

Article 5 : Effets de la transaction

Les parties au présent protocole conviennent que conformément à l'article 2052 du code civil, le présent accord transactionnel fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre elles d'une action en justice ayant le même objet.

Le présent accord transactionnel sera revêtu du caractère exécutoire dès sa transmission au représentant de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Article 6 : Litige

Les parties conviennent conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de Mamoudzou.

Fait à Mamoudzou en 2 exemplaires, le.....

Pour le **Conseil départemental**

M. Soibahadine IBRAHAIM RAMADANI
Président du conseil départemental

Pour l'entreprise **« ATTOUMANI SOIHIBOUDINE EECF »**

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000007-DE

FACTURE N°018

Le 20/06/2015

E.E.C.F. SOUHBOUDINE ATTOUMANI
58 Route Nationale 1
97615 Pamandzi
Telephone : 06 39 22 00 22
souhboudine@gmail.com
N° Siret : 824 051 930 00014

Facture n°18

Conseil Général de Mayotte
Maison d'archives
97615 Pamandzi

Travaux d'élagage et nettoyage
Maison d'archive - Pamandzi

DESIGNATION	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Terrain intérieur:				
Elagage des arbres + jacquier	ens	1	1 450 €	1 450 €
Nettoyage + évacuation à la déchèterie	ens	1	850 €	850 €
Terrain exterieur:				
Elagage des arbres et toute végétation	ens	1	1 225 €	1 225 €
Nettoyage + évacuation à la déchèterie	ens	1	775 €	775 €
Sous-Total :				4 300 €
			Solde à payer	4 300 €

Arrêtez de la présente facture à la somme de quatre mille trois cent euros.

Ali Said Attoumani

Certification de Service Fait
Date: 10/06/2018
Nom :
Signature

E.E.C.F.
Électricité et Courant Faible
58 route nationale - 97615 PAMANDZI
Tel : 0639 22 00 22
Siret : 824 051 930 00014

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procurations : 03
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 19
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00008

Relative au règlement d'accueil familial pour personnes âgées et adultes en situation de handicap

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME,

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération N°2059/2015/CD du 2 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur IBRAHIM RAMADANI Soibahadine en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente
Vu l'arrêté n°13/MCGVI/CD/2018 de décembre 2013 portant délégation de signature à Monsieur Mahafourou SAIDALI, Directeur Général des Services ;
Vu le schéma départemental de l'autonomie adopté le 4 février 2016 ;
Vu la délibération n°1436/2014/CP du 19 février 2014 relative au règlement d'intervention du dispositif d'accueil familial pour personnes âgées et adultes en situation de handicap ;
Vu la Convention au titre de la section IV du budget de la CNSA pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide a domicile, la formation des accueillants familiaux et l'accompagnement des proches aidants dans le département de Mayotte.

Considérant le rapport n°2020.CP-004347 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission action sociale, solidarité et santé en date du 29 janvier 2020

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider tel qu'il est soumis le règlement de l'accueil familial pour les personnes âgées et les personnes handicapées adultes.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Département à signer tous documents relatifs à la mise en œuvre du dispositif accueillant familial;

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

REGLEMENT DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL FAMILIAL POUR LES PERSONNES AGEES ET LES PERSONNES HANDICAPEES ADULTES

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

SOMMAIRE

1-L'agrément 4

1.1 Les conditions d'agrément 5

1.2 La demande d'agrément 6

1.3 Le dossier d'agrément 7

1.4 La décision d'agrément 7

1.5 La modification d'agrément 8

1.6 La procédure de retrait ou de restriction d'agrément 9

1.7 - La formation

1.8 – Le statut de l'accueillant familial 10

2-L'organisation de l'accueil 11

2.1 - Le contrat d'accueil 11

Composition du contrat 12

Nature du contrat 13

Période d'essai 13

Contentieux 13

2.2 - Les conditions de rémunération 13

La rémunération journalière des services rendus et l'indemnité de congés. 14

L'indemnité en cas de sujétions particulières 14

L'indemnité représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie 14

L'indemnité représentative de mise à disposition de la ou (des) pièce(s) réservée(s) à la personne accueillie 14

2.3 Modalités spécifiques de règlement applicables en cas d'absence **15**

Absence de la personne accueillie 15

Absence de l'accueillant familial 15

2.4 - Le suivi de la personne accueillie et le contrôle de l'accueillant familial 16

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

2.5 - Les obligations des parties

La personne accueillie 17

L'accueillant familial 17

3-Les aides en accueil familial 18

3.1 - L'aide sociale à l'hébergement 18

La nature de la prestation 20

La demande 20

La décision 20

L'obligation alimentaire 21

L'Hypothèque légale 21

Le recours en récupération 21

3.2 - La prise en charge des frais de l'accueil au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA): Articles L232-5 et R232-8 du CASF 21

La nature de la prestation 21

Le plan d'aide 22

Les modalités de calcul 23

3.3 - La prise en charge des frais de l'accueil familial au titre de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) : Articles L. 245-1 et suivants et R. 245-1 et suivants du CASF 24

La nature de la prestation 24

Les modalités de calcul 24

ANNEXES 25

L'accueil des particuliers à domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou de personnes handicapées adultes n'appartenant pas à leur famille jusqu'au 4° degré inclus, est réglementé par le Code de l'action sociale et des familles. Sa mise en œuvre est placée sous le contrôle du Président du Conseil Départemental **(article L441-1 du CASF).**

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

L'agrément

Une personne ou un couple doit être agréé par le Président du Conseil Départemental pour accueillir à son domicile, à titre onéreux, des personnes âgées ou des personnes adultes handicapées. Le candidat à l'agrément doit être en mesure d'offrir toutes les conditions de sécurité matérielle et morale à la personne accueillie. L'agrément peut être accordé à une personne seule ou à un couple. La notion de couple désigne deux personnes qui partagent le même foyer sans qu'elles soient obligatoirement mariées, pacsées ou en concubinage.

La personne ou le couple agréé est dénommé(e) « accueillant familial ».

L'accueillant familial peut accueillir des personnes âgées de 60 ans et plus et des personnes handicapées adultes (à partir de 20 ans) reconnues par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) qui n'appartiennent pas à la famille de l'accueillant jusqu'au quatrième degré inclus. L'agrément est limité à 3 personnes, qu'il soit demandé par une personne seule ou par un couple.

Degrés de parenté

Le tableau ci-dessous résume les degrés de parenté jusqu'au quatrième degré (cf. articles 741 à 750 du code civile). Les liens de parenté s'établissent par le nombre de générations, chacune s'appelant un « degré ».

Rang	0	1	2	3	4
0	**Accueillant**	Enfants	Petits enfants	Arrière petits enfants	Arrière arrière petits enfants
1	Parents	Frères/Sœurs	Neveux/Nièces	Petits neveux/ Petites nièces	
2	Grands parents	Oncles/Tantes	Cousins/Cousines		
3	Arrières grands parent	Arrières grands oncles Arrières grandes tantes			
4	Arrière arrière grands parents				

Cas exceptionnel

L'accueil d'un proche serait autorisé dans les cas suivants :

- S'il n'y a pas de places d'accueil disponibles ailleurs ;

- En cas d'isolement où l'accueillant familial est la seule personne en lien avec la personne accueillie.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

1.1 Les conditions d'agrément

Toute personne souhaitant accueillir à son domicile, à titre onéreux, de manière temporaire ou permanente, à temps complet ou partiel, de personnes âgées ou personnes handicapées adultes doit faire une demande d'agrément auprès du Président du Conseil Départemental de Mayotte.

L'agrément peut être accordé si la personne ou le couple:

► Est en mesure d'offrir les conditions d'accueil garantissant la protection de la santé, la sécurité, le bien-être physique et moral des personnes accueillies;

► Dispose d'un logement dont l'état, les dimensions et l'environnement répondent aux normes de l'accueil familial. Il doit disposer au moins d'une pièce principale d'une surface habitable au moins égale à 9 m² et à 16 m² pour un couple et d'une hauteur sous plafond au moins égale à 2,20 m. Il doit aussi comporter un minimum d'équipements tels que :

- Une installation d'alimentation en eau potable assurant à l'intérieur du logement la distribution avec une pression et un débit suffisant pour l'utilisation normale de ses locataires.

- Des installations d'évacuation des eaux ménagères et des eaux-vannes empêchant le refoulement des odeurs et des effluents et munies de siphon.

- Une cuisine ou un coin cuisine aménagée de manière à recevoir un appareil de cuisson et comprenant un évier raccordé à une installation d'alimentation en eau et à une installation d'évacuation des eaux usées.

- Une installation sanitaire intérieure au logement comprenant un WC, séparée de la cuisine et de la pièce où sont pris les repas, et un équipement pour la toilette corporelle, comprenant une baignoire ou une douche, aménagé de manière à garantir l'intimité personnelle, alimenté en eau et muni d'une évacuation des eaux usées. L'installation sanitaire d'un logement d'une seule pièce peut être limitée à un WC extérieur au logement à condition que ce WC soit situé dans le même bâtiment et facilement accessible.

- Un réseau électrique permettant l'éclairage suffisant de toutes les pièces et des accès ainsi que le fonctionnement des appareils ménagers courants indispensables à la vie quotidienne.

Les personnes accueillies doivent pouvoir entrer et sortir facilement dans le logement et pouvoir se déplacer à l'extérieur. Le logement doit garantir la sécurité et la santé des personnes accueillies en proposant des éléments de confort et d'équipement adaptés à leur état.

L'accueil s'effectue au domicile de l'accueillant qui peut être propriétaire ou locataire de son logement. La personne accueillie doit aussi pouvoir bénéficier des pièces communes afin de participer pleinement à la convivialité du lieu d'accueil.

► S'engage à suivre une formation initiale et continue d'au moins 35 heures lui permettant d'acquérir les bases nécessaires à l'exercice de son activité. Les formations sont financées et organisées par le Président du Conseil Départemental. Elles peuvent aussi être confiées à un organisme de formation agréé.

► Accepte que soient effectuées à son domicile toutes les visites et actions nécessaires pour assurer un suivi social et médico-social des personnes accueillies.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

► Assure la continuité de l'accueil, en proposant notamment, dans le cadre [illegible] de remplacement satisfaisantes pour les périodes de congés et d'absences par la désignation d'une ou plusieurs personnes de confiance. Ces personnes fourniront au Conseil Départemental les pièces administratives requises et se rendront disponibles pour des entretiens.

► Justifie d'un contrat de responsabilité civile comprenant des dispositions spécifiques s'appliquant aux dommages subis par les victimes pendant la durée du contrat d'accueil.

Le président du Conseil Départemental peut recueillir ces engagements par écrit (annexe 4).

1.2 La demande d'agrément

La personne ou le couple qui souhaite obtenir l'agrément doit adresser une demande au Président du Conseil Départemental de Mayotte à l'adresse suivante :

Conseil départemental de Mayotte

DGA Pôle des Solidarités

Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées

8 Boulevard Halidi Sélémani, B-P 101, 97600 MAMOUDZOU,

La personne ou le couple sera alors invité(e) à participer à une réunion d'information collective où seront évoquées des informations liées au dispositif. Une rencontre individuelle sera organisée si c'est une candidature unique. Pour celui qui souhaite poursuivre la procédure une notice d'information ainsi que le dossier de demande d'agrément lui sont fourni.

La loi n'a pas prévu de limite d'âge pour l'exercice de l'accueil familial. Cependant, afin de pouvoir garantir les conditions de sécurité et de bien-être des personnes accueillies, le Président du Conseil Départemental demandera à tout accueillant familial âgé de 65 ans et plus de fournir un certificat médical attestant que le demandeur est en capacité d'exercer son activité.

1.3 Le dossier d'agrément

Le dossier de demande d'agrément contient des éléments et documents permettant au candidat de bien prendre la mesure des implications de l'activité d'accueillant familial. Une liste de pièces à fournir concernant le candidat et le(s)remplaçant(s) figure en annexe 1 ainsi qu'un modèle de certificat médical (annexe 5). Le dossier complet est à retourner, dater et signer avec les pièces constitutives à l'adresse ci-dessus.

Le Président du Conseil Départemental dispose d'un délai de dix jours pour en accuser réception ou, si la demande est incomplète, pour indiquer les pièces manquantes dont la production est indispensable à l'instruction de la demande.

A la réception du dossier, les candidats ainsi que les remplaçants sont évalués par une équipe composée de travailleurs sociaux et de psychologue au domicile du candidat et/ou au bureau des

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

professionnels. Elle va apprécier les conditions du logement, son environ candidat à exercer le métier d'accueil familial.

Les rapports synthétiques des différents entretiens et visites à domicile sont présentés à la commission consultative d'agrément qui est composée comme suit:

- Du Directeur des personnes âgées et personnes handicapées (DPAPH) ou de son représentant ;

- Du Directeur des prestations sociales (DPS) ou de son représentant ;

- Du Directeur de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) ou de son représentant ;

- D'un représentant des associations de familles.

Cette commission est amenée à évoluer afin de rassembler un grand nombre d'acteurs œuvrant auprès du public visé.

La commission consultative d'agrément émet un avis pouvant aider le Président du Conseil Départemental à prendre sa décision.

1.4 La décision d'agrément

La décision d'agrément fait l'objet d'un arrêté du Président du Conseil Départemental au vue des conditions d'accueil, d'accorder ou de refuser un agrément.

En cas d'accord, la décision notifiée au demandeur va préciser :

- Le nom et l'adresse de la personne concernée ;

- Le nombre de personnes susceptibles d'être accueillie, dans la limite de trois en précisant la répartition entre les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;

- Si c'est un accueil permanent ou un accueil à temps partiel ;

- La période de validité de l'agrément.

L'agrément est accordé pour une période de cinq ans renouvelable. L'agrément accordé pour un couple n'est plus valable en cas de séparation.

Le refus d'agrément est prononcé lorsqu'une ou plusieurs des conditions d'agrément ne sont pas remplies et un arrêté de rejet est établi. Tout refus d'agrément doit être motivé (cf. article R441-4 du CFAS).

S'il y a une décision de refus ou retrait d'agrément, le candidat doit attendre un délai d'un an avant de procéder à une nouvelle demande.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

1.5 La modification d'agrément

L'agrément peut être modifié à la demande de l'accueillant familial ou du Président du Conseil Départemental :

► A la demande de l'accueillant familial par lettre recommandée avec avis de réception:

- Lorsqu'il change de résidence, il doit notifier sa nouvelle adresse au Président du Conseil Départemental de Mayotte au moins un mois avant son emménagement. Ce dernier doit s'assurer que les conditions générales d'accueil restent remplies.

- Lorsqu'il change de département de résidence, il informe dans le même délai de Président du Conseil Départemental du nouveau département de résidence, en joignant une copie de l'arrêté d'agrément. Le Président du Conseil Départemental du département d'origine transmet à la demande du Président du Conseil Départemental du nouveau département de résidence de l'accueillant familial, le dossier.

- Pour une modification du nombre de personnes accueillies et la répartition entre personnes âgées et personnes en situation de handicap. L'appréciation de la demande est faite au regard des conditions matérielles, l'expérience, l'environnement familial et social de l'accueillant.

- Sur le mode d'accueil (permanent/temporaire, temps complet/temps partiel).

► La modification de l'agrément peut aussi être à l'initiative du département si la situation de l'accueillant ne permet plus le maintien de l'agrément dans les conditions initiales.

Le renouvellement d'agrément provient dans l'année qui précède la date d'échéance de l'agrément ou de renouvellement de l'agrément. Le Président du Conseil Départemental va informer, par courrier, l'accueillant familial qu'il présente une demande de renouvellement d'agrément au moins quatre mois avant la date de l'échéance.

La demande de renouvellement d'agrément est déposée et instruite dans les mêmes conditions et procédures que la demande initiale. Le renouvellement est accordé pour une nouvelle période de 5 ans.

1.6 La procédure de retrait ou de restriction de l'agrément

L'agrément peut être retiré au terme d'un délai de trois mois après que le Président du Conseil Départemental a mis l'accueillant familial en demeure.

Le Président du Conseil Départemental doit solliciter l'avis de la commission consultative s'il envisage de retirer ou de restreindre un agrément. Il sollicite son avis en lui indiquant le contenu de l'injonction préalable et les motifs de la décision envisagée. Toutefois, cette procédure n'est pas applicable en cas d'urgence. Le Président du Conseil Départemental peut, dans ce cas, retirer l'agrément sans injonction préalable ni consultation de la commission consultative de retrait d'agrément.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

La décision de non renouvellement d'un agrément ne fait pas l'objet d'une procédure devant cette commission.

L'accueillant familial concerné est informé un mois au moins avant la date de la réunion de la commission, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, des motifs de la décision envisagée à son encontre. Il est invité à présenter à la commission ses observations par écrit ou à en faire part lors de la réunion de la commission. Il peut se faire assister par deux personnes de son choix.

La commission consultative de retrait d'agrément est composée comme suit :

- Des représentants du Conseil Départemental de Mayotte :

- Des représentants des associations et organisations représentant les personnes âgées et des associations représentant les personnes handicapées et leurs familles ;

- Des personnes qualifiées dans le domaine de la prise en charge sanitaire et sociale des personnes âgées et des personnes handicapées.

Toute décision de retrait ou de restriction d'agrément fait l'objet d'un arrêté du Président du Conseil Départemental. La restriction d'agrément doit être comprise comme une décision visant à modifier, en le diminuant, le nombre de personnes susceptibles d'être accueillies par l'accueillant familial. La décision de restriction d'agrément fait l'objet de la même procédure que la décision de retrait.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours administratif porté devant le Président du Conseil Départemental de Mayotte et/ ou d'un recours contentieux porté devant le tribunal administratif de Mamoudzou.

Le demandeur doit effectuer son recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la réception de la notification de décision. Il dispose, pour le recours contentieux, d'un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ou de la décision rendue suite au recours gracieux.

1.7 - La Formation : Décret n° 2017-552 du 14 avril 2017 relatif à la formation des accueillants familiaux

L'engagement de suivre une formation est une des conditions de l'obtention de l'agrément. Toute absence doit être justifiée.

L'organisation de la formation est sous la responsabilité du Conseil Départemental qui peut, lui-même, la dispenser ou faire appel à un organisme de formation agréé par l'Etat. Il peut aussi intervenir sur le paiement des frais de remplacement associés à l'absence de l'accueillant familial poursuivant une formation sur la base d'un forfait de remplacement fixé à un coût journalier de 70 €.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

La délivrance d'une attestation permettra à l'accueillant de justifier de la [illegible]. C'est une formation initiale et continue d'au moins une semaine. Cette formation est constituée d'apports de connaissances théoriques sur l'accompagnement des personnes âgées et handicapées, de réflexion sur les différents aspects de l'accueil familial, sur les problématiques générales rencontrées avec le public accueilli. Les séances de formations concerneront aussi bien les accueillants familiaux, les personnes accueillies et les aidants familiaux.

Lors du premier renouvellement d'agrément, l'accueillant familial doit justifier de sa présence aux différents temps de formation, par une attestation qu'il joindra au moment de sa demande de renouvellement.

1.8 - Le statut de l'accueillant

Deux situations sont possibles pour l'accueillant familial : d'une part, le salariat par une personne morale de droit public ou de droit privé et, d'autre part, l'accueil direct qualifié de gré à gré.

► Le salariat

Pour être salarié d'une personne morale de droit public ou de droit privé, l'accueillant familial doit être préalablement agréé par le président du conseil général.

La personne morale de droit public ou de droit privé souhaitant salarier des accueillants familiaux doit avoir reçu l'accord du Président du Conseil Départemental. Les dispositions du Code du travail qui s'appliquent au statut de l'accueillant familial salarié sont visées à l'article L. 444-2 du Code de l'action sociale et des familles. Certaines dispositions propres à cette activité sont toutefois inscrites dans le Code de l'action sociale et des familles. L'accueillant familial salarié par une personne morale bénéficie des conditions spécifiques du salariat.

► L'accueil direct (gré à gré)

Les accueillants familiaux qui le souhaitent peuvent exercer leur activité en gré à gré sur la base d'un contrat d'accueil à titre onéreux conforme au contrat type annexe n° 3-8-1 visée à l'article D. 442-3 du CASF.

L'organisation de l'accueil

L'accueil peut être permanent ou temporaire, à temps complet ou à temps partiel. Lorsque l'accueil prévu est permanent, le contrat est conclu pour une durée d'un an avec une période probatoire d'un mois renouvelable pour un contrat à compter de la date d'arrivée de la personne accueillie.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Lorsque l'accueil prévu est temporaire, le motif de l'accueil temporaire notamment de vacances, d'un retour d'hospitalisation, d'un droit de répit, de congés de l'accueillant familial.

Lorsque, en outre, l'accueil est à temps partiel, les modalités de l'accueil à temps partiel sont précisées dans le contrat, il conviendra d'indiquer s'il s'agit notamment d'un accueil de jour, d'un accueil séquentiel de semaine hors week-end ou d'un accueil de week-end.

L'accueil d'une personne ayant une activité la conduisant à être absente du domicile de l'accueillant familial la journée, mais qui revient chaque soir, est considéré comme un accueil à temps complet.

Le nombre de personnes accueillies simultanément, de manière permanente ou temporaire pour un accueil à temps complet ou pour un accueil à temps partiel, ne peut dépasser le nombre mentionné par la décision d'agrément, soit trois.

2.1 Le contrat d'accueil

Toute personne accueillie au domicile d'un accueillant familial ou, s'il y a lieu, son représentant légal, passe avec ledit accueillant un contrat écrit. Il doit être conforme au modèle de contrat type fixé par le décret n°2010-928 du 3 août 2010.

Composition du contrat

Ce contrat précise:

- Les obligations morales et matérielles de l'accueillant familial,

- Les obligations d'assurance,

- Les dispositions financières de l'accueil,

- Les droits en matières de congés annuels des accueillants, les noms et coordonnées des remplacements en cas d'absence de l'accueillant familial,

- Le suivi social et médico-social de la personne accueillie,

- La formation et le contrôle de l'accueillant,

- La durée de la période d'essai d'un mois renouvelable une fois, le délai de prévenance d'au moins deux mois, la dénonciation et les modalités de rupture du contrat,

- La durée de validité du contrat et la date d'arrivée de la personne accueillie

- Le règlement des litiges.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Ce contrat doit être établi en 3 exemplaires originaux destinés à l'a[illegible] Président du Conseil Départemental, aux services départementaux situés à l'adresse suivante pour information:

Conseil départemental de Mayotte, DGA Pôle de Solidarités, Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées, service Evaluation de l'Autonomie, Bureau Accueillant Familial (à côté de NOSSI) KAWENI 97600 MAMOUDZOU,

Nature du contrat

C'est un contrat de gré à gré qui relève du droit privé et non du droit de travail dispensant à l'accueillant familial de bénéficier des allocations chômages. Il doit être signé à l'arrivée de la personne accueillie chez l'accueillant familial. Il est conclu pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction. Il peut comporter des annexes qui doivent être listées et numérotées (attestation d'assurance, inventaires des meubles et du trousseau de la personne accueillie, état des lieux, …)

Toute modification du contrat d'accueil doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties et transmis au Président du Conseil Départemental.

Période d'essai

Une période d'essai d'un mois renouvelable une fois peut être observée à compter de la date d'arrivée de la personne accueillie au domicile de l'accueillant. Les parties peuvent librement mettre fin au contrat pendant cette période.

Au-delà de la période d'essai, les deux parties doivent respecter un préavis d'une durée d'au moins égale à deux mois. Chaque partie doit notifier par écrit sa décision à l'autre. Les frais d'accueil sont dus dans leur totalité si la personne reste au domicile de l'accueillant familial. Les indemnités pour sujétions particulières et l'indemnité d'entretien ne sont pas payées si la personne accueillie a quitté le domicile de l'accueillant familial. Le délai de préavis n'est pas exigé dans les cas suivants :

- Non renouvellement de l'agrément de l'accueillant familial ;

- Retrait de l'agrément de l'accueillant familial ;

- Cas de force majeure.

Contentieux

Les litiges relatifs au contrat d'accueil n'ayant pas obtenu un accord amiable relève de la compétence du tribunal d'instance de Mamoudzou.

Il est rappelé que le Président du Conseil Départemental de Mayotte n'est pas l'employeur de l'accueillant familial.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

2.2 Les conditions de rémunération

L'accueil familial s'exerce à titre onéreux moyennant le versement d'une rémunération. La personne accueillie ou son représentant légal se charge de l'établissement de bulletins paie et des différentes démarches administratives.

Les services du Conseil Départemental peuvent les accompagner en cas de nécessité. Le contrat précise la nature et les conditions matérielles et financières de l'accueil et prévoit une rémunération basée sur les éléments suivants:

- La rémunération journalière des services rendus et l'indemnité de congés.

La rémunération journalière est fixée en référence à la valeur horaire du salaire minimum interprofessionnel en vigueur à Mayotte. Elle ne peut être inférieure à 2,5 fois la valeur du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). Le montant évolue en fonction de la revalorisation du SMIG. Afin d'éviter les modifications mensuelles afférentes à l'alternance des mois de 30 et 31 jours, le calcul de la rémunération mensuelle est lissée sur une période de 30,5 jours par mois. Un mode de calcul sera appliqué lorsque les congés ne seront pas pris.

L'indemnité de congés payés est calculée sur la base de la rémunération journalière des services rendus. Cette indemnité est versée mensuellement et correspond à 10% du montant de la rémunération des services rendus.

La rémunération journalière pour service rendu et l'indemnité de congé sont soumises aux dispositions fiscales relatives aux salaires et donnent lieu à prélèvement de cotisations sociales au même titre que les salaires.

- L'indemnité en cas de sujétions particulières

L'indemnité est justifiée par la présence renforcée de l'accueillant ou sa disponibilité accrue pour assurer certains actes de la vie quotidienne en fonction du handicap ou de la perte d'autonomie. Elle est comprise entre 0,37 et 1,48 fois le SMIG horaire. Les sujétions particulières peuvent être analysées par l'équipe médico-sociale de la Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées. Un compte rendu de l'évaluation fait l'objet d'un avenant au contrat d'accueil.

L'indemnité de sujétions particulières est imposable.

- L'indemnité représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie

Cette indemnité correspond au remboursement des frais liés aux besoins courant de la personne accueillie tels que les produits alimentaires, les produits d'entretien et d'hygiène (à l'exception des produits d'hygiène à usage unique), l'électricité, l'eau, les frais de transports de proximité, etc. Elle doit être comprise entre 0,74 et 1,85 fois le SMIG horaire.

L'indemnité représentative des frais d'entretien courant n'est pas soumise aux dispositions fiscales sur les salaires et n'est pas imposable.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

- L'indemnité représentative de mise à disposition de la (ou des) pièce(s) accueillie

Le montant de cette indemnité est fixé d'un commun accord entre l'accueillant familial et la personne accueillie ou son représentant en tenant compte des éléments de confort offerts par le logement (surface, équipement, élément de confort, environnement, …) et du prix moyen des locations dans le secteur et de l'indice du coût de l'Indice de Référence des Loyers (IRL).

Le Président du Conseil Départemental dispose d'un droit de contrôle sur le montant de cette indemnité qui, si son montant est manifestement abusif, peut constituer un motif de retrait d'agrément.

L'indemnité n'est pas imposable.

2.3 Modalités spécifiques de règlement applicables en cas d'absence

Absence de la personne accueillie pour :

► Une hospitalisation

L'absence en cas d'hospitalisation de la personne accueillie donne lieu aux dispositions suivantes :

- Avant 30 jours d'hospitalisation, la rémunération pour service rendus, l'indemnité de congés payés et le loyer sont maintenues, l'indemnité en cas de sujétions particulières et l'indemnité d'entretien ne sont pas versées.

- Au-delà de 30 jours consécutifs d'hospitalisation, la personne accueillie et/ou son représentant légal et l'accueillant familial détermine par écrit s'ils poursuivent l'accueil ou pas. Il n'y a pas d'indemnité de préavis s'ils décident de mettre fin à l'accueil.

► Un décès : l'accueillant familial perçoit, dans son intégralité, la rémunération journalière pour services rendus, l'indemnité de congé, le cas échéant l'indemnité en cas de sujétions particulières et l'indemnité représentative de frais d'entretien courant de la personne accueillie jusqu'au jour du décès inclus. L'indemnité représentative de mise à disposition de la ou des pièces réservées à la personne accueillie est perçue jusqu'à la date de libération de la pièce mise à disposition, qui doit être libérée dans un délai maximum de 15 jours.

► Une convenance personnelle (à préciser) : le montant des frais d'accueil représentative de la mise à disposition de(s) la pièce(s)réservée(s) à la personne accueillie est maintenue.

Absences de l'accueillant familial

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Dans la limite du droit au congé tel que défini à l'article L.3141-3 du code [illegible] demi ouvrables par mois de travail, l'accueillant familial peut s'absenter si une solution permettant d'assurer la continuité de l'accueil est mise en place.

Toute absence de l'accueillant familial de plus de 48 heures doit être signalée par écrit aux services de la DPAPH.

► Si la personne accueillie reste au domicile de l'accueillant familial :

La rémunération pour services rendus, l'indemnité de congé et, le cas échéant, l'indemnité en cas de sujétions particulières ne sont pas versées par la personne accueillie à l'accueillant familial mais à son remplaçant. Les sommes perçues sont soumises au régime fiscal et de cotisations sociales obligatoires des salaires.

L'indemnité représentative de frais d'entretien courant de la personne accueillie et l'indemnité représentative de mise à disposition de la ou des pièce(s) réservée(s) à la personne accueillie restent versées à l'accueillant familial.

► Si la personne accueillie est hébergée chez le remplaçant :

L'ensemble des frais d'accueil est versé au remplaçant dans les mêmes conditions que celles arrêtées avec l'accueillant familial.

► S'il s'agit d'une absence liée à un arrêt maladie ou un accident de travail :

L'accueillant familial fait valoir ses droits aux indemnités journalières au titre de l'assurance maladie.

La personne accueillie peut chercher une autre solution d'hébergement ou rester chez l'accueillant familial.

2.4 - Le suivi de la personne accueillie et le contrôle de l'accueillant familial

Le suivi social et médico-social de la personne accueillie et le contrôle de l'accueillant familial et de son remplaçant sont de la compétence du Président du Conseil Départemental.

Les accueillants familiaux et les personnes accueillies sont accompagnés par les équipes de la DPAPH pendant toute la durée de l'accueil. Des visites, sur des prises de rendez-vous ou réalisées de façon inopinée, sont effectuées tous les mois, et plus régulièrement si nécessaire, au domicile de l'accueillant familial.

► Le suivi permet de s'assurer du bien-être des personnes accueillies et de la qualité de la prise en charge. Il porte sur un accompagnement de la situation dans sa globalité. L'accueillant familial est tenu d'informer les services compétents des modifications importantes concernant sa situation

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

familiale, l'état de son logement, la vie des pensionnaires et tout évènement susceptible de modifier la continuité de l'accueil.

► Le contrôle porte sur les conditions matérielles, morales et sanitaires. Les agents du Conseil Départemental peuvent demander à l'accueillant familial l'accès à son logement. La mission de contrôle doit s'étendre au remplaçant aux mêmes règles que l'accueillant familial qu'il remplace. Toute modification quant à l'identité des remplaçants ou des conditions d'accueil doit être communiquée par écrit à la DPAPH dans un délai d'un mois.

2.5 - Les obligations des parties

L'accueillant familial et la personne accueillie sont tenus de souscrire un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile en raison des dommages subis par les tiers et les biens. L'attestation d'assurance doit être transmise à la DPAPH chaque année.

La personne accueillie

La personne accueillie doit veiller au respect de la vie privée et de l'intimité de la famille d'accueil et devra :

- Tenir compte des règles habituelles de vie quotidienne de la famille, chaque fois que c'est possible ;

- Tenir compte de ses absences à l'accueillant familial ;

- Adopter une attitude respectueuse sans violence verbale ni physique envers l'accueillant familial et ses proches ainsi que les autres personnes accueillies ;

- Transmettre les informations nécessaires à la mise en œuvre de la prise en charge ;

- Garantir la liberté d'opinion politique, morale et religieuse de chacun.

La personne accueillie ou son représentant doit respecter les dispositions financières et de règlement établies dans le contrat d'accueil.

La personne accueillie doit demander son affiliation à la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte (CSSM) en tant qu'employeur. Les cotisations salariales sont celles du régime général et sont calculées sur la rémunération journalière des services rendus majorée de l'indemnité de congé, et le cas échéant, de l'indemnité en cas de sujétions particulières.

Le contrat d'accueil ne relevant pas des dispositions du code du travail, la personne accueillie ne verse pas les cotisations chômages.

L'accueillant familial

La famille d'accueil doit veiller au respect de la vie privée et à l'intimité et aux libertés fondamentales des personnes accueillies. Elle est garante de leur sécurité et de leur bien-être et devra:

- Garantir la mise à disposition d'une pièce répondant aux critères de l'agrément ;

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

- Adopter une attitude respectueuse sans violence verbale ni physique en [illegible] sa famille et ses amis ;

- Garantir la continuité de l'accueil en proposant une solution satisfaisante en cas d'absence dans le respect des désirs et des besoins de la personne accueillie ;

- Garantir l'accès aux soins, en temps utile, tout en respectant le libre choix du médecin, des auxiliaires médicaux ou du lieu d'hospitalisation en lien avec la famille ou l'équipe d'accompagnement ;

- Garantir la liberté d'opinion politique, morale ou religieuse.

L'accueillant familial doit également assurer l'ensemble des prestations nécessaires à l'hébergement, la restauration et l'entretien de la personne accueillie.

L'accueillant familial, son conjoint ou concubin, ses descendants en ligne directe, ne peuvent profiter de dispositions entre vifs ou testamentaires en leur faveur par la ou les personne(s) qu'ils accueillent que dans les conditions fixées à l'article 909 du code civil.

Les accueillants familiaux sont affiliés obligatoirement aux assurances sociales du régime général leur permettant pour un accueil à temps complet, de prétendre aux prestations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et vieillesse.

Les aides en accueil familial

3.1 - L'aide sociale à l'hébergement

L'agrément délivré pour l'accueil de personnes âgées ou handicapées vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, sauf disposition contraire.

Toute personne âgée de 65 ans ou de 60 ans inapte au travail ou personne handicapée adulte ayant son domicile de secours à Mayotte qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour payer ses frais d'accueil peut prétendre au bénéfice de l'aide sociale.

Le domicile de secours s'acquiert par une résidence habituelle de trois mois dans un département. Il s'agit du dernier domicile de la personne. Cela ne concerne pas les personnes admises dans des établissements sanitaires et sociaux, ou accueillies, à titre onéreux ou au titre de l'aide sociale au domicile d'un particulier agréé ou faisant l'objet d'un placement familial.

Le placement familial au titre de l'aide sociale donne lieu à une prise en charge de la rémunération sur la base de 30,50 jours :

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

► Rémunération journalière pour services rendus sur la base de 2,5 fois [illegible]. Cette indemnité est majorée de 10% correspondant à la prise en charge des congés payés. Les cotisations sociales afférentes à cette indemnité sont également prises en charge par l'aide sociale.

► Indemnité de sujétion particulière comprise entre 0,37 fois et 1,48 fois le SMIG par jour, selon le GIR pour les personnes âgées et selon le niveau de sujétions pour les personnes en situation de handicap.

Personnes âgées	**Personnes handicapées**
GIR 4: 0,37 X SMIG	Sujétion 1 : 0,37X SMIG
GIR 3: 0,74 X SMIG	Sujétion 2 : 0, 74 X SMIG
GIR 2: 1,11 X SMIG	Sujétion 3 : 1,11 X SMIG
GIR1: 1,48 X SMIG	Sujétion 4 : 1, 48 X SMIG

► Indemnité représentative de frais d'entretien courant respectivement égaux à 74% et 1,85 fois le salaire minimum interprofessionnel garanti(SMIG) par jour.

► Indemnité représentative de mise à disposition de la ou des pièce(s) réservée(s) à la personne accueillie fixée en fonction de l'indice des loyers et du confort de la manière suivante :

Pour les chambres de 9 à 15 m2

- cat 1 : 100% =185€

-cat2 : 80%=148€

- cat 3 : 60%=111€

Pour les chambres de 16 m 2 et plus ou disposant d'éléments de confort comme suit :

- cat 1 : 100% =210€

-cat2 : 80%=168€

- cat 3 : 60%=126€

Les éléments de confort de la ou des pièce(s) réservée(s) à l'accueil		
Catégorie 1	**catégorie 2**	**catégorie 3**
Chambre individuelle avec sanitaires individuels	Chambre individuelle avec sanitaires individuels	Chambre individuelle sans sanitaires individuels
Proximité de ressources	Proximité de ressources	Proximité de ressources
Télévision individuelle	Télévision collective	Télévision collective
Transport de proximité	Transport de proximité	Transport de proximité
Climatisation	Climatisation	

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Jardin	Jardin	
Varangue	Varangue	
Piscine		

La nature de la prestation

L'aide sociale au titre de l'accueil familial peut également intervenir au regard d'un plafond constitué par la rémunération et des indemnités précités et des ressources des postulants (la personne accueillie y compris celles résultant de l'obligation alimentaire). Ces ressources sont déduites du montant de l'aide sociale. Le demandeur doit pouvoir s'acquitter des dépenses liées au frais:

- De tutelle ;

- D'assurance responsabilité civile;

- De cotisations sociales ;

- De cotisations mutuelles fixées par le Président du Conseil Départemental.

► La personne âgée doit conserver à sa libre disposition d'une somme « argent de poche » au moins égale au dixième de ses ressources, ainsi qu'au centième du montant annuel des prestations minimales de vieillesse arrondi à l'euro le plus proche. Compte tenu du contexte social et du faible montant de l'ASPA à Mayotte, il convient de ramener le montant du minimum légal à 2% du montant annuel des prestations minimales de vieillesse.

► Pour la personne en situation de handicap, la contribution varie en fonction du statut. Les règles de participation demeurent identiques à celles de personnes accueillies en établissement médico-social. Le montant laissé à la disposition de la personne accueillie peut être inférieur à 30% de l'AAH à taux plein pour les non travailleurs et inférieur à 50% de l'AAH à taux plein pour les travailleurs.

La demande

Le dossier de demande d'aide sociale doit être retiré et déposé auprès du centre communal d'action sociale (CCAS), ou de la mairie de la commune de résidence du demandeur. Dans le mois suivant le dépôt, la demande est transmise au Président du Conseil départemental, à la direction des prestations sociales pour instruction.

La direction des prestations sociales enregistre la demande, vérifie la recevabilité administrative et la complétude du dossier. Une évaluation des besoins du demandeur est ensuite réalisée par les équipes de la direction des personnes âgées et des personnes handicapées.

La décision

La décision d'admission est prise par le Président du Conseil départemental pour une durée de quatre ans. La date d'effet de la prise en charge des frais d'accueil peut débuter à compter de la date d'arrivée chez l'accueillant familial à condition qu'une demande ait été déposée dans les deux mois suivant cette date. Le bénéficiaire peut faire une demande de renouvellement trois mois avant la

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

date d'échéance de son aide sociale. La décision du président du conse[illegible] l'objet de recours conformément à l'article 52 du RDAS.

L'obligation alimentaire

Il est fait recours à l'obligation alimentaire dans les conditions de l'aide sociale légale conformément à l'article 44 du RDAS.

En cas de désaccord des obligés alimentaires, la décision d'admission sera prise par le Président du Conseil Départemental en attendant la décision du juge aux affaires familiales qui est saisi concomitamment à la décision d'admission.

L'accueil familial des personnes en situation de handicap n'est pas soumis à l'obligation alimentaire.

L'hypothèque légale

L'inscription d'une hypothèque légale sur les immeubles du bénéficiaire peut être demandée par le Président du Conseil Départemental afin de garantir les recours prévus à l'article L.132-8 du code de l'action sociale et des familles.

Le recours en récupération

Les sommes versées au titre de l'aide sociale à l'hébergement en accueil familial font l'objet de recours en récupération conformément aux dispositions applicables à l'aide sociale légale et aux articles 54 à 58 du RDAS en cas de :

- Retour à meilleur fortune (dès le 1er euro),

- Donations intervenues postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les 10 ans qui ont précédé la demande (dès le 1er euro)

- Succession du bénéficiaire (dès le 1er euro)

3.2 - La prise en charge des frais de l'accueil au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) : Articles L 232-5 et R 232-8 du CASF

La nature de la prestation

Si le degré de perte d'autonomie le justifie, les personnes âgées accueillies chez un accueillant familial agréé peuvent bénéficier de l'APA à domicile. Les conditions d'attribution, d'instruction et d'admission demeurent par conséquent identiques à celles de l'APA à domicile.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

La perte d'autonomie de la personne âgée est évaluée sur son lieu de vie par l'accueillant familial et un plan d'aide doit lui être proposé par l'équipe médico-sociale. Le début de la prise en charge doit correspondre à la date d'entrée, sous réserve que le dossier soit constitué concomitamment à l'entrée en famille d'accueil ou dans un délai maximum d'un mois calendaire.

Lorsque la personne âgée bénéficie déjà l'APA à domicile avant son intégration en accueil familial, elle doit demander au Conseil Départemental la modification de son plan d'aide. L'APA peut alors couvrir tout ou partie de la rémunération de l'accueillant familial.

Le plan d'aide

Le plan d'aide comprend :

► La rémunération du service rendu majorée de 10 % au titre des congés payés ;

► L'indemnité de sujétions particulières ;

► La prise en charge éventuelle des frais d'hygiène,

► La prise en charge des frais d'aides techniques,

► La prise en charge des dépenses d'adaptation de logement ;

► La prise en charge des autres dépenses concourantes liées à la perte d'autonomie du bénéficiaire telles que la préparation des repas, l'entretien du logement et du linge figurant dans le contrat type d'accueil familial.

►En cas d'hospitalisation, le plan d'aide est maintenu durant les 30 premiers jours et l'APA est versée comme suit :

- en deçà de 72 heures d'hospitalisation l'APA est maintenue

- au-delà de 72 heures d'hospitalisation l'APA est diminuée forfaitairement de 25%

- au-delà de 30 jours d'hospitalisation l'APA est suspendue et les modalités du contrat d'accueil doivent obligatoirement être revues dans le cadre d'un accueil de gré à gré.

►En cas de Famille d'accueil hors département de Mayotte, le dossier doit donc être déposé dans le département si le domicile de secours relève du Département de Mayotte. L'évaluation médico-sociale est demandée au département d'accueil par le département de Mayotte.

Le montant de l'APA auquel le bénéficiaire peut prétendre est calculé sur la base du règlement adopté par le département d'accueil. Les droits des personnes accueillies sont examinés par le département au regard de l'APA avant de l'être au titre de l'aide sociale à l'hébergement qui revêt un caractère subsidiaire.

Les modalités de calcul

Les modalités de calcul sont les suivantes pour la 1ère demande, la révision et le renouvellement :

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

► Rémunération des services rendus de 2,5 fois le SMIG sur la base de 30,50

► Indemnité de congés correspondant à 10 % de la rémunération des services rendus

► Les cotisations patronales afférentes seront également prises en charge

► Indemnité de sujétions particulières comprise entre 0,37 fois et 1,48 fois le SMIG /jour sur la base 30,50 et selon le degré de perte d'autonomie :

GIR 4: 0, 37 X SMIG

GIR 3: 0, 74 X SMIG

GIR 2: 1, 11 X SMIG

GIR1: 1, 48 X SMIG

En cas de prise en charge des frais d'accueil par l'aide sociale légale les éléments de la rémunération au titre de l'APA sont à déduire.

L'APA peut financer 30 jours d'accueil temporaire, dans les mêmes conditions que celles de l'APA à domicile non cumulable avec le financement par l'aide sociale de 2,5 jours par mois.

Il peut être envisagé, dans des situations particulières, tels que l'accueil simultané de plusieurs personnes âgées relevant des groupes de perte d'autonomie les plus lourds, ou en raison de difficultés ponctuelles rencontrées par l'accueillant familial pour faire face à la prise en charge des personnes accueillies, qu'une partie de l'APA soit affectée à la rémunération d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile.

S'agissant de l'adaptation du logement, seules les pièces réservées à la personne accueillie (chambre, sanitaires et salle de bains privés) pourraient faire l'objet d'une étude de prise en charge dans le cadre de l'APA. Les adaptations attachées à perpétuelle demeure ne seront pas prises en compte, car elles doivent être à la charge du propriétaire.

L'APA n'est soumise ni à l'obligation alimentaire, ni à la récupération sur succession.

3.3 - La prise en charge de l'accueil familial au titre de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) : Articles L. 245-1 et suivants et R. 245-1 et suivants du CASF

La nature de la prestation

La PCH est une prestation destinée à couvrir les dépenses liées à l'emploi d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie quotidienne et l'accompagnement à la vie sociale. La mise en œuvre de la PCH pour la personne handicapée hébergée chez un particulier, au titre de l'accueil familial, est considérée comme vivant à son domicile. La personne bénéficiaire de la PCH choisit l'aidant de son choix qui peut être l'accueillant familial. Outre le volet 1 « aide humaine » de la PCH, les volets 2

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

« aides techniques » et 4 « charges spécifiques /exceptionnelles » demandeur, en fonction des besoins relevés lors de l'évaluation à domicile par l'équipe pluridisciplinaire de la maison départemental des personnes handicapées.

► La valorisation des heures d'aide humaine effectuées par l'accueillant familial ne peut excéder la rémunération fixée dans le contrat d'accueil conclu avec l'accueillant familial, au titre de la rémunération journalière des services rendus et de l'indemnité journalière pour sujétions particulières.

► Les éléments « aides techniques » et « charges spécifiques et exceptionnelles » de la PCH peuvent couvrir l'indemnité représentative des frais d'entretien sur la base d'un emploi direct. L'aménagement du domicile de l'accueillant familial ne peut pas être financé par la PCH.

Les modalités de calcul

Les modalités de calcul sont à minima les suivantes :

► Rémunération des services rendus égale à 2,5 fois le SMIG sur la base de 30,50 jours

► Indemnité de congés correspondant à 10 % de la rémunération des services rendus.

► Les cotisations patronales afférentes seront également prises en charge

► Indemnité de sujétions particulières comprise entre 0,37 fois et 1,48 fois le SMIG /jour sur la base 30,50 et selon le degré de perte d'autonomie :

- Sujétion 1 : 0,37X SMIG

- Sujétion 2 : 0, 74 X SMIG

- Sujétion 3 : 1,11 X SMIG

- Sujétion 4 : 1, 48 X SMIG

Les droits de la personne accueillie sont examinés au regard de la PCH avant de l'être au titre de l'aide sociale à l'hébergement qui revêt un caractère subsidiaire.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

ANNEXES

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Annexe 1

Liste des pièces à fournir pour la constitution de la demande d'agrément

Pour le demandeur :

□ Formulaire de demande d'agrément à compléter, dater et signer

□ Photocopie du livret de Famille (ou de la Carte Nationale d'Identité pour les célibataires)

□ Photocopie de la ou des pièces d'identité de l'ensemble des personnes majeures vivant au domicile

□ Engagement du candidat à l'agrément d'accueil familial à caractère social daté et signé

□ Extrait du casier judiciaire n°2 du demandeur et 3 pour les autres personnes majeurs vivant au domicile, (original datant de moins de 3 mois) à demander

- par téléphone **au 02 51 89 89 51**

- par courrier **à Casier Judiciaire National 44317 Nantes CEDEX 3 ou https://www.cjn.justice.gouv.fr/**

- Sur place **au 107 rue du Landreau à NANTES de 9h00 à 12h15 et de 13h45 à 16h00 (fermé l'après-midi du 1er juillet au 31 août)**

□ Attestation d'occupation du logement (contrat de bail, acte de propriété) ou attestation sur l'honneur du propriétaire si occupation à titre gratuit et autorisant l'utilisation du logement pour l'exercice d'accueil familial)

□ Attestations d'assurance habitation et responsabilité civile

□ Attestation de sécurité sociale

□ Avis d'imposition de l'année précédente

□ Certificat médical dûment complété de moins de trois mois du demandeur et des membres de la famille vivant sous le même toit.

□ Photocopie du certificat de vaccination des animaux domestiques

□ Justificatif de domicile (facture eau, électricité, téléphone)

□ Lettre de motivation

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Annexe 2

Pour le(s) remplaçant(s) :

□ Photocopie du livret de Famille (ou de la Carte Nationale d'Identité pour les célibataires)

□ Photocopie de la ou des pièces d'identité de l'ensemble des personnes majeures vivant au domicile

□ Extrait du casier judiciaire n°3 et pour les personnes majeures vivant au domicile, (original datant de moins de 3 mois) à demander

- par téléphone **au 02 51 89 89 51**

- par courrier **à Casier Judiciaire National 44317 Nantes CEDEX 3 ou https://www.cjn.justice.gouv.fr/**

- Sur place **au 107 rue du Landreau à NANTES de 9h00 à 12h15 et de 13h45 à 16h00 (fermé l'après-midi du 1er juillet au 31 août)**

□ Attestations d'assurance habitation et responsabilité civile

□ Attestation de sécurité sociale

□ Avis d'imposition de l'année précédente

□ Certificat médical dûment complété de moins de trois mois des membres de la famille vivant sous le même toit.

□ Photocopie du certificat de vaccination des animaux domestiques

□ Justificatif de domicile (facture eau, électricité, téléphone)

□ RIB

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Annexe 3

Liste des pièces à fournir pour l'admission en accueil familial :

□ Copie de pièce d'identité en cours de validité

□ Copie d'attestation de sécurité Sociale

□ Copie de justificatifs d'adresse

□ Copie de justificatifs de ressources

□ Attestation d'assurance Responsabilité civile

□ Certificat médical non circonstancié

□ Copie du livret de famille

□ Certificat de vaccination des animaux domestiques

□ Copie de notification de droits (APA, PCH, aide sociale,.....)

□ Copie d'attestation de ressources (ASPA, RSA, AAH, Pensions,.....)

□ Copie du jugement s'il y a une mesure de protection

□Copie du dernier avis d'imposition

□RIB

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Annexe 4

ENGAGEMENT DU CANDIDAT A L'AGREMENT D'ACCUEIL FAMILIAL A CARACTERE SOCIAL

Je m'engage à :

1) Garantir la continuité de l'accueil, la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral de la (des) personne(s) accueillie(s) ;

2) Trouver une solution de remplacement satisfaisante pour les périodes où l'accueil pourrait être interrompu (pendant mes congés annuels ou autres) ;

3) Souscrire une assurance responsabilité civile en complément de mon assurance habitation ;

4) Etablir un contrat d'accueil préalablement à tout accueil ;

5) Accepter un suivi social et médico-social effectué par les agents du Conseil Départemental à mon domicile pour chaque personne accueillie.
Je m'engage à fournir à cette occasion tous les renseignements et documents qui me seront demandés et laisser visiter mon habitation ainsi que la pièce mise à disposition de la personne accueillie et permettre à la personne qui effectue la visite de rencontrer la ou (les) personne(s) accueillie(s) ;

6) Suivre des sessions de formation initiale et continue obligatoire.

Je suis informé(e) que si l'un de ces engagements n'était pas respecté pendant la durée de l'accueil, cela pourrait remettre en cause l'accueil et mon agrément.

Fait à ……

Le ……

Signature du ou des demandeur(s)

(A faire procéder de la mention « Lu et approuvé »)

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000008-DE

Annexe 5

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CERTIFICAT MEDICAL

Préalable à l'agrément ou au renouvellement d'agrément d'Accueillant Familial

Je soussigné(e), Docteur .....

.....

.....

.....

Déclare avoir examiné ce jour, Madame, Monsieur .....

Né(e).....

Domicilié(e).....

.....

Je certifie que l'état de santé physique et mentale de l'intéressé(e) lui permet d'exercer cette activité.

Fait à .....

Le .....

Signature et cachet du médecin

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000009-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 14
Procurations : 03
Absents : 09
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00009

Relative à la commande publique de formation professionnelle continue à destination des publics demandeurs d'emploi, en recherche de réorientation ou de reconversion professionnelle – jeunes et adultes et personnes en situation de handicap – pour l'année 2019

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Mohamed SIDI, M. Issa ISSA ABDOU,

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2059/2015/CG du Conseil départemental de Mayotte en date du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental,
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente,
Vu le Programme Opérationnel européen de Mayotte adopté par la Commission Européenne en décembre 2014, notamment l'**Axe** 8, **OS** 8.1,

Considérant le rapport n°2020.CP-004262 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission éducation, formation et insertion en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000009-DE

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à lancer la commande publique de formation professionnelle continue pour l'année 2019, à destination des publics demandeurs d'emploi, en recherche de réorientation ou de reconversion professionnelle – jeunes et adultes et personnes en situation de handicap – ayant besoin d'un accompagnement formation dans le cadre de leurs parcours d'insertion professionnelle ;

Article 2 : de réaliser cette commande pour l'achat d'actions de formation au travers d'un marché à procédure adaptée (MAPA) – marché global par allotissement – en application de l'article 30 du Code des marchés publics, pour un montant maximal prévisionnel de **6 429 664 €** en autorisation d'engagement (AE) ;

Article 3 : de déléguer à l'ASP Mayotte, l'établissement assignataire, un montant total de 9 611 417€ répartis comme suit :
- 7 285 284 € destinés au paiement des organismes de formation dans le cadre de la réalisation des actions de formation
- 2 326 133 € pour la rémunération et le transport des stagiaires ;

Article 4 : de solliciter le cofinancement de l'Union Européenne dans le cadre du Programme opérationnel FEDER-FSE Mayotte 2014-2020 en remboursement à hauteur de 85% des fonds avancés par le Conseil Départemental (dépenses réalisées) pour l'achat des prestations de service de formation (le fonctionnement) sur les actions de préqualfication et de qualification professionnelle, soit **5 465 214,4 €** au maximum ;

Article 5 : d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits formation inscrits au **chapitre 011 fonctions 544 compte 611** du Budget 2019 du Conseil Départemental ;

Article 6 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Article 7 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000009-DE

ANNEXE AU RAPPORT

Programme départemental de formation professionnelle

Commande publique de l'année 2019

N° de lot	Intitulé de la formation
	Métiers de la Pêche et de la Mer
01	Pré qualification Métiers de la mer
02	Cursus « pont » FIM et certificat de Matelot
03	Pré qualification Capitaine 200
04	Qualification : Capitaine 200 pêche
05	Brevet : Cursus « Machine » FIM et Brevet de mécanicien 250kw
	Métiers de l'hôtellerie et de la Restauration
06	TP : Gérant en Restauration Collective
07	TP : Responsable de cuisine en restauration Collective
08	TP : Agent de restauration
09	TP : Réceptionniste en Hôtellerie
10	TP : Commis de Cuisine
11	CQP : Employé qualifié de restauration
12	CQP : Employé technique de restauration (Exercice en collectivité exclusivement)
13	CQP : Barman Barmaid
14	CQP : Serveur Restauration
15	CQP : Employé d'étage
16	TP : Assistant de service hôtelier
	Métiers des services à la personne et de la santé
17	DE : Assistant Familial-DEAF
18	TP ; Agent de Propreté et hygiene
19	CQP : Assistant Maternelle et garde d'enfant
20	TP : Secrétaire assistant Medico-Social
21	DE : Technicien de l'Intervention Sociale et Familial-TISF.
	Métiers de la logistique et de transport
22	DE : Préparation au concours Ambulancier (DEA)
23	TP : Conducteur, livreur sur véhicule utilitaire léger
24	TP : Conducteur du transport routier interurbain de voyageurs + Fimo
25	TP : Technicien en logistique d'entreposage (TP – TLE) + SST
26	Permis C Poids Lourds + Fimo marchandises
27	TP ECSR Enseignant de la conduite et de la sécurité routière (= ex- BEPECASER)
	Métiers de la sécurité
28	Service de sécurité incendie et assistance aux personnes - niveau 1 (SSIAP1 – ERP)
29	CQP APS
30	CQP : Agent de prévention et de sécurité (APS)
31	TP (A2SP)
32	Pré qualification – Métier de la sécurité
33	TP: Agent Cynophile de Sécurité
	Métiers de l'Agriculture
34	BP : Responsable d'exploitation agricole (REA)
35	CS : Conduite de production en agriculture biologique commercialisation et transformation
36	BP : Industries alimentaires
37	CAPA : Jardinier paysagiste
38	TP : Technicien Boucher
	Métiers du BTP
39	Pré qualification Métiers de l'Aménagement et de la finition
40	Pré qualification Métiers de l'électricité et du sanitaire

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000009-DE

41	**TP : Electricien d'équipement bâtiment (EEB)**
42	**TP : Agent d'entretien du bâtiment (AEB)**
43	**TP : Secrétaire assistante orienté BTP**
44	**TP : Plaquiste Plâtrier**
45	**TP : Peintre en bâtiment**
46	**TP : Chef d'équipe Gros œuvre**
47	**TP : Carreleur**
48	**Prof : Coffreur Bancheur Béton Armé**
49	**Prof : Coffreur Bancheur Liaisonnement d'éléments préfabriqués**
50	**Prof : Etancheur**
	Métiers de l'Animation et du Sport
51	**BP JEPS : Activités de pleine nature**
52	**CQP : Animation périscolaire**
53	**CP JEPS : Animateur d'activités et de vie quotidienne**
54	**BP JEPS : Animation sociale**
55	**DE JEPS : Animation socio-éducative et sportive**
56	BP JEPS : Activités pour tous
57	BP JEPS : Activités nautiques
58	**CQP : Animateur loisirs sportifs (ALS)**
	Métiers du numérique
59	**TP : Concepteur Développeur d'Applications**
	Métiers de l'Automobile
60	**Pré qualification Métiers de l'automobile**
61	**TP : Mécanicien de Maintenance automobile**
62	**TP : Contrôleur technique véhicule léger**
63	**CQP : Mécanicien spécialisé diagnostique automobile**
	Métiers de la vente
64	**TP : Employé commercial en magasin**
65	**TP : Responsable de rayon**

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procurations : 03
Absents : 08
Nombres de votants : 18
Votes pour : 16
Vote contre : 02
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00010

Relative à la signature d'avenants aux conventions d'attributions de subventions de co-financements du Fonds Social Européens (FSE).

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME , M. Mohamed SIDI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente
Vu la délibération n°2017.00027 du 28 février 2017 relative à la mise en place du nouveau dispositif d'aides aux entreprises du Département
Vu la délibération n°2018.00221 du 17 octobre 2018 relative à l'attribution de subventions de co-financements du fonds social européens

Considérant le rapport n°2020.CP-004351 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission des finances, développement économique et touristique en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré par,

16 voix pour

Et 2 contre : Mme Bichara Bouhari PAYET, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

Le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : de signer les avenants relatifs aux conventions d'attributions de subventions de co-financements du Fonds Social Européens (FSE) ;

Article 2 : de proroger les délais de réalisation relatifs audites conventions jusqu'au 31 décembre 2020 et de réviser l'indicateur de résultat pour les femmes créatrices d'activités pour le porter à la valeur cible de 30% minimum ;

Article 3 : d'autoriser le président du Conseil départemental à signer les actes permettant la mise en œuvre opérationnelle de cette délibération ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

BGE MAYOTTE Appui aux entrepreneurs

AVENANT N°2

Relatif à la modification de la convention n°007/DDEI/2018/CD du 18 novembre 2018 portant attribution d'une subvention à la BGE Mayotte pour le co-financement à la réalisation des actions inscrites au Fonds social européen (FSE) Mayotte sur l'axe 7.6

Entre :

Le Département de Mayotte représenté par Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte

D'une part,

Et

La BGE Mayotte, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à l'Immeuble MAHAFA 2 Rue de l'Archipel Kawéni 97 600 MAMOUDZOU, et désignée sous le terme « BGE Mayotte », représentée par son président Monsieur Nabilou ALI BACAR

D'autre part,

Vu l'avenant à la convention n°007/DDEI/2018/CD du 25 mars 2019 portant réajustement en écriture du montant de la subvention relative à l'exercice 2019 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique d'aide au développement économique, et conformément à la délibération n°2019-00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a convenu de soutenir le programme d'actions de co-financement FSE 7.6 présenté par la BGE Mayotte.

Aussi, par délibération N° 2018.00221 en date du 17 octobre 2018, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une subvention de 468 453 euros à la BGE Mayotte sur la période 2018 – 2019.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai de réalisation et l'un des indicateurs de résultats mentionnés dans la convention n°007/DDEI/2018/CD ci-dessus visée.

Aussi, les mentions suivantes sont rajoutées au 1er alinéa point 2 de l'article 8 de la convention : « sauf pour l'indicateur de résultat n°07r06 intitulé « nombre d'entreprises créées par des femmes suite à l'accompagnement » pour lequel la valeur minimale est portée à 30% des valeurs cibles initiales conventionnelles ».

Par ailleurs, l'article 12 de la convention est modifié comme suit : « la convention prend effet à compter du 1er janvier 2018 et s'achève le 31 décembre 2020 ».

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

Article 2 : Conformité
Tous les autres articles de la convention, et de l'avenant n°1 à ladite convention, demeurent inchangés.

Fait, en deux exemplaires, à Mamoudzou le

Nabilou ALI BACAR	Soibahadine IBRAHIM RAMADANI
Président de la BGE Mayotte	Président du Conseil départemental de Mayotte

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Cabinet Mahorais de Conseil
Label Nacre

AVENANT

Relatif à la modification de la convention n°008/DDEI/2018/CD du 19 novembre 2018 portant attribution d'une subvention à la SARL Cabinet Mahorais de Conseil pour le co-financement à la réalisation des actions inscrites au Fonds social européen (FSE) Mayotte sur l'axe 7.6

Entre :

Le Département de Mayotte représenté par Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte

D'une part,

Et

La SARL Cabinet Mahorais de Conseil, dont le siège social est situé au 18, Chemin de la Convalescence 97 600 MAMOUDZOU, et désignée sous le terme « CMC », représentée par sa Gérante Madame Sanya YOUSSOUF

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE
Dans le cadre de sa politique d'aide au développement économique, et conformément à la délibération n°2019-00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a convenu de soutenir le programme d'actions de co-financement FSE 7.6 présenté par la SARL CMC.

Aussi, par délibération N° 2018.00221 en date du 17 octobre 2018, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une subvention de 89 518 euros à la SARL Cabinet Mahorais de Conseil sur la période 2018 – 2019.

Article 1 : Objet de l'avenant
Le présent avenant a pour objet de modifier le délai de réalisation et l'un des indicateurs de résultats mentionnés dans la convention n°008/DDEI/2018/CD ci-dessus visée.

Aussi, les mentions suivantes sont rajoutées au 1er alinéa point 2 de l'article 8 de la convention : « sauf pour l'indicateur de résultat n°07r06 intitulé « nombre d'entreprises créées par des femmes suite à l'accompagnement » pour lequel la valeur minimale est portée à 30% des valeurs cibles initiales conventionnelles ».

Par ailleurs, l'article 12 de la convention est modifié comme suit : « la convention prend effet à compter du 1er janvier 2018 et s'achève le 31 décembre 2020 ».

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

Article 2 : Conformité
Tous les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait, en deux exemplaires, à Mamoudzou le

Sanya YOUSSOUF	Soibahadine IBRAHIM RAMADANI
Gérante de la SARL CMC	Président du Conseil départemental de Mayotte

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CRéA'PéPITES
Ingénierie et Consolidation de projets

AVENANT

Relatif à la modification de la convention n°009/DDEI/2018/CD du 22 novembre 2018 portant attribution d'une subvention à la SARL CréA'PéPITES pour le co-financement à la réalisation des actions inscrites au Fonds social européen (FSE) Mayotte sur l'axe 7.6

Entre :

Le Département de Mayotte représenté par Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte

D'une part,

Et

La SARL CréA'PéPITES, dont le siège social est situé au 95 Rue de la Pompe 97 600 MAMOUDZOU, et désignée sous le terme « CréA'PéPITES », représentée par sa Gérante Madame Farda MARI

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE
Dans le cadre de sa politique d'aide au développement économique, et conformément à la délibération n°2019-00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a convenu de soutenir le programme d'actions de co-financement FSE 7.6 présenté par la SARL CréA'PéPITES.

Aussi, par délibération N° 2018.00221 en date du 17 octobre 2018, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une subvention de 105 000 euros à la SARL CréA'PéPITES sur la période 2018 – 2019.

Article 1 : Objet de l'avenant
Le présent avenant a pour objet de modifier le délai de réalisation et l'un des indicateurs de résultats mentionnés dans la convention n°009/DDEI/2018/CD ci-dessus visée.

Aussi, les mentions suivantes sont rajoutées au 1er alinéa point 2 de l'article 8 de la convention : « sauf pour l'indicateur de résultat n°07r06 intitulé « nombre d'entreprises créées par des femmes suite à l'accompagnement » pour lequel la valeur minimale est portée à 30% des valeurs cibles initiales conventionnelles ».

Par ailleurs, l'article 12 de la convention est modifié comme suit : « la convention prend effet à compter du 1er janvier 2018 et s'achève le 31 décembre 2020 ».

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000010-DE

Article 2 : Conformité
Tous les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait, en deux exemplaires, à Mamoudzou le

Farda MARI	Soibahadine IBRAHIM RAMADANI
Gérante de la SARL CréA'PéPITES	Président du Conseil départemental de Mayotte

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000011-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 15
Procurations : 03
Absents : 08
Nombres de votants : 18
Votes pour : 18
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00011

Relative au rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur les observations définitives au terme du contrôle effectué sur les comptes de la Société Immobilière de Mayotte (SIM) portant sur les exercices 2014-2018

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Mohamed SIDI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 nommant Monsieur IBRAHIM RAMADANI Soibahadine, Président du Conseil Départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

Considérant le rapport n°2020.CP-004352 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission des finances, développement économique et touristique en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : de prendre acte du rapport de la CRC sur les observations définitives au terme du contrôle effectué sur les comptes de la Société Immobilière de Mayotte (SIM) portant sur les exercices 2014-2018.

Envoyé en préfecture le 07/02/2020
Reçu en préfecture le 07/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000011-DE

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procurations : 2
Absents : 9
Nombres de votants : 17
Votes pour : 15
Votes contre : 0
Abstention : 2
Dates de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00012

Relative à la programmation pluriannuelle des projets d'échanges sportifs régionaux et nationaux pour la période 2020 à 2022

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sous la convocation et la présidence du Président du Conseil départemental. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD du 16 avril 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente

Considérant que les propositions de la présente délibération renforcent la représentation sportive de Mayotte à l'extérieur
Considérants les amendements adoptés lors de la commission permanente du 30 janvier 2020
Considérant le rapport n°2020.CP-004366 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission culture, jeunesse et sports en date du 30 janvier 2020

Après en avoir délibéré,

Par 15 voix Pour
Et 2 abstentions : Mme Bichara Bouhari PAYET et M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE

le Conseil départemental,

DECIDE

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

Article 1 : D'affecter le montant de **2 479 700 €** pour la réalisation des échanges programmés dans la période 2020 – 2022 et d'attribuer aux organismes bénéficiaires pour 2020 le montant exceptionnel de **849 900 €** et pour 2021 et 2022 le montant annuel de **814.900 €** conformément à la répartition en annexe ;

Article 2 : d'accompagner pour l'exercice 2020 et à titre exceptionnel, la participation de quatre équipes (les deux championnes masculine et féminine ainsi que les deux vice-championnes masculine et féminine) à la CCCOI de Volleyball et d'abonder par conséquent les crédits nécessaires de **35 000 €** ;

Article 3 : d'autoriser le Président par arrêté à l'attribution des aides aux bénéficiaires conformément au rapport de la Ligue ou Comité et après visa du Directeur de la Cohésion Sociale, de la Jeunesse et des Sports ;

Article 4: d'imputer la dépense correspondante au chapitre 65-32 compte 6574 du budget du département de Mayotte ;

Article 5 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les arrêtés et conventions correspondants aux attributions.

Article 6 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR LES ANNEES 2020-2022

C	D	F	G	H	I	J			
iplines /actions	Organisme bénéficiaire	lieux	date	Montant attribué 2019 au titre des échanges	Total charges actions	Montant demandé	Montant proposé 2020	Montant proposé 2021	Montant proposé 2022
LETISME				**16 000 €**	**18 500 €**	**17 700 €**	**16 000 €**	**16 000 €**	**16 000 €**
Championnat de la Réunion	CDAM (Comité Départemental d'Athlétisme de Mayotte)	La Réunion	mars- avril- mai- juin	9 000 €	10 500 €	10 200 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €
Championnat de France élite	CDAM (Comité Départemental d'Athlétisme de Mayotte)	Métropole	Juillet	7 000 €	8 000 €	7 500 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €
té				**44 000 €**	**117 096 €**	**50 600 €**	**44 000 €**	**44 000 €**	**44 000 €**
Championnat de France (minimes, cadets, uniors)	Comité de Karaté de Mayotte	Métropole	avril - mai - juin	14 000 €	32 000 €	16 300 €	14 000 €	14 000 €	14 000 €
Open International (KATA et Combats)	Comité de Karaté de Mayotte	A determiner	mars	19 000 €	57 896 €	20 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €
Open Adidas La Réunion	Comité de Karaté de Mayotte	La Réunion	Juin	6 000 €	17 400 €	8 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Championnat la Réunion	Comité de Karaté de Mayotte	La Réunion	Avril	5 000 €	9 800 €	6 300 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
nque				**43 000 €**	**114 710 €**	**100 100 €**	**43 000 €**	**43 000 €**	**43 000 €**
Championnat de France doublette senior omme	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Métropole	Juillet	7 000 €	18 210 €	16 500 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Championnat de France doublette senior emme	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Métropole	Août	7 000 €	19 000 €	16 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Championnat de France Triplette jeunes	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Métropole	Août	10 000 €	30 300 €	25 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Championnat de France Triplette Senior	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Métropole	Juin	10 000 €	27 500 €	25 600 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Echange tournoi régional à Madagascar	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Madagascar	Octobre	9 000 €	19 700 €	17 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €
is				**39 900 €**	**63 663 €**	**63 663 €**	**39 900 €**	**39 900 €**	**39 900 €**
Compétition à Maurice	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	Maurice	Juin - Juillet	9 000 €	16 325 €	16 325 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €
Championnat de la Réunion	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	La Réunion	Mai	10 000 €	12 800 €	12 800 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Compétition à Madagascar	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	Madagascar	Juin	5 500 €	6 030 €	6 030 €	5 500 €	5 500 €	5 500 €
Compétition Métropole	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	Métropole	Juillet - aout	15 400 €	28 508 €	28 508 €	15 400 €	15 400 €	15 400 €
sme				**16 000 €**	**18 340 €**	**18 340 €**	**16 000 €**	**16 000 €**	**16 000 €**
Tour de Madagascar	Comité Régional de Cyclisme de Mayotte	Madagascar	Décembre	16 000 €	18 340 €	18 340 €	16 000 €	16 000 €	16 000 €
BY				**58 000 €**	**105 880 €**	**67 500 €**	**58 000 €**	**58 000 €**	**58 000 €**
Coupe de Clubs Champion Océan Indien CCCOI)-Top 6	Desperados RC et RC secteur Sud	Madagascar et la Réunion	Mars - avril	30 000 €	50 100 €	36 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Participation tournoi AROI U16, U18 (H/F)	Comité territorial de Rugby de Mayotte	Tananarive	Février - mars	10 000 €	21 520 €	12 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR LES ANNEES 2020-2022

C	D	F	G	H	I	J			
plines /actions	Organisme bénéficiaire	lieux	date	Montant attribué 2019 au titre des échanges	Total charges actions	Montant demandé	Montant proposé 2020	Montant proposé 2021	Montant proposé 2022
Tournois rugby à 7 féminin international	Comité territorial de Rugby de Mayotte	Maurice	Juillet	12 500 €	23 060 €	13 500 €	12 500 €	12 500 €	12 500 €
Tournois détection moins de 14 ans académie-outre mer (zone océan indien)	Comité territorial de Rugby de Mayotte	La Réunion	Avril	5 500 €	11 200 €	6 000 €	5 500 €	5 500 €	5 500 €
Boxing				**49 500 €**	**117 493 €**	**58 000 €**	**49 500 €**	**49 500 €**	**49 500 €**
Championnat France low kick	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Métropole	Mars	6 000 €	17 310 €	7 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Championnat France k1 rules	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Métropole	Avril	4 500 €	8 400 €	5 000 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €
Championnat France kick light	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Métropole	Mars	14 000 €	32 783 €	17 000 €	14 000 €	14 000 €	14 000 €
Coupe de France K1 rules	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Métropole	Juin - juillet	4 500 €	15 000 €	5 000 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €
Coupe de France Low Kick	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Métropole	Juin	6 500 €	12 000 €	7 000 €	6 500 €	6 500 €	6 500 €
Championnat de France Light contact	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Métropole	Avril	14 000 €	32 000 €	17 000 €	14 000 €	14 000 €	14 000 €
OBALL				**149 000 €**	**228 180 €**	**200 180 €**	**149 000 €**	**149 000 €**	**149 000 €**
Championnat National 3 H	A déterminer	Métropole	Juin	25 000 €	33 000 €	27 500 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Championnat National 3 F	A déterminer	Métropole	Juin	25 000 €	33 000 €	27 500 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
La CCCOI handball Hommes	A déterminer	A determiner	Novembre - décembre	22 000 €	35 000 €	30 000 €	22 000 €	22 000 €	22 000 €
La CCCOI handball Femmes	A déterminer	A determiner	Novembre - décembre	22 000 €	35 000 €	30 000 €	22 000 €	22 000 €	22 000 €
Les inter-comites H/F	Ligue de mayotte de handball	Métropole	Juin	50 000 €	86 180 €	79 180 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Sélection jeunes interligue H/F	Ligue de mayotte de handball	La Réunion	indéterminé	5 000 €	6 000 €	6 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
y-ball				**85 000 €**	**189 000 €**	**130 000 €**	**120 000 €**	**85 000 €**	**85 000 €**
Coupe des clubs champions de l'Océan ndien (CCCOI) Hommes	A déterminer	Madagascar	Janvier - Février	**17 500 €**	19 250 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €
Coupe des clubs champions de l'Océan ndien (CCCOI) Femmes	A déterminer	Madagascar	Janvier - Février	**17 500 €**	19 250 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €
Coupe des clubs champions de l'Océan ndien (CCCOI) Femmes (invitation)	Volley Club de M'tsangamouji	Madagascar	Janvier - Février		19 250 €	17 500 €	17 500 €	0 €	0 €
Coupe des clubs champions de l'Océan ndien (CCCOI) Hommes (invitation)	Zamfi	Madagascar	Janvier - Février		19 250 €	17 500 €	17 500 €	0 €	0 €
Championnat National 3 Filles	A déterminer	à déterminer	Mai	**25 000 €**	56 000 €	30 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR LES ANNEES 2020-2022

C	D	F	G	H	I	J			
cplines /actions	**Organisme bénéficiaire**	**lieux**	**date**	**Montant attribué 2019 au titre des échanges**	**Total charges actions**	**Montant demandé**	**Montant proposé 2020**	**Montant proposé 2021**	**Montant proposé 2022**
Championnat Nationale 3 Hommes	A déterminer	à déterminer	Juin	**25 000 €**	56 000 €	30 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €
ball				**60 000 €**	**129 480 €**	**72 000 €**	**55 000 €**	**55 000 €**	**55 000 €**
Echanges régionaux, UFFOI	Ligue Mahoraise de Football	Océan Indien	Décembre	**20 000 €**	57 480 €	40 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
7 ème tour coupe de France	A déterminer	Métropole	Novembre				7 000 €	7 000 €	7 000 €
Pitch 1ère équipe F	A déterminer	La Réunion	Avril - Mai		*18 000 €*	*8 000 €*	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Pitch 2 ème équipe F	A déterminer	La Réunion	Avril - Mai		*18 000 €*	*8 000 €*	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Pitch 1ère équipe M	A déterminer	La Réunion	Avril - Mai		*18 000 €*	*8 000 €*	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Pitch 2ème équipe M	A déterminer	La Réunion	Avril - Mai		*18 000 €*	*8 000 €*	7 000 €	7 000 €	7 000 €
is de table				**20 000 €**	**37 480 €**	**27 480 €**	**20 000 €**	**20 000 €**	**20 000 €**
Tournoi de la Cressonière	Ligue Mahoraise de Tennis de table	La Réunion	Octobre	**10 000 €**	18 740 €	13 740 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Tournoi des Aiglons	Ligue Mahoraise de Tennis de table	La Réunion	Novembre	**10 000 €**	18 740 €	13 740 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
etball				**184 000 €**	**426 000 €**	**290 000 €**	**174 000 €**	**174 000 €**	**174 000 €**
Championnat Nationale 3 Homme métropole	A déterminer	France	Juin	**21 000 €**	50 000 €	30 000 €	21 000 €	21 000 €	21 000 €
Championnat Nationale 3 Femme métropole	A déterminer	France	Juin	**21 000 €**	50 000 €	30 000 €	21 000 €	21 000 €	21 000 €
Finale zone championnat F	A déterminer	Réunion	Mai	**15 000 €**	30 000 €	25 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Finale zone championnat H	A déterminer	Réunion	Mai	**15 000 €**	30 000 €	25 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Finale zone coupe de France F	A déterminer	Réunion	Novembre - décembre	**18 000 €**	*30 000 €*	*25 000 €*	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Finale zone coupe de France H	A déterminer	Réunion	Novembre - décembre	**18 000 €**	*30 000 €*	*25 000 €*	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Coupe des Clubs Champions de l'Océan ndien (CCCOI) H	A déterminer	Maurice	Octobre	**20 000 €**	40 000 €	30 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Coupe des Clubs Champions de l'Océan ndien (CCCOI) F	A déterminer	Maurice	Octobre	**20 000 €**	40 000 €	30 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Participation au 16 ème et 8 ème de finale du Trophée de la Coupe de France H	A déterminer	France	Février	**18 000 €**	30 000 €	15 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Participation au 16 ème et 8 ème de finale du Trophée de la Coupe de France F	A déterminer	France	Février		30 000 €	15 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR LES ANNEES 2020-2022

C	D	F	G	H	I	J			
pllnes /actions	Organisme bénéficiaire	lieux	date	Montant attribué 2019 au titre des échanges	Total charges actions	Montant demandé	Montant proposé 2020	Montant proposé 2021	Montant proposé 2022
Participation au quart et demi finale du Trophée de la coupe de France H	A déterminer	France	Mars		33 000 €	20 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Participation au quart et demi finale du Trophée de la coupe de France F	A déterminer	France	Mars	18 000 €	33 000 €	20 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €
t Scolaire				**34 500 €**	**51 850 €**	**35 800 €**	**34 500 €**	**34 500 €**	**34 500 €**
Championnat de France	UNSS	Métropole	Juin	10 000 €	15 950 €	10 800 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Jeux Scolaires de l'Océan Indien	UNSS	Océan Indien	Avril	24 500 €	35 900 €	25 000 €	24 500 €	24 500 €	24 500 €
F (Union National des Arbitres Football)				**31 000 €**	**54 200 €**	**33 700 €**	**31 000 €**	**31 000 €**	**31 000 €**
Petits Challenges sélection jeunes arbitres	Union Nationale des Arbitres de Football	Métropole	Juin	21 000 €	38 700 €	22 500 €	21 000 €	21 000 €	21 000 €
Congrès nationale des arbitres	Union Nationale des Arbitres de Football	Métropole	Mai - juin	10 000 €	15 500 €	11 200 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
général				**829 900 €**	**1 671 872 €**	**1 165 063 €**	**849 900 €**	**814 900 €**	**814 900 €**

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 2 : RECAPITULATIF SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR LES ANNEES 2020-2022

Disciplines /actions	Organisme bénéficiaire	Montant proposé 2020	Montant proposé 2021	Montant proposé 2022
ATHLETISME	CDAM (Comité Départemental d'Athlétisme de Mayotte)	16 000 €	16 000 €	16 000 €
JUDO	Comité de Judo Mayotte	0 €	0 €	0 €
KARATE	Comité de Karaté de Mayotte	44 000 €	44 000 €	44 000 €
PETANQUE	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	43 000 €	43 000 €	43 000 €
TENNIS	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	39 900 €	39 900 €	39 900 €
CYCLISME	Comité Régional de Cyclisme de Mayotte	16 000 €	16 000 €	16 000 €
RUGBY	Comité territorial de Rugby de Mayotte	28 000 €	28 000 €	28 000 €
Coupe de Clubs Champion Océan Indien (CCCOI)-Top 6	Desperados RC et RC secteur Sud	30 000 €	30 000 €	30 000 €
KICK BOXING	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	49 500 €	49 500 €	49 500 €
HANDBALL	Ligue de mayotte de handball	55 000 €	55 000 €	55 000 €
Championnat National 3 H	A déterminer	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Championnat National 3 F	A déterminer	25 000 €	25 000 €	25 000 €
La CCCOI handball Hommes	A déterminer	22 000 €	22 000 €	22 000 €
La CCCOI handball Femmes	A déterminer	22 000 €	22 000 €	22 000 €
VOLLEY BALL	CLUBS	120 000 €	85 000 €	85 000 €
Coupe des clubs champions de l'Océan Indien (CCCOI) Hommes	A déterminer	17 500 €	17 500 €	17 500 €
Coupe des clubs champions de l'Océan Indien (CCCOI) Femmes	A déterminer	17 500 €	17 500 €	17 500 €
Coupe des clubs champions de l'Océan Indien (CCCOI) Femmes (invitation)	Volley Club de M'tsangamouji	17 500 €	0 €	0 €
Coupe des clubs champions de l'Océan Indien (CCCOI) Hommes (invitation)	Zamfi	17 500 €	0 €	0 €
Championnat National 3 Filles	A déterminer	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Championnat Nationale 3 Hommes	A déterminer	25 000 €	25 000 €	25 000 €
FOOTBALL	Ligue Mahoraise de Football	20 000 €	20 000 €	20 000 €
7ème tour coupe de France	A déterminer	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Pitch	A déterminer	28 000 €	28 000 €	28 000 €
TENNIS DE TABLE	Ligue Mahoraise de Tennis de table	20 000 €	20 000 €	20 000 €
BASKET BALL	CLUBS	174 000 €	174 000 €	174 000 €
Championnat Nationale 3 Homme métropole	A déterminer	21 000 €	21 000 €	21 000 €
Championnat Nationale 3 Femme métropole	A déterminer	21 000 €	21 000 €	21 000 €
Finale zone championnat F	A déterminer	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Finale zone championnat H	A déterminer	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Finale zone coupe de France F	A déterminer	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Finale zone coupe de France H	A déterminer	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Coupe des Clubs Champions de l'Océan Indien (CCCOI) H	A déterminer	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Coupe dés Clubs Champions de l'Océan Indien (CCCOI) F	A déterminer	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Participation au 16 ème et 8 ème de finale du Trophée de la Coupe de France H	A déterminer	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Participation au quart et demi finale du Trophée de la coupe de France F	A déterminer	8 000 €	8 000 €	8 000 €
SPORT SCOLAIRE	UNSS	34 500 €	34 500 €	34 500 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

UNAF (Union National des Arbitres Football)	UNAF	31 000 €	31 000 €	31 000 €
Total général		849 900 €	814 900 €	814 900 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR L'ANNEE 2019

	B	C	D	F	G	I	J	K
1	Disciplines /actions		Organisme bénéficiaire	lieux	date	Total charges actions	Montant demandé 2019	Montant proposé 2019
2								
3	**ATHLETISME**					**26 500 €**	**24 300 €**	**16 000 €**
4	1	Championnat de la Réunion	CDAM (Comité Départemental d'Athlétisme de Mayotte)	Etang Salé-Saint Paul-	24 mars-20 avril- 27 avril-25 mai- 1 juin- 8 juin- 15 juin 2019	10 500 €	10 200 €	9 000 €
5	2	Championnat de France Jeunes	CDAM (Comité Départemental d'Athlétisme de Mayotte)	Angers	04 au 08 juillet 2019	4 000 €	4 000 €	0 €
6	3	Championnat de France élite	CDAM (Comité Départemental d'Athlétisme de Mayotte)	St Etienne	26 au 28 juil 2019	8 000 €	7 500 €	7 000 €
7	4	Championnats Régionaux Cross de la Réunion	CDAM (Comité Départemental d'Athlétisme de Mayotte)	Sainte-Marie/Plaines de Palmiste	3 février ou 17 février 2019	4 000 €	2 600 €	0 €
13	**Karaté**					**117 096 €**	**50 600 €**	**44 000 €**
14	1	Championnat de France (minimes, cadets, juniors)	Comité de Karaté de Mayotte	INJ Paris	24 au 28 avril - 15 au 20 mai - 29 mai au 03 juin 2019	32 000 €	16 300 €	14 000 €
15	2	Open International de New York (KATA et Combats)	Comité de Karaté de Mayotte	New York	3 au 14 mars 2019	57 896 €	20 000 €	19 000 €
16	3	Open Adidas La Réunion	Comité de Karaté de Mayotte	St. Denis	20 au 24 juin 2019	17 400 €	8 000 €	6 000 €
17	4	Championnat la Réunion	Comité de Karaté de Mayotte	St.Denis	12 au 15 avril 2019	9 800 €	6 300 €	5 000 €
18	**Pétanque**					**172 810 €**	**157 100 €**	**43 000 €**
19	1	Championnat de France doublette senior homme	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Limoges	27 au 28 juillet 2019	18 210 €	16 500 €	7 000 €
20	2	Championnat de France doublette senior femme	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Montauban	06 au 07 juillet 2019	19 000 €	16 000 €	7 000 €
21	3	Championnat de France Triplette jeunes	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Nevers	24 au 25 août 2019	30 300 €	25 000 €	10 000 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR L'ANNEE 2019

	B	C	D	F	G	I	J	K
1	Disciplines /actions		Organisme bénéficiaire	lieux	date	Total charges actions	Montant demandé 2019	Montant proposé 2019
22	4	Championnat de France Triplette Senior	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Clermont-Ferrand	22 au 23 juin 2019	27 500 €	25 600 €	10 000 €
23	5	Tournoi régional étang salé la Réunion	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	La Réunion	sept-19	15 200 €	15 000 €	0 €
24	6	Echange régional à Maurice	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Maurice	oct-19	20 200 €	20 000 €	0 €
25	7	Echange tournoi régional à Madagascar	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Madagascar	oct-19	19 700 €	17 000 €	9 000 €
26	8	Trophée de Mayotte 2019	Comité Départemental de Pétanque Mayotte	Mayotte	à déterminer	22 700 €	22 000 €	0 €
27	**Tennis**					**63 663 €**	**63 663 €**	**39 900 €**
28	1	Compétition à Maurice	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	Petit camp phoenix	30 juin au 08 juillet 2019	16 325 €	16 325 €	9 000 €
29	2	Championnat de la Réunion	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	St. Denis	4 au 16 mai 2019	12 800 €	12 800 €	10 000 €
30	3	Compétition à Madagascar	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	Tananarive	21 au 28 juin 2019	6 030 €	6 030 €	5 500 €
31	4	Compétition Métropole	Comité Départemental de Tennis de Mayotte	Caen	13 juillet au 04 aout 2019	28 508 €	28 508 €	15 400 €
32	**Cyclisme**					**122 212 €**	**121 412 €**	**16 000 €**
33	1	Championnat de France Outre mer	Comité Régional de Cyclisme de Mayotte	Nouméa (Nouvelle-Calédonie)	Début juin	69 274 €	69 274 €	0 €
34	2	Tour de Madagascar	Comité Régional de Cyclisme de Mayotte	Madagascar (de Mahajunga à Tananarive)	du 08 au 15/12/2019	18 340 €	18 340 €	16 000 €
35	3	Tour de Mayotte 2019	Comité Régional de Cyclisme de Mayotte	Mayotte	août-19	22 690 €	21 890 €	0 €
36	4	Trophée des As	Comité Régional de Cyclisme de Mayotte	Madagascar (Tananarive)	nov-19	11 908 €	11 908 €	0 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR L'ANNEE 2019

	B	C	D	F	G	I	J	K
1	Disciplines /actions		Organisme bénéficiaire	lieux	date	Total charges actions	Montant demandé 2019	Montant proposé 2019
37	**RUGBY**					**105 880 €**	**67 500 €**	**58 000 €**
38	1	Coupe de Clubs Champion Océan Indien (CCCOI)-Top 6	RC secteur Sud	Madagascar et la Réunion	30 mars (Réunion)-06 avril (Madagascar)-14 avril (Madagascar)	50 100 €	36 000 €	30 000 €
39	2	Participation tournoi AROI U16, U18 (H/F)	Comité territorial de Rugby de Mayotte	Tananarive	26 février au 04 mars 2019	21 520 €	12 000 €	10 000 €
40	3	Tournois rugby à 7 féminin international	Comité territorial de Rugby de Mayotte	Maurice	18 juillet au 23 juillet 2019	23 060 €	13 500 €	12 500 €
41	4	Tournois détection moins de 14 ans académie-outre mer (zone océan indien)	Comité territorial de Rugby de Mayotte	St-Denis (La Réunion)	07 au 10 avril 2019	11 200 €	6 000 €	5 500 €
42	**Kick Boxing**					**117 493 €**	**58 000 €**	**49 500 €**
43	1	Championnat France low kick	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Le Creusot, Métropole	du 06 au 11 mars 2019	17 310 €	7 000 €	6 000 €
44	2	Championnat France k1 rules	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Givors, Métropole	du 03 au 08 avril 2019	8 400 €	5 000 €	4 500 €
45	3	Championnat France kick light	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Paris	du 20 au 25 mars	32 783 €	17 000 €	14 000 €
46	4	Coupe de France K1 rules	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Paris	du 26 juin au 01 juillet	15 000 €	5 000 €	4 500 €
47	5	Coupe de France Low Kick	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	Goussainville, Métropole	du 05 au 10 octobre 2019	12 000 €	7 000 €	6 500 €
48	6	Championnat de France Light contact	Ligue Mahoraise de Kick Boxing	L'isle-d'adeau	du 17 au 22 avril 2019	32 000 €	17 000 €	14 000 €
49	**HANDBALL**					**316 699 €**	**250 180 €**	**149 000 €**
50	1	Championnat National 3 H	ASC Tsingoni	Paris	du 03 au 08/06/2019	*33 000 €*	*27 500 €*	25 000 €
51	2	Championnat National 3 F	Puedza Club de Boueni	Paris	du 03 au 08/06/2019	*33 000 €*	*27 500 €*	25 000 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR L'ANNEE 2019

	B	C	D	F	G	I	J	K
1	Disciplines /actions		Organisme bénéficiaire	lieux	date	Total charges actions	Montant demandé 2019	Montant proposé 2019
52	3	Finalité de Championnat de France	Ligue de mayotte de handball	Paris	04 au 11 juin 2019	12 000 €	12 000 €	0 €
53	4	La CCCOI handball Hommes	Combani Handball Club	Maurice	du 21 au 02 décembre 2019	*35 000 €*	*30 000 €*	22 000 €
54	5	La CCCOI handball Femmes	Combani Handball Club	Maurice	du 21 au 02 décembre 2020	*35 000 €*	*30 000 €*	22 000 €
55	6	Les inter-comites H/F	Ligue de mayotte de handball	Bourges	03 au 10 juin 2019	86 180 €	79 180 €	50 000 €
56	7	Sélection jeunes interligue H/F	Ligue de mayotte de handball	La Réunion	indéterminé	6 000 €	6 000 €	5 000 €
57	8	Détection de zone Océan Indien	Ligue de mayotte de handball	La Réunion	indéterminé	8 000 €	8 000 €	0 €
58	9	Formation inter-régionale	Ligue de mayotte de handball	La Réunion	indéterminé	10 000 €	10 000 €	0 €
59	10	Echange féminin éducatif et sportif	Combani Handball Club	CREPS Fontainebleau et Dijon	du 10 février au 01 mars 2019	58 519 €	20 000 €	0 €
60	**Volley-ball**					**315 400 €**	**185 000 €**	**85 000 €**
61	1	Coupe des clubs champions de l'Océan Indien (CCCOI) Hommes	VCM	Madagascar	31 janv au 12 février 2019	19 250 €	17 500 €	17 500 €
62	2	Coupe des clubs champions de l'Océan Indien (CCCOI) Filles	VCM	Madagascar	31 janv au 12 février 2019	19 250 €	17 500 €	17 500 €
63	3	Championnat National 3 Filles	VCM	Paris	mai-19	*56 000 €*	*30 000 €*	25 000 €
64	4	Championnat Nationale 3 Hommes	VCM	Paris	mai-19	*56 000 €*	*30 000 €*	25 000 €
65	5	Volleyades Garçons/Filles	Ligue de Volley-ball de Mayotte	Métropole	mai 2019	100 800 €	55 000 €	0 €
66	6	Formation des cadres, éducateurs et arbitres	Ligue de Volley-ball de Mayotte	Réunion - Métropole		64 100 €	35 000 €	0 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR L'ANNEE 2019

	B	C	D	F	G	I	J	K
1	Disciplines /actions		Organisme bénéficiaire	lieux	date	Total charges actions	Montant demandé 2019	Montant proposé 2019
67	**Football**					**585 972 €**	**441 400 €**	**60 000 €**
68	1	Tournoi Sainte-Suzanne U13	Ligue Mahoraise de Football		oct-19	24 800 €	14 800 €	0 €
69	2	Tournoi Futsal à Maurice	Ligue Mahoraise de Football	Maurice	sept-19	29 800 €	28 000 €	0 €
70	3	Coupe du monde féminine 2019	Ligue Mahoraise de Football	Métropole	juin-19	158 100 €	120 000 €	40 000 €
71	4	Sélection féminine U17	Ligue Mahoraise de Football	Métropole	à déterminer	58 000 €	58 000 €	0 €
72	5	Sélection masculine U17	Ligue Mahoraise de Football	Métropole	à déterminer	58 000 €	58 000 €	0 €
73	6	Echanges régionaux, UFFOI	Ligue Mahoraise de Football	Océan Indien	déc-19	57 480 €	40 000 €	20 000 €
74	7	Préparation inter-ligue	Ligue Mahoraise de Football	Métropole	à déterminer	58 000 €	58 000 €	0 €
75	8	Détection des jeunes Maorais en club professionnel(déplacement+test)	Ligue Mahoraise de Football	Métropoles	à déterminer	21 000 €	21 000 €	0 €
76	9	La coupe du monde féminine	Espoir Club de M'tsapéré	Paris - Le Havre	du 05 juin au 14 juin 2019	50 792 €	6 600 €	0 €
77	10	Echange sportif	AS Sada	La Beaujoire, Nantes	du 28 avril au 06 mai 2019	70 000 €	37 000 €	0 €
78	**Tennis de table**					**59 220 €**	**43 220 €**	**20 000 €**
79	1	Tournoi de Port Louis	Ligue Mahoraise de Tennis de table	Ile Maurice	du 27 au 28 avril 2019	21 740 €	15 740 €	0 €
80	2	Tournoi de la Cressonière	Ligue Mahoraise de Tennis de table	La Réunion	du 26 au 27 octobre 2019	18 740 €	13 740 €	10 000 €
81	3	Tournoi des Aiglons	Ligue Mahoraise de Tennis de table	La Réunion	du 26 au 30 novembre 2019	18 740 €	13 740 €	10 000 €
82	**Basketball**					**381 000 €**	**258 070 €**	**184 000 €**

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR L'ANNEE 2019

	B	C	D	F	G	I		
1	Disciplines /actions		Organisme bénéficiaire	lieux	date	Total charges actions	Montant demandé 2019	Montant proposé 2019
83	1	Championnat Nationale 3 Homme métropole	A déterminer	France	06 au 10 juin 2019	*50 000 €*	*30 000 €*	21 000 €
84	2	Championnat Nationale 3 Femme métropole	A déterminer	France	06 au 10 juin 2019	*50 000 €*	*30 000 €*	21 000 €
85	3	Finale zone championnat N3 F	Fuz'Ellipse	Réunion	mi-mai	*30 000 €*	*25 000 €*	15 000 €
86	4	Finale zone championnat H	BCM	Réunion	mi-mai	*30 000 €*	*25 000 €*	15 000 €
87	5	Coupe des Clubs Champions de l'Océan Indien (CCCOI) H	*Vautour*	Madagascar	22 au 28 octobre 2019	*40 000 €*	*30 000 €*	20 000 €
88	6	Coupe des Clubs Champions de l'Océan Indien (CCCOI) F	Fuz'Ellipse	Madagascar	22 au 28 octobre 2019	*40 000 €*	*30 000 €*	20 000 €
89	7	Participation au 16 ème et 8 ème de finale du Trophée de la Coupe de France	BCM	France	14 au 18 fevrier 2019	33 000 €	20 000 €	18 000 €
90	8	Participation au quart et demi finale du Trophée de la coupe de France	A déterminer	France	14 au 18 mars 2019	33 000 €	20 000 €	18 000 €
91		Finale zone coupe de France F	Golden Force	Réunion	7-déc.-19	*30 000 €*	18 070 €	18 000 €
92		Finale zone coupe de France H	Rapides Eclairs	Réunion	7-déc.-19	45 000 €	30 000 €	18 000 €
93	**Sport Scolaire**					**51 850 €**	**35 800 €**	**34 500 €**
94	1	Championnat de France	UNSS	Millau	09 au 14 juin 2019	15 950 €	10 800 €	10 000 €
95	2	Jeux Scolaires de l'Océan Indien	UNSS	Tananarive	14 au 19 avril 2019	35 900 €	25 000 €	24 500 €
96	**UNAF (Union National des Arbitres Football)**					**89 900 €**	**56 900 €**	**31 000 €**
97	1	Petits Challenges sélection jeunes arbitres	Union Nationale des Arbitres de Football	Troyes	20 au 24 juin 2019	38 700 €	22 500 €	21 000 €
98	2	Congrès nationale des arbitres	Union Nationale des Arbitres de Football	Evian	30 mai au 01 juin 2019	15 500 €	11 200 €	10 000 €
99	3	Soirée de Fidélisation de UNAF	Union Nationale des Arbitres de Football	Mayotte/ La croisette	févr-19	6 700 €	6 700 €	0 €

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000012-DE

ANNEXE 1: REPARTITION DES SUBVENTIONS AU TITRE DES ECHANGES POUR L'ANNEE 2019

	B	C	D	F	G	I	J	K
1	Disciplines /actions		Organisme bénéficiaire	lieux	date	Total charges actions	Montant demandé 2019	Montant proposé 2019
100	4	Coopération régionale en arbitrage (Madagascar)	Union Nationale des Arbitres de Football	Majunga	29 avril au 12 mai 2019	27 500 €	15 000 €	0 €
101	5	Journée de l'arbitrage	Union Nationale des Arbitres de Football	Sohoa (Mayotte)	mai-19	1 500 €	1 500 €	0 €
102	**Total général**					**2 525 695 €**	**1 813 145 €**	**829 900 €**

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000013A-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procurations : 03
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 15
Votes contre : 04
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00013-A

Relative au foncier du rond-point de Dzoumogné

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte;
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente;

Considérant le rapport n°2020.CP-004325 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré par,

15 voix pour,

Et 4 contre : M. Issoufi AHAMADA, M. Ben Issa OUSSENI, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000013A-DE

Le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : de céder à titre gracieux, à l'Etat / DEAL, les terrains ci-dessous pour la réalisation du rond-point de Dzoumogné.

référence cadastrale	titre	surface à céder (m2)	observations	dossier	évaluation France Domaine
79 AX Bandraboua	T 1690	2894	portion de la parcelle à céder	2018-0309	40 516 €
10 AX Bandraboua	T 1690	157	portion de la parcelle à céder	2018-0309	2 198 €
168 AX Bandraboua	T 361	2676	globalité de la parcelle à céder	2018-0309 et 2019-0347	13 380 €
148 AX Bandraboua	T 361	9	portion de la parcelle à céder	2018-0309	45 €

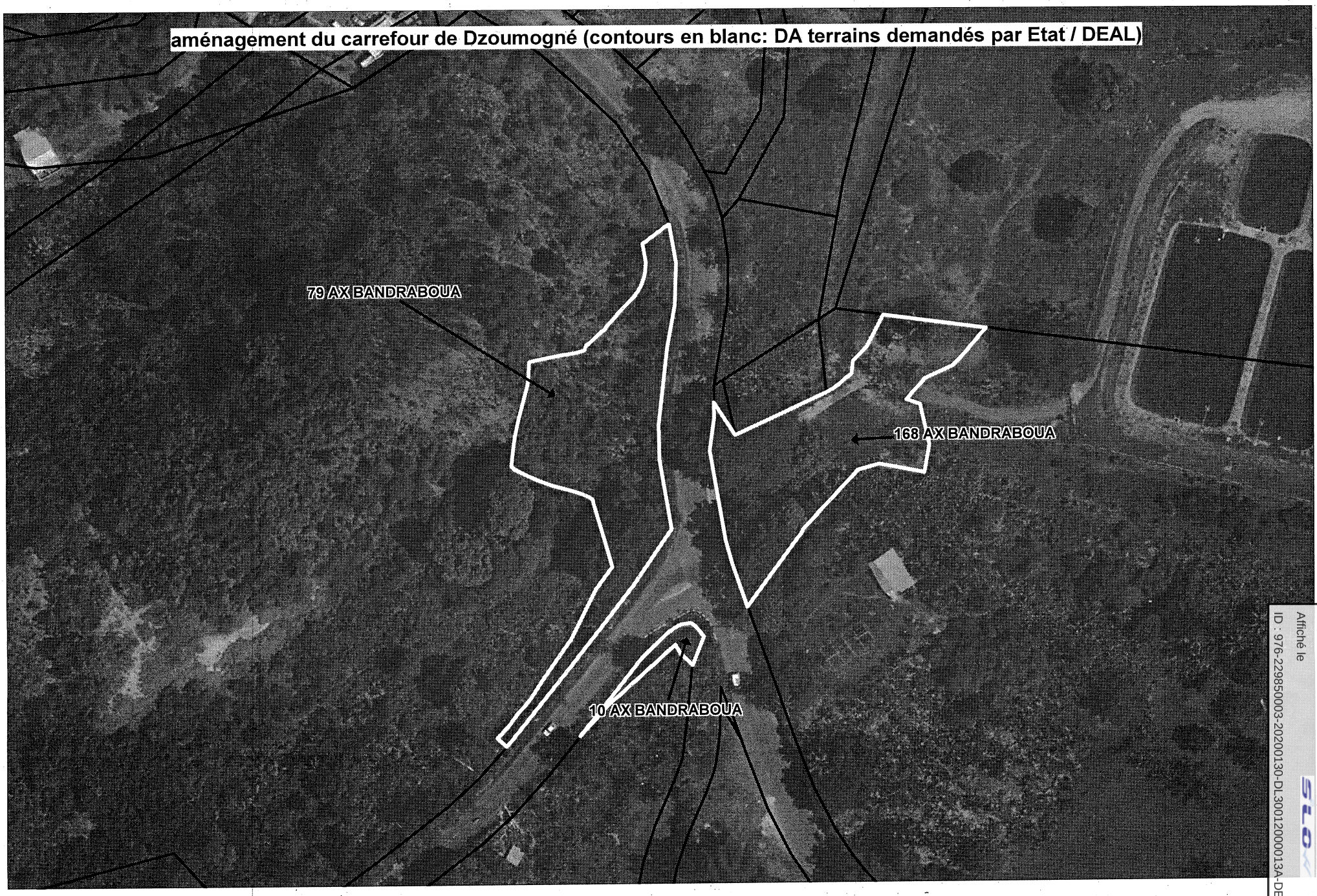
Article 2 : d'autoriser le Président à signer tous les actes et documents administratifs se rapportant à la présente délibération.

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI



Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000013A-DE

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000014-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procurations :03
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 19
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00014

Relative au foncier des STEP de Koungou et de Petite Terre

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte;
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente;
Vu les avis des Commissions Patrimoine Foncier des 08/12/2016 et 10/07/2018,

Considérant le rapport n°2020.CP-004327 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000014-DE

DECIDE

Article 1 : de transférer la gestion des parcelles cadastrales indiquées ci-dessous au SIEAM pour la réalisation des stations de traitement des eaux usées de Petite Terre et de Koungou.

référence cadastrale	surface (m2)	projet
603, 116, 115, 114, 32 Al Dzaoudzi	25 035	STEP Petite Terre
255 AX Koungou	24 414	STEP Koungou

Article 2 : d'autoriser le Président à signer tous les actes et documents administratifs se rapportant à la présente délibération.

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000015-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procurations :03
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 19
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00015

Réaffectation de l'aide du Département dans le cadre de sa participation aux travaux d'aménagement du complexe sportif de Kaweni

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente,

Considérant le rapport n°2020.CP-004331 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider la participation financière du Conseil départemental à ce nouveau projet, et d'accepter la réaffectation de l'aide du Département déjà accordée dans le cadre de sa participation aux travaux d'aménagement du complexe sportif de Kaweni, au nouveau projet, soit la somme de 567 000,00 €,

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000015-DE

Article 2 : de prendre bonne note du nouveau coût global du projet désormais appelé « **plateau de Kaweni** », estimé à **2,7 millions d'euros** et dont le plan de financement est constitué comme suit :

- **Commune de Mamoudzou : 1 431 000,00 €, soit 53,00 % ;**
- **Conseil départemental : 567 000,00 €, soit 21 % (montant restant inchangé) ;**
- **Communes ou groupements de communes : 270 000,00 €, soit 10 % ;**
- **Autres (FCTVA) : 432 000,00 €, soit 16 %.**

Article 3: prend acte que, compte tenu du fait que le projet initial a changé de nature, la sécurisation des tribunes ne relève plus de sa responsabilité, mais bien celle de la commune de Mamoudzou.

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les différentes conventions y afférant, sous condition de l'état d'avancement du projet susmentionné, notamment la production des études techniques : de l'AVP au DCE.

Article 5: En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000016A-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 16
Procurations :03
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 19
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00016- A

Relative à une modification des taux de participation financière du Conseil départemental sur le projet portant sur la réhabilitation et la rénovation des voiries communales pour la commune de Tsingoni.

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente,
Vu la délibération n°2019.00078 du 09 avril 2019 relative à l'adoption du Budget Primitif 2019 du Conseil Départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2019.00264-C relative à la participation du Conseil départemental aux projets de la Commune de Tsingoni retenus par le comité de programmation du contrat de convergence du 15 juillet 2019,
Vu la délibération n°2019.00264-J relative à la participation du Conseil départemental aux projets de la Communauté de communes du Centre Ouest retenus par le comité de programmation du contrat de convergence du 15 juillet 2019,

Considérant le rapport n°2020.CP-004332 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000016A-DE

Le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : **de valider** les modifications proposées concernant la contrepartie et les niveaux du taux de participation financière du Conseil départemental sur le projet susmentionné porté par la Commune de Tsingoni ;

Article 2 : **de valider la nouvelle clé de répartition** pour le projet de la manière suivante :

- **Commune de Tsingoni : 3 043,40 €, soit 20,00 % (au lieu de 10 %) ;**
- **Conseil départemental : 1 036 956,60 €, soit 80,00 % (au lieu de 90,00%) ;**

Le Coût total du projet est bien de 722 900,00 €.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention y afférant, sous condition de l'état d'avancement du projet susmentionné, notamment la production des études techniques : de l'AVP au DCE ;

Article 4 : **de préciser** que le non démarrage des travaux dans un délai d'un an à partir de la présente délibération annulera le soutien financier du Département affecté à cette opération ;

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000016B-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : 19
Présents : 16
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 19
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00016- B

Relative à une modification des taux de participation financière du Conseil départemental sur le projet portant sur la sécurisation et la valorisation du site de Soulou, pour la Communauté de communes du Centre Ouest.

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente,
Vu la délibération n°2019.00078 du 09 avril 2019 relative à l'adoption du Budget Primitif 2019 du Conseil Départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2019.00264-C relative à la participation du Conseil départemental aux projets de la Commune de Tsingoni retenus par le comité de programmation du contrat de convergence du 15 juillet 2019,
Vu la délibération n°2019.00264-J relative à la participation du Conseil départemental aux projets de la Communauté de communes du Centre Ouest retenus par le comité de programmation du contrat de convergence du 15 juillet 2019,

Considérant le rapport n°2020.CP-004332 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000016B-DE

Le Conseil départemental,

DECIDE

Article 1 : **de valider** les modifications proposées concernant la contrepartie et les niveaux du taux de participation financière du Conseil départemental sur le projet susmentionné porté par la Communauté de communes du Centre Ouest ;

Article 2 : **de valider la nouvelle clé de répartition** pour le projet de la manière suivante :

- **Communauté de Communes du Centre Ouest : 1 683 100,00 €, soit 69,49 % (au lieu de 15,44%) ;**
- **Conseil départemental : 489 000,00 €, soit 20,19 % (au lieu de 84,55%) ;**

Le coût total est bien de 532 244,00 €.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les actes y afférant ainsi que la convention, sous condition de l'état d'avancement des deux projets susmentionnés, notamment la production des études techniques : de l'AVP au DCE ;

Article 4 : **de préciser** que le non démarrage des travaux dans un délai d'un an à partir de la présente délibération annulera le soutien financier du Département affecté à cette opération ;

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 13/02/2020
Reçu en préfecture le 13/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000017-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 16
Procurations :03
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 19
Vote contre : 00
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00017

Relative au retrait et de l'annulation de la délibération n°2018.00340-A relative à la participation du Conseil départemental aux projets de demande de subvention de la Commune de Bouéni et notamment pour la réalisation des travaux du front de mer « cimetière » de Hagnoundrou

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte,
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente,

Considérant le rapport n°2020.CP-004333 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 13/02/2020
Reçu en préfecture le 13/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000017-DE

DECIDE

Article 1: de retirer et d'annuler la délibération n°2018.00340-A relative à la participation du Conseil départemental aux projets de demande de subvention de la Commune de Bouéni.

Article 2: En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Commission Permanente du jeudi 30 janvier 2020

Membres en exercice : **26**
Présents : 16
Procurations :03
Absents : 07
Nombres de votants : 19
Votes pour : 17
Votes contre : 02
Abstention : 00
Date de la convocation : Mardi 21 Janvier 2020

DELIBERATION N°2020.00018

Relative à la validation des dossiers présentés en Commission Patrimoine et Foncier du 13 novembre 2019 et ayant reçu un avis favorable

L'an deux mille vingt, le 30 janvier, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, sur convocation et sous la présidence de Soibahadine IBRAHIM RAMADANI. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), Mme Armamie ABDOUL WASSION, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU, M. Ali Debré COMBO, M. Issoufi AHAMADA, M. Issa ISSA ABDOU, M. Ben Issa OUSSENI, M. Nomani OUSSENI, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :
M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à Mme Halima Mdallah BAMOUDOU,
M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE donne pouvoir à Mme Bichara Bouhari PAYET,
Mme Soihirat EL HADAD donne pouvoir à M. Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :
M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Toyfriya ANASSI, Mme Insya DAOUDOU, Mme Zaihati MADI-MARI, Mme Afidati MKADARA, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME

Secrétaire de séance désignée :
Mme Moinécha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
Vu la délibération n°2077/2015/CD du 29 avril 2015 relative à l'adoption du Budget Primitif 2015 du Conseil Départemental de Mayotte et du STM ;
Vu les avis de la Commission Patrimoine et Foncier du 13 novembre 2019 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mamoudzou ;

Considérant le rapport n°2020.CP-004337 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Considérant l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 29 janvier 2020

Après en avoir délibéré par,
17 voix pour,
Et 02 voix contre : Mme Bichara Bouhari PAYET, M. Ben Youssouf CHIHABOUDDINE

Le Conseil départemental,

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

DECIDE

Article 1 : de valider les dossiers présentés en Commission du Patrimoine et du Foncier du 13 novembre 2019 et ayant reçus un avis favorable ;

Article 2 : d'autoriser le Président à signer tous les actes et documents administratifs s'y rapportant.

Article 3: En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

ANNEXES - CPF DU 13 NOVEMBRE 2019 (AVIS FAVORABLES)

N° Dossier	Requérant	Adresse	Objet	Village	Commune	Titre	Ref. Cad.	Surf. (m²)	PLU	Avis CPF	Obs.	Date CPF	Prix (€/m²)	Valeur Vénale (€)
2019-0189	ABDALLAH Houdaimati	Quartier Mrompopo Kavani - Acoua	REGUL	Acoua	ACOUA	NON TITRE	AB 807	269	U	FAV		13/11/2019	25	6 725,00
2011-0042	HAMIDOUNI Bibi Hadidja, Bibi-Inchati et Bibi Andaouya	2, impasse Roussettes - Moinatrindri	VENTE	Moinatrindri	BOUENI	8538	AI 515	391	U	FAV	Avis défavorable pour la AI 519 située sur la voirie.	13/11/2019	23	8 993,00
2018-0316	ALI ABDALLAH Daourina	Chez ALI ABDALLAH Zainaba - 4, rue Ahmed Madi - Hagnoundrou	REGUL	Moinatrindri	BOUENI	6789	AI 795 d	291	U	FAV		13/11/2019	23	6 693,00
2018-0317	ALI ABDALLAH Rahabati	Chez Mr et Mme ALI ABDALLAH Mohamed et Mariame - Quartier Barakani - Hagnoundrou	REGUL	Moinatrindri	BOUENI	6789	AI 795 e	291	U	FAV		13/11/2019	23	6 693,00
2013-0264	BOINA Ali	Chez Mme Soibirina ALI - 3 bis, rue de la mosquée du vendredi - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 174 et AD 342	4 497	U	FAV		13/11/2019	27	121 419,00
2013-0265	MADI Soundi	Chez Mme Amina SOUNDI - 3, rue de la mosquée - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 171	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,
2013-0266	MADI Kamardine	Chez Mme Amina SOUNDI - 3, rue de la mosquée - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 172	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,

DRFIP de MAYOTTE
SERVICE LOCAL DU DOMAINE
B.P.501
MAMOUDZOU

0 2 DEC. 2019

DEPARTEMENT DE
VISA CPF
Le 15/11/

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200018-DE

ANNEXES - CPF DU 13 NOVEMBRE 2019 (AVIS FAVORABLES)

2013-0267	MADI Dhounouraïn	Chez Mme Amina SOUNDI - 3, rue de la mosquée - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 173	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,00
2013-0268	MADI Naïrati	Chez Mme Amina SOUNDI - 3, rue de la mosquée - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 168	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,00
2013-0269	BAOUMAR Fatima	3, rue de la mosquée du vendredi - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 175	1 079	U	FAV		13/11/2019	27	29 133,00
2013-0270	MADI Soibirina	Chez Mme Amina SOUNDI - 3, rue de la mosquée - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AD 340	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,00
2013-0271	BAOUMAR Zaïna	Quartier piste bassin Sogea - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 169	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,00
2013-0272	BAOUMAR Fatima	3, rue de la mosquée du vendredi - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 179	169	U	FAV		13/11/2019	27	4 563,00
2013-0273	SOUNDI Amina	3, rue de la mosquée - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 170	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,00
2013-0274	ALI Boueni	Rue bassin Sogéa Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 176 et AD 343	1 627	U	FAV		13/11/2019	27	43 929,00
2013-0275	SOUNDI Amina	3, rue de la mosquée - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AL 167 et AD 341	915	U	FAV		13/11/2019	27	24 705,00

DRFIP de MAYOTTE
SERVICE LOCAL DU DOMAINE
B.P.501
MAMOUDZOU

0 2 DEC. 2019

GUIGNOT

VISA CPF

Le 15/1

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200018-DE

ANNEXES - CPF DU 13 NOVEMBRE 2019 (AVIS FAVORABLES)

2013-0277	MCHINDRA Mariame	Chez Mme Anliati KASSIM - Quartier Kirissoni - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	AW 291 d et 141 b	180	U	FAV		13/11/2019	34	6 120,00
2013-0278	ABDALLAH Anliati, Kassim	Quartier Kirissoni - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	AW 141 a (498)	183	U	FAV		13/11/2019	34	6 222,00
2013-0279	HALIDI Rouyati	14, rue Mcoba - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	574	AY 763	226	U	FAV		13/11/2019	34	7 684,00
2013-0280	BAMDOU Mouhamadi	8, rue ABDOU Ali - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	574	AY 831 (256)	202	U	FAV		13/11/2019	34	6 868,00
2013-0281	TOUFAHA Moegné	Bassin Sogéa Ongojou - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AE 59 a (176) et 26 c	355	U	FAV		13/11/2019	27	9 585,00
2013-0283	DAOUD Mariamou	20 bis, rue Kirissoni - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	AW 126	271	U	FAV		13/11/2019	34	9 214,00
2013-0287	MAGONGO Hamidou, Abdallah	18, rue Mbambouni - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	574	AY 108	237	U	FAV		13/11/2019	34	8 058,00
2013-0295	ALI Bourahim	17 bis, rue de la nouvelle mosquée Kirissoni - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	AW 511 et 512 (AW 103)	287	U	FAV		13/11/2019	34	9 758,00
2013-0302	ABDOU Animati, Ibrahima	6, rue 2cole Primaire - Kirissoni - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	BC 4	276	U	FAV		13/11/2019	34	9 384,00

0 2 DEC. 2019

DRFIP de MAYOTTE
SERVICE LOCAL DU DOMAINE
B.P.501
MAMOUDZOU

VISA CPF
Le 28/11/

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200018-DE

ANNEXES - CPF DU 13 NOVEMBRE 2019 (AVIS FAVORABLES)

2013-0309	MDERE RIDJALI Anturia	4, rue Ecole Primaire - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	BC 3	176	U	FAV		13/11/2019	34	5 984,00
2013-0311	SAID-DJADAL Tassilima	12, rue ABDOU Oili - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	574	AY 145	197	U	FAV		13/11/2019	34	6 698,00
2013-0312	BACO SAID Djaouria	17, rue Ecole Primaire - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	AW 91	445	U	FAV		13/11/2019	34	15 130,00
2013-0352	MALIDE Mariame	Quartier Mbambouni - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	574	AY 265	223	U	FAV		13/11/2019	34	7 582,00
2013-0355	SAID Moussa	Quartier Hamassane - Koungou	VENTE	Koungou	KOUNGOU	1618	AW 50	100	U	FAV		13/11/2019	34	3 400,00
2016-0496	ALI-MANSOIB Dahyati	8, chemin Hassatane - Mtshara	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AE 26 e et AD 408 e	1 530	A	FAV		13/11/2019	9	13 770,00
2016-0497	ALI-MANSOIB Soihibou	Quartier Bandrani - Sada	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AD 408 g et AE 26 f	979	A	FAV		13/11/2019	9	8 811,00
2016-0498	NAILANI Ali	15, rue Labattoir - Longoni	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AD 408 d et AE 26 d	1 740	A	FAV		13/11/2019	9	15 660,0
2016-0499	ALI-MANSOIB Echat	38, rue Magnassini - Mtsahara	VENTE	Longoni	KOUNGOU	1691	AE 26 b et AD 408 b	1 655	A	FAV		13/11/2019	9	14 895,0

DRFIP de MAYOTTE
SERVICE LOCAL DU DOMAINE
B.P. 50
MAMOUDZOU

02 DEC. 2019

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200018-DE

ANNEXES - CPF DU 13 NOVEMBRE 2019 (AVIS FAVORABLES)

2016-0500	ALI-MANSOIB Rivo	35, rue Hagawa - Mtsahara	**VENTE**	Longoni	KOUNGOU	1691	AE 26 c et AD 408 c	1 244	A	**FAV**		13/11/2019	9	11 196,00
2016-0501	ALI-MANSOIB Issihaka Larry	13, rue Labattoir - Longoni	**VENTE**	Longoni	KOUNGOU	1691	AD 408 f	2 095	A	**FAV**		13/11/2019	9	18 855,00
2018-0369	ALI Haoudhoi	2, ruelle Antani Bazaha - Mtsangamouji	**REGUL**	Mtsangamouji	MTSANGAMOUJI	NON TITRE	AN 1066	375	U	**FAV**		13/11/2019	25	9 375,00
2018-0299 bis	MADI RAMA Anisa	Quartier Cavani - Mangajou	**REGUL**	Mangajou	SADA	NON TITRE	AK 443	535	AU2	**FAV**		13/11/2019	15	8 025,00
2018-0320	SIRADJI Mariama	Quartier Cavani - Mangajou	**REGUL**	Mangajou	SADA	NON TITRE	AK 444	267	AU2	**FAV**		13/11/2019	15	4 005,00
2018-0349	BACO MOUSSA Moimouché et Consorts	36, rue Younoussa Bamana - Mlimani bas - Sada	**REGUL**	Sada	SADA	NON TITRE	AD 325	438	U	**FAV**		13/11/2019	27	11 826,00
Régul. ASP n°2528	ABDALLAH Ibrahim,Saïd	Quartier Bandrani - Sada	**REGUL**	Sada	SADA	NON TITRE	AI 248	252	U	**FAV**		13/11/2019	27	6 804,00
2009-0009	BADJA Mohamed Hanafi	Combani	**LOCATION**	Combani	TSINGONI	80	AO 80 a	15 218	A	**FAV**	Bail à ferme.	13/11/2019	9	136 962,0
2009-0171	ALI Moinecha et ses enfants	Quartier Badjoni - Combani	**REGUL**	Combani	TSINGONI	366	AR 575	330	U	**FAV**		13/11/2019	27	8 910,00

0 2 DEC. 2019

DRFIP de MAYOTTE
SERVICE LOCAL DU DOMAINE
B.P.501
MAMOUDZOU

VISA CPF
Le 15/11

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200018-DE

ANNEXES - CPF DU 13 NOVEMBRE 2019 (AVIS FAVORABLES)

2014-0353	M'HADJI BACAR Hassanati	Quartier Magongoni - Miréréni	**REGUL**	Miréréni	TSINGONI	366	AR 925	226	U	**FAV**		13/11/2019	27	6 102,00
2017-0328	HAMADA Abdourahamane Issoufi	Quartier Mosquée Wahari - Miréréni	**REGUL**	Miréréni	TSINGONI	80	AR 707	472	U	**FAV**		13/11/2019	27	12 744,00
2019-0116	La Cité d'Or de Badjoni	Quartier Badjoni - Combani	**LOCATION**	Combani	TSINGONI	80	AT 254 a	145	U	**FAV**	AOT.	13/11/2019	27	3 915,00
2019-0139	DJAE Amina	Chez MDJASSIRI Hadidja Madi - Quartier Mkaféni - Tsingoni	**REGUL**	Combani	TSINGONI	366	AS 248	79	U	**FAV**		13/11/2019	27	2 133,00

DRFIP de MAYOTTE
SERVICE LOCAL DU DOMAINE
B.P.501
MAMOUDZOU

0 2 DEC. 2019

DEPARTEMENT DE MAYOTTE
VISA CPF
Le 15/11
CONSEIL DEPART

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200018-DE

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE MAYOTTE

DGA Aménagement Territorial et Développement Durable

Direction des Affaires Foncières et du Patrimoine Immobilier

Service Gestion du Domaine

Mamoudzou, le 15 novembre 2019

Procès-verbal de la Commission du Patrimoine et du Foncier
13 novembre 2019 (Salle de Réunion de la DGA-ATDD – site de l'ex-CFA)

Les membres titulaires

☒Madame Raïssa ANDHUM : Présidente de la CPF, Conseillère Départementale de KOUNGOU
☐Monsieur Issa SOULAIMANA MHIDI : Conseiller Départemental de DZAOUDZI
☐Monsieur Bourouhane ALLAOUI : Conseiller Départemental de KOUNGOU
☐Madame Bichara Bouhari PAYET : Conseillère Départementale de DEMBENI

Les représentants des services

☒Madame Anne BURLAT : Directrice de la DGA-ATDD
☐Monsieur Ismaël KORDJEE : Directeur de la DAFPI
☒Monsieur Darcaoui TOILIHA : Directeur adjoint de la DAFPI
☒Madame Pauline PREVOT : Chef du Service Gestion du Domaine, DAFPI
☒Madame Routoubati KAÏSSI : Chef adjoint du Service Gestion du Domaine, DAFPI
☒Madame Mariame ABDOU : Secrétaire CPF, Service Gestion du Domaine, DAFPI
☒Madame Haloua MIKIDADI : Secrétaire CPF, Service Gestion du Domaine, DAFPI
☒Monsieur Hadhrami ABDOU : Chef du Service Brigade Foncière, DAFPI
☒Monsieur Said NOUSSOURA : Chef adjoint du Service Brigade Foncière, DAFPI

Les communes

☒ACOUA
☐BANDRABOUA
☐BANDRELE
☒BOUENI
☐CHICONI
☐CHIRONGUI
☐DEMBENI
☒DZAOUDZI-LABATTOIR
☐KANI-KELI
☒KOUNGOU
☐MAMOUDZOU
☒MTSANGAMOUJI
☐MTZAMBORO
☐OUANGANI
☐PAMANDZI
☒SADA
☒TSINGONI

Autres

☒Cabinet représenté par Mr Abdou MADI ALI

Début de la séance : 09h45

Madame Raïssa ANDHUM ouvre la séance en entamant l'examen des dossiers, suivant les communes :

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
VISA CPF
Le 15/11/19
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
15 novembre 2019
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

1 – Examen des dossiers du Service Gestion du Domaine

COMMUNE D'ACOUA

DEMANDES DE REGULARISATION ET DE LOCATION

* Dossier 2017-0055 ASSANI MADI Fatima et ses enfants
→ajourné (la mairie demande à faire des vérifications)

* Dossier 2017-0303 MADI Touliati
→à classer (au profit du dossier Régul. ASP n°772 au nom de la mère et demander un courrier de désistement au nom de la fille)

* Dossier 2019-0119 ADAME Ahmed
→ajourné (pour des vérifications)

* Dossier 2019-0189 ABDALLAH Houdaimati
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Dossier 2019-0224 CHARABOU Nabaouia
→à classer (au profit du dossier Régul. ASP n°878 au nom de la mère et demander un courrier de désistement au nom de la fille)

COMMUNE DE BANDRABOUA

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

COMMUNE DE BANDRELE

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

COMMUNE DE BOUENI

DEMANDES DE REGULARISATION ET D'ACQUISITION

* Dossier 2011-0042 HAMIDOUNI Bibi Hadidja, Bibi Inchati et Bibi Andaouya
→avis favorable pour l'acquisition pour la parcelle AI 515 (le titre 8538 n'est pas régularisable)
→avis défavorable pour la parcelle AI 519 (à la demande de la mairie car voirie)

* Dossier 2018-0316 ALI ABDALLAH Daourina
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Dossier 2018-0317 ALI ABDALLAH Rahabati
→avis favorable pour la régularisation gratuite

COMMUNE DE CHICONI

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

COMMUNE DE CHIRONGUI

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
VISA CPF
Le 15/11/19
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
15 novembre 2019
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

COMMUNE DE DEMBENI

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

COMMUNE DE DZAOUDZI-LABATTOIR

DEMANDES DE REGULARISATION ET D'ACQUISITION

* Dossier 2018-0064 MANFOU Ousseni Index
→ajourné (une autorisations de terrassement pour un autre demandeur a été délivrée selon la mairie et un avis de la Brigade favorable de la Foncière, la mairie propose une conciliation entre les deux)

* Dossier 2018-0245 HAMADA ALI
→ajourné (un autre dossier existe au Service Topographique de la DAFPI au nom de HAMADA SAID HAMIDA, nécessité d'une vérification de la Brigade Foncière)

COMMUNE DE KOUNGOU

DEMANDES DE REGULARISATION ET D'ACQUISITION

* Dossier 2012-0226 MLAMALI Hindi
→ajourné (parcelle enclavée, aucun accès, nécessité de vérifications par la Brigade Foncière)

* Dossier 2013-0041 MADI Mohamadi et Consorts
→ajourné (conflit, nécessité de vérifications par la Brigade Foncière)

* Dossier 2013-0264 BOINA Ali
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0265 MADI Soundi
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0266 MADI Kamardine
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0267 MADI Dhounouraïn
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0268 MADI Naïrati
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0269 BAOUMAR Fatima
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0270 MADI Soibirina
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0271 BAOUMAR Zaïna
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0272 MADI Fatima
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0273 SOUNDI Amina
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0274 ALI Boueni
→avis favorable pour l'acquisition

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
VISA CPF
Le 15/11/19
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

* Dossier 2013-0275 SOUNDI Amina
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0277 MCHINDRA Mariame
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0278 ABDALLAH Anliati, Kassim
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0279 HALIDI Rouyati
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0280 BAMDOU Mouhamadi
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0281 TOUFAHA Moegné
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0283 DAOUD Mariamou
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0287 MAGONGO Hamidou, Abdallah
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0295 ALI Bourahim
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0302 ABDOU Animati, Ibrahima
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0309 MDERE RIDJALI Anturia
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0310 ASSANI Sikina
→ajourné (conflit en cours avec le dossier 2010/0349, nécessité de vérifications et de conciliation par la Brigade Foncière)

* Dossier 2013-0311 SAID-DJADAL Tassilima
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0312 BACO SAID Djaouria
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0315 SOILIHI Moinamaoulida
→ajourné (selon le Service Topographique, il y a un réel décalage entre le DA fourni et la réalité de terrain, il faudrait refaire le DA)

* Dossier 2013-0335 ALI ABDALLAH Mariama
→ajourné (nécessité de vérifications par la Brigade Foncière)

* Dossier 2013-0352 MALIDE Mariame
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2013-0355 SAID Moussa
→avis favorable pour l'acquisition

* Dossier 2016-0496 ALI-MANSOIB Dahyati
→avis favorable pour l'acquisition (malgré le fait que la parcelle soit en zone Agricole selon le PLU de la commune)

* Dossier 2016-0497 ALI-MANSOIB Soihibou
→avis favorable pour l'acquisition (malgré le fait que la parcelle soit en zone Agricole selon le PLU de la commune)

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
VISA CPF
Le 15/11/19
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Direction des Affaires Foncières et du Patrimoine Immobilier - Conseil Départemental de Mayotte
BP101 - 97600 Mamoudzou – 0269 66 12 17

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

* Dossier 2016-0498 NAILANI Ali
→avis favorable pour l'acquisition (malgré le fait que la parcelle soit en zone Agricole selon le PLU de la commune)

* Dossier 2016-0499 ALI-MANSOIB Echat
→avis favorable pour l'acquisition (malgré le fait que la parcelle soit en zone Agricole selon le PLU de la commune)

* Dossier 2016-0500 ALI-MANSOIB Rivo
→avis favorable pour l'acquisition (malgré le fait que la parcelle soit en zone Agricole selon le PLU de la commune)

* Dossier 2016-0501 ALI-MANSOIB Issihaka Larry
→avis favorable pour l'acquisition (malgré le fait que la parcelle soit en zone Agricole selon le PLU de la commune)

* Dossier 2018-0162 SOULAIMANA OUSSENI Chaquila
→ajourné (nécessité de vérifications par la Brigade Foncière)

* Dossier 2019-0072 BIS Société HOLD-INVEST / CAP MAY
→ajourné (sur décision de la Présidente de Commission)

* Dossier 2019-0357 CARROSSERIE MIRADJI représentée par HALIDI Miradji
→ajourné (sur décision de la Présidente de Commission)

Interventions :
- Mr MADI : la commune est favorable pour une régularisation à titre gratuit sur le Titre 1691.
- Mme BAMANA : à l'époque, lors de la consultation, la commune était d'accord pour que le Titre 1691 ne figura pas dans la liste des titres régularisables, et ce pour garantir une réserve foncière à la commune.
- Mme BURLAT : la commune doit identifier de façon précise ses besoins et les faire remonter à la DAFPI.
- Mme ANDHUM et Mr MADI : il faut organiser des visites sur le terrain avec la Brigade Foncière pour identifier les zones, et la forêt à protéger.

COMMUNE DE MAMOUDZOU

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

COMMUNE DE MTSANGAMOUJI

DEMANDES DE REGULARISATION

* Dossier 2016-0448 MADI ISLAME Mohamadi et Houdhoyrou
→avis défavorable (dans l'emprise de l'Arrêté de Protection de Biotope – APB – d'Ambato)

* Dossier 2018-0369 ALI Haoudhoi
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Dossier 2019-0184 SOULAIMANA Issouf
→ajourné (parcelle située dans une zone Naturelle Sensible selon le PLU de la commune, nécessité de vérifications par la Brigade Foncière)

COMMUNE DE MTZAMBORO

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
VISA CPF
Le 05/11/19
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Direction des Affaires Foncières et du Patrimoine Immobilier - Conseil Départemental de Mayotte
BP101 - 97600 Mamoudzou – 0269 66 12 17

15 novembre 2019
Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

COMMUNE DE OUANGANI

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

COMMUNE DE PAMANDZI

Tous les dossiers ont été reportés (absence de représentant de la Commune)

COMMUNE DE SADA

DEMANDES DE REGULARISATION

* Dossier 20018-0299 BIS MADI RAMA Anisa
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Dossier 2018-0312 MADI BACAR Assalati et Consorts
→avis défavorable (projet de déviation de la voirie, parcelle située en zone Naturelle Sensible selon le PLU de la commune)

* Dossier 2018-0320 SIRADJI Mariama
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Dossier 2018-0349 BACO MOUSSA Moimouché et Consorts
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Régul. ASP n°2528 ABDALLAH Ibrahim, Saïd
→avis favorable pour la régularisation gratuite

COMMUNE DE TSINGONI

DEMANDES DE REGULARISATION, D'ACQUISITION ET DE LOCATION

* Dossier 2007-0113 AHAMADI Daoud Ahamadi
→ajourné (terrain demandé par la commune, vérification nécessaire de la mairie)

* Dossier 2009-0009 BADJA Mohamed Hanafi
→favorable pour la location (bail à ferme, projet agricole présent dans le dossier)

* Dossier 2009-0171 ALI Moinecha et ses enfants
→avis favorable pour la régularisation gratuite (sous réserve de la levée de conflit)

* Dossier 2014-0353 M'HADJI BACAR Hassanati
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Dossier 2017-0328 HAMADA Abdourahamane Issoufi
→avis favorable pour la régularisation gratuite

* Dossier 2018-0352 ABDOU Echati
→ajourné (à la demande de la mairie, vérification nécessaire de la mairie)

* Dossier 2018-0357 ABDALLAH MASSANGARI Kassim
→avis défavorable (empiètement sur l'assainissement collectif, terrain réservé plateau polyvalent)

* Dossier 2019-0116 Association La Cité d'Or de Badjoni
→avis favorable pour la location (AOT)

* Dossier 2019-0139 DJAE Amina
→avis favorable pour la régularisation gratuite

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE ★ CONSEIL DÉPARTEMENTAL ★
VISA CPF
Le 15/11/19

Direction des Affaires Foncières et du Patrimoine Immobilier - Conseil Départemental de Mayotte
BP101 - 97600 Mamoudzou – 0269 66 12 17

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

* Dossier 2019-0151 SAÏD Hamada
→ajourné (ancien échange entre mairie et particuliers mais parcelle située en zone Naturelle Stricte de préservation des réserves forestières selon le PLU de la commune)

* Dossier 2019-0152 SAÏD Mohamed
→ajourné (ancien échange entre mairie et particuliers mais parcelle située en zone Naturelle Stricte de préservation des réserves forestières selon le PLU de la commune)

* Dossier 2019-0153 SAÏD Salime Zove
→ajourné (ancien échange entre mairie et particuliers mais parcelle située en zone Naturelle Stricte de préservation des réserves forestières selon le PLU de la commune)

* Dossier 2019-0154 Mohamed Anriette
→ajourné (ancien échange entre mairie et particuliers mais parcelle située en zone Naturelle Stricte de préservation des réserves forestières selon le PLU de la commune)

* Dossier 2019-0155 SAÏD Abdallah
→ajourné (ancien échange entre mairie et particuliers mais parcelle située en zone Naturelle Stricte de préservation des réserves forestières selon le PLU de la commune)

* Dossier 2019-0156 SAÏD Ousseni
→ajourné (ancien échange entre mairie et particuliers mais parcelle située en zone Naturelle Stricte de préservation des réserves forestières selon le PLU de la commune)

Intervention :
Mme BAMANA : quelle est la date limite (le degré d'avancement de la procédure de régularisation foncière) pour pouvoir procéder à des changements de noms et des désistements ? il serait intéressant de statuer sur ce point.

2 – Examen des dossiers des Communes et des Intercommunalités

COMMUNE D'ACOUA

DEMANDE DE CESSION GRATUITE

* Dossier 2019-0365 Mairie d'ACOUA
→ajourné (site de l'ancien dispensaire, avec la maison du Cadi et le local de la Police Municipale : les deux bâtiments sont encore occupés, le Service Etudes et Aménagement de la DAFPI est en attente de la position officielle du Département)

INTERCOMMUNALITE DE PETITE-TERRE

DEMANDE D'ACQUISITION

* Dossier 2019-0181 Intercommunalité de PETITE-TERRE
→ajourné (la moitié nord de la parcelle est en zone Naturelle et la moitié sud en zone Agricole + Régul. ASP sur la parcelle + absence du projet touristique de l'Intercommunalité dans le dossier)

Après l'examen de tous les dossiers, Madame Raïssa ANDHUM a levé la séance à 12h30.

La Présidente de la Commission du Patrimoine et du Foncier

Raïssa ANDHUM

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIÈRES GESTION DU DOMAINE – CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE – CONSEIL DÉPARTEMENTAL – VISA CPF Le 15/11/19

Direction des Affaires Foncières et du Patrimoine Immobilier - Conseil Départemental de Mayotte
BP101 - 97600 Mamoudzou – 0269 66 12 17

Dossiers 2019/151 à 2019/156 - TSINGONI.

Cartographie - Géoportail de l'

https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=5&lon=45.117553889999996&lat=

97680 Tsingoni

TSINGONI (97617)

DOCUMENTS D'URBANISME

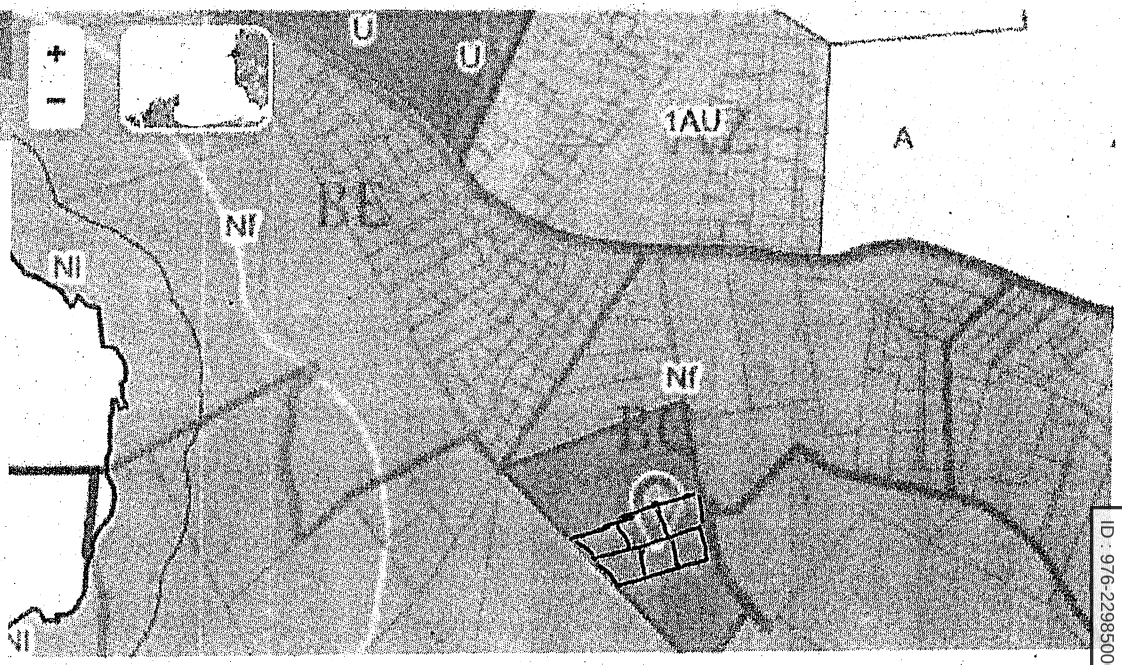
Zone couverte par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de **TSINGONI**, approuvé le **29/11/2015**.

Zone classée **Nf, Nf : Secteur naturel strict de présentation des réserves forestières,** en application du règlement.

Ensemble des pièces écrites

Téléchargez l'archive complète

HISTORIQUE



VISA CPF Le 13/1/20

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL3001200018-DE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 10/02/2020
Reçu en préfecture le 10/02/2020
Affiché le
ID : 976-229850003-20200130-DL30012000018-DE

CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE MAYOTTE
DGA chargée de
l'Aménagement
Territorial et du
Développement
Durable
8 rue de l'hôpital – BP 101
97600 MAMOUDZOU
0269 66 10 20
www.cg976.fr

Affaire suivie par Pauline PREVOT
Ligne directe : 0269 66 12 10
Email : pauline.prevot@cg976.fr

Réf. 305/DAFPI/GD/FD-2019

Objet:
CONTRÔLES ANNEXES
PV CPF

Mamoudzou, le 14 novembre 2019

Mr KOUASSI William
Service Local du Domaine
Direction Régionale des Finances
Publiques de Mayotte

Monsieur,

Vous trouverez ci-jointe les listes des dossiers passés en Commission Patrimoine et Foncier du 13 novembre 2019 et ayant reçu un avis favorable, que la Direction des Affaires Foncières et du Patrimoine Immobilier souhaite présenter à l'approbation de Mesdames et Messieurs les élus du Conseil Départemental lors de sa prochaine séance délibérante.

Comme convenu dans la Convention entre le Service Local du Domaine et le Département, les annexes du procès-verbal de la CPF du 13 novembre 2019, sur lesquelles est faite mention de la valeur vénale de chaque terrain, objet de demande, ont été préparées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Président du Conseil Départemental
Et par délégation
Le Directeur des Affaires Foncières et
du Patrimoine Immobilier

Ismaël KORDJEE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE
Direction
des Affaires
Foncières et du
Patrimoine
Immobilier

DAFPI/ Service Gestion
du Domaine
8 rue de l'hôpital - BP 101
97600 MAMOUDZOU
Tél : 0269 66 12 17